

CONSEIL DES GOUVERNEURS DE L'UNIVERSITÉ Laurentienne

Vendredi 17 février 2023

De 9 h à 10 h – Séance à huis clos
De 10 h 30 à 13 h – Séance publique
De 13 h à 14 h - Séance à huis clos

ORDRE DU JOUR

Si vous désirez assister à la séance publique de l'assemblée du Conseil à titre d'observateur, veuillez vous inscrire ici. Vous recevrez ensuite la confirmation avec les détails pour vous connecter.

Nous rappelons aux membres qu'ils doivent signaler tout conflit d'intérêts avant l'étude d'un point inscrit aux ordres du jour des séances publiques et à huis clos du Conseil.

SÉANCE PUBLIQUE				
Nu	ARTICLE	PAGE	DIRECTION	HEURE
A.	Session d'apprentissage et d'engagement : MIRARCO, Goodman School of Mines et le développement du Centre de biotechnologie des déchets miniers	-	N. Mykytczyk	10 h 30 – 11 h
1.	Adoption de l'ordre du jour	-	J. Bangs	11 h
2.	Déclaration de conflits d'intérêts	-	J. Bangs	11 h
3.	Résolutions en bloc 3.1. Comprend le procès-verbal de la réunion du 2 décembre, des réunions spéciales du 30 novembre et du vote électronique du 4 décembre 2022 3.2. Mandat révisé du Comité du bilinguisme 3.3. Mandat révisé du Comité de l'aménagement et de la planification des biens	3 - 27	J. Bangs	11 h – 11 h 10
4.	Questions découlant des procès-verbaux	-	J. Bangs	11 h 10-11 h 15
5.	Rapport de la rectrice	-	S. Embleton	11 h 15-11 h 30
6.	Mise à jour financière (trésorerie, prévisions financières, mise à jour sur les inscriptions, cadre de planification, rendements des investissements, fonds de pension et de dotation)	28 - 38	M. Piché	11 h 30-11 h 45
7.	Points du Comité de vérification 7.1 Approbation : Plan de vérification externe pour l'exercice se terminant le 30 avril 2023 7.2 Information : États financiers vérifiés du Régime de retraite	29-119	V. Cameron	11 h 45 – midi
8.	Points du Comité de l'aménagement et de la planification 8.1 Approbation : Projets d'entretien différé pour 2023-24 8.2 Approbation : Proposition pour examiner les réparations à la Piscine Jenő Tihanyi 8.3 Information : Rapport sur la nouvelle méthodologie d'évaluation touchant l'entretien différé et coûts pertinents	120-139	D. Harquail	Midi – 12 h 30
9.	Points du Comité des finances 9.1 Approbation : Politique de placement à court terme des fonds de trésorerie 9.2 Approbation : Budget et frais accessoires pour 2023-2024 9.3 Approbation : Financement proposé des projets d'entretien différé de 2023-24	139-180	D. Harquail	12 h 30-12 h 45
AUTRES ARTICLES				
10.	10.1 Rapport du Conseil de l'UL pour la formation des autochtones - Février 2023 10.2 Questions du président	181 -	J. Bangs	12 h 45
AUTRES QUESTIONS				
11.	Autres questions	-	J. Bangs	12 h 45 – 13 h
DISCUSSION À HUIS CLOS (par invitation)				
12.	Discussion à huis clos	-	J. Bangs	13 h – 14 h
CLÔTURE				
13.	Levée de la séance	-	J. Bangs	14 h

CONSEIL DES GOUVERNEURS DE L'UNIVERSITÉ Laurentienne

SÉANCE À HUIS CLOS

Vendredi 17 février 2023

De 9 h à 10 h – Séance à huis clos
De 10 h 30 à 13 h 15 – Séance publique
De 13 h à 14 h - Séance à huis clos

ORDRE DU JOUR

Nous rappelons aux membres qu'ils doivent signaler tout conflit d'intérêts avant l'étude d'un point inscrit aux ordres du jour des séances publiques et à huis clos du Conseil.

SÉANCE À HUIS CLOS				
Numéro.	ARTICLE	PAGE	DIRECTION	HEURE
1.	Adoption de l'ordre du jour	-	J. Bangs	9 h
2.	Déclaration de conflits d'intérêts	-	J. Bangs	9 h
3.	LACC : Mise à jour sur la situation financière	-	J. Bangs et M. Piché	9 h – 9 h 15
4.	Comité de l'aménagement et de la planification des biens: 4.1 Approbation : Stratégie concernant la Maison du Président 4.2 Approbation : Feuille de modalités concernant la vente de terrains** universitaires	2-73	D. Harquail	9 h 15 – 9 h 30
4.	Questions juridiques : Mise à jour	-	D. Jubb	9 h 15 – 9 h 30
5.	Ressources humaines : Mise à jour	-	C. Cacciotti	9 h 30 – 9 h 45
AUTRES QUESTIONS				
6.	Autres questions	-	J. Bangs	9 h 45 -10 h
CLÔTURE				
7.	Levée de la séance à huis clos	-	J. Bangs	10 h
PAUSE				

* La documentation des articles ayant un astérisque (*) sera distribuée à la réunion.

** La documentation sera distribuée séparément.

RÉSOLUTIONS EN BLOC

ARTICLE 3.0 – POUR APPROBATION

Tout membre qui désire poser une question, discuter ou qui s'oppose à un point indiqué ci-dessous peut le faire supprimer des résolutions en bloc en communiquant avec le ou la secrétaire du Conseil des gouverneurs avant la réunion ou en demandant qu'il soit supprimé avant que le président ou la présidente demande un motionnaire et un comotionnaire de la proposition suivante.

Recommandation : Que le Conseil des gouverneurs approuve les points ci-dessous ou les reçoive pour information par une résolution en bloc :

Procès-verbaux – Article 3.1

1. Les procès-verbaux des réunions, y compris la réunion spéciale du 30 novembre, la réunion ordinaire du 2 décembre et le scrutin électronique du 4 décembre 2022.	POUR DÉCISION
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------

Rapport du Comité mixte du bilinguisme – Article 3.2

2. Mandat révisé du Comité mixte du bilinguisme	POUR DÉCISION
-------------------------------------------------	------------------

Rapport du Comité de l'aménagement et de la planification des biens – Article 3.3

3. Mandat révisé du Comité de l'aménagement et de la planification des biens	POUR DÉCISION
------------------------------------------------------------------------------	------------------

Résolutions en bloc

Description des résolutions en bloc

Les organismes qui ont un grand nombre de points habituels à approuver gagnent souvent du temps en utilisant la formule des *résolutions en bloc*. Il s'agit d'une partie de l'ordre du jour imprimé indiquant les points qui ne devraient pas poser de problème et sur lesquels il n'y aura probablement pas de questions.

Avant de procéder au vote, le président ou la présidente laisse le temps aux membres de lire la liste pour déterminer si elle comprend des sujets sur lesquels ils ont une question, ou dont ils aimeraient discuter ou auxquels ils s'opposent. Chaque membre a le droit de retirer un point des résolutions en bloc qui est alors transféré à l'ordre du jour ordinaire afin qu'il puisse être examiné et soumis au vote séparément. Les autres points sont ensuite approuvés en bloc à l'unanimité sans discussion, ce qui permet d'économiser le temps qui serait nécessaire pour les votes individuels.

Divers conseils d'universités canadiennes emploient le format des résolutions en bloc pour inclure non seulement les points habituels à approuver, mais aussi les points d'information. Ce format permet entre autres aux conseils de se concentrer sur les grands points. Même si l'approbation d'une proposition d'ensemble fait économiser du temps lors des réunions, les membres veulent examiner soigneusement les points à l'ordre du jour afin de s'acquitter de leurs responsabilités comme il se doit.

Fonctionnement des résolutions en bloc

La ou le secrétaire de l'Université détermine les points habituels pour décision et information et qui ne seront probablement pas débattus. Pour cela, elle ou il peut consulter le président ou la présidente du Conseil, le président ou la présidente du comité pertinent et les principales personnes-ressources. S'il y a un rapport de comité, ces points sont indiqués dans la liste au début du rapport. Les points pour décision et information de l'ordre du jour et dans les rapports de comités qui ne figurent pas dans les résolutions en bloc seront présentés individuellement pour une discussion et un vote (au besoin).

Lorsque les membres reçoivent les ordres du jour des réunions, ils devraient prendre connaissance de tous les rapports de la manière habituelle. **Si un membre désire poser une question, discuter d'un point figurant dans les résolutions en bloc ou s'y opposer, il peut demander à ce qu'il soit retiré** en communiquant avec la ou le secrétaire de l'Université avant la réunion. Il peut également demander que le point soit retiré avant que le président ou la présidente demande un motionnaire et un comotionnaire afin d'approuver la proposition à l'unanimité ou de recevoir les points indiqués.

À la réunion du Conseil, avant la présentation de la proposition de consentement unanime, le président ou la présidente du Conseil : 1) indiquera les points à retirer de la liste en fonction des demandes de membres; 2) demandera s'il y a d'autres points à retirer de la liste. Les points restants sont alors approuvés en bloc sans discussion, faisant ainsi économiser le temps qui serait requis pour la présentation et le vote individuels. Les points qui ont été supprimés des résolutions en bloc seront traités de la manière habituelle lors de la présentation du rapport de chaque comité.

Le procès-verbal de la réunion fera état des points approuvés dans les résolutions en bloc en utilisant la formule « adopté par consentement unanime » et indiquera que les points pour information figurant dans les résolutions en bloc ont été reçus.

CONSEIL DES GOUVERNEURS

Procès-verbal de l'assemblée qui a eu lieu le vendredi 2 décembre 2022, à 9 h, sur Zoom

Présences	Absences
<p><u>Membres ayant droit de vote</u> Bangs, Jeff, président Barry, Aaron Brouillette, Robert Cameron, Vernon Eger, Tammy, rectrice et vice-chancelière par intérim Guay, André Harquail, David Kurkimaki, Laura Sbaa, Nawfal</p> <p><u>Membres sans droit de vote</u> Bassett, Shannon, Sénat Colin, Fabrice, APUL Durand, Louis, APUL Fenske, Tom, SEUL Johnson, Mark, secrétaire intérimaire désigné de l'Université Kwan, Kathleen, secrétaire intérimaire de l'Université Morin, Avery (AGE) Scott, Daniel, Sénat Teller, Meredith</p>	<p><u>Membres ayant droit de vote</u> Duval, Don McCue, Meghan (AECS)</p> <p><u>Membres sans droit de vote</u></p>
<p><u>Observateurs (personnes-ressources)</u> Biswas, Kaushik, étudiant à la MBA, présentateur Caron, Joseph, interprète Cisse, Yacine, étudiante à la MBA, présentatrice Hodgson, Ann, secrétaire associée de l'Université par intérim Jubb, Dawne, conseillère générale intérimaire Larivière, Céline, vice-rectrice intérimaire aux études Lavallée, Normand, vice-recteur associé aux services financiers Lin, Jiaxing, étudiant à la MBA, présentateur Olowu, Anthony, étudiant au programme de sciences infirmières, présentateur Piché, Michel, vice-recteur intérimaire aux finances et à l'administration Rocca, Gina, adjointe de direction par intérim Wilkinson, John, conseiller juridique, Weir Foulds LLP Zhang, Handawan, étudiant à la MBA, présentateur Zhao, Xua, gestionnaire du recrutement international</p>	

SÉANCE À HUIS CLOS

Le président du Conseil des gouverneurs (« le Conseil »), M. Jeff Bangs, déclare la séance à huis clos ouverte à 9 h 4 et confirme qu'il y a quorum. Il invite M. Robert Brouillette à reconnaître le Traité Robinson-Huron de 1850 et que l'Université Laurentienne se trouve sur les terres traditionnelles des Atikameksheng Anishnawbek.

Le président souhaite la bienvenue au nouveau membre du Conseil, M. André Guay, à la vice-rectrice intérimaire aux études, Mme Céline Larivière, et au conseiller juridique externe, M. John Wilkinson.

Il est proposé par M. Robert Brouillette, appuyé par M. David Harquail, que la réunion se poursuive à huis clos. Adopté à l'unanimité

POUR DÉCISION ET INFORMATION

1. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Mme Tammy Eger, appuyé par M. David Harquail, que l'ordre du jour soit adopté dans la forme présentée. Adopté à l'unanimité

2. Déclaration de conflits d'intérêts

Le président invite les membres à indiquer des conflits d'intérêts concernant l'ordre du jour et rappelle que, en tout temps durant la réunion, ils peuvent respectueusement envisager et signaler un conflit potentiel qui peut surgir pendant les débats.

La secrétaire intérimaire de l'Université fait remarquer que M. Harquail avait déclaré un conflit potentiel d'intérêts qui peut survenir à l'occasion si les discussions en venaient à porter sur le traitement réservé aux fonds de dotation et (ou) les contributions différées.

3. Mise à jour touchant l'émergence de la LACC

Le président invite la rectrice et vice-chancelière par intérim, Mme Tammy Eger, à faire une mise à jour à ce sujet. Elle demande ensuite à la conseillère générale intérimaire, Mme Dawn Jubb, au vice-recteur intérimaire aux finances et à l'administration, M. Michel Piché, à la secrétaire intérimaire de l'Université, Mme Kathleen Kwan, et au conseiller juridique du cabinet Weir Foulds LLP, M. John Wilkinson, de fournir des mises à jour sur les divers éléments liés à l'émergence.

POUR INFORMATION

4. Rapport de la rectrice

Le président invite Mme Eger à présenter son rapport. Elle fait des mises à jour sur diverses initiatives en cours avec des intervenants pour favoriser un meilleur engagement et établir des partenariats plus solides, comme la tenue d'assemblées publiques périodiques. Elle discute également des défis auxquels l'Université est confrontée à la suite du rapport de la vérificatrice générale.

5. Autres questions

En consultation avec la secrétaire intérimaire de l'Université, Mme Kathleen Kwan, le président indique que l'ordre du jour est épuisé.

Il est proposé par M. David Harquail, appuyé par Mme Tammy Eger, de clore la séance à huis clos de la réunion. Adopté à l'unanimité

6. Levée de la séance

L'ordre du jour étant épuisé, la séance à huis clos est levée à 10 h 26.

SÉANCE PUBLIQUE

Le président du Conseil des gouverneurs (« le Conseil »), M. Jeff Bangs, déclare la séance publique ouverte à 11 h 3 et confirme qu'il y a quorum. Il reconnaît alors le Traité Robinson-Huron de 1850 et que l'Université Laurentienne se trouve sur les terres traditionnelles des Atikameksheng Anishnawbek.

SÉANCE D'INFORMATION

A. Expérience des étudiants étrangers à la Laurentienne

Le président invite la vice-rectrice intérimaire aux études, Mme Céline Larivière, à présenter les invités qui prendront la parole. Mme Larivière indique qu'il y a environ 600 étudiants étrangers à l'UL. Ils viennent du monde entier et leur nombre augmente, en particulier dans les programmes de cycles supérieurs. Mme Larivière présente les étudiants étrangers suivants inscrits dans divers programmes de cycles supérieurs : Handawen Zhang, Kaushik Biswas et Jiaying Lin, programme de MBA, Anthony Olowu, programme de sciences infirmières, et Yacine Cisse, programme de MBA avec spécialisation en économie. Ceux-ci font alors un exposé oral sur leurs expériences.

Mme Larivière invite alors la gestionnaire du recrutement et des services internationaux, Mme Xuan Zhao, à donner des informations complémentaires. Mme Zhao donne un aperçu de ses responsabilités et explique les avenues et événements offerts aux étudiants étrangers pour les aider à se sentir intégrés à la société canadienne et à la Laurentienne. Mme Zhao parle d'un événement récent qui a été organisé en novembre pour les aider à se sentir soutenus et accueillis à l'Université Laurentienne.

Chaque membre du corps étudiant présente alors quelques faits saillants de son expérience à titre d'étudiant étranger à la Laurentienne, de son parcours scolaire et professionnel et des activités parascolaires auxquelles il participe.

Le président remercie les membres de la population étudiante et du personnel de leur présentation inspirante.

POUR DÉCISION

1. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Mme Tammy Eger, appuyé par M. David Harquail, que l'ordre du jour soit adopté dans la forme présentée. Adopté à l'unanimité

2. Déclaration de conflits d'intérêts

Le président invite les membres à indiquer des conflits d'intérêts concernant l'ordre du jour et rappelle que, en tout temps durant la réunion, ils peuvent respectueusement envisager et signaler un conflit potentiel qui peut surgir pendant les débats.

La secrétaire intérimaire de l'Université fait remarquer que M. Harquail avait déclaré un conflit potentiel d'intérêts qui peut survenir à l'occasion si les discussions en venaient à porter sur le traitement réservé aux fonds de dotation et (ou) les contributions différées.

3. Résolutions en bloc

Le président demande qu'une proposition soit effectuée sous forme de résolution en bloc pour les articles suivants figurant dans la documentation du Conseil :

- procès-verbaux de l'assemblée du 21 octobre, des assemblées extraordinaires des 2 octobre et 2 et 15 novembre et des scrutins électroniques des 25 octobre et 10 novembre 2022;
- mandat du Comité de vérification;
- mandat du Comité exécutif;
- mandat du Comité des finances;
- mandat du Comité des mises en candidature.

Il est proposé par Mme Tammy Eger, appuyé par M. Vernon Cameron,

QUE les articles figurant ci-dessous soient reçus et approuvés en bloc aux fins d'information.

Adopté à l'unanimité

4. Questions découlant des procès-verbaux

M. Bangs et la secrétaire intérimaire de l'Université confirment qu'il n'y a aucune question découlant des procès-verbaux.

5. Recommandations du Comité exécutif

5.1 Avis de modifications proposées aux règlements généraux du Conseil des gouverneurs de l'Université Laurentienne

M. Bangs invite le vice-président du Comité exécutif, M. Robert Brouillette, à fournir davantage d'informations sur les articles 5.1 et 5.2., mais en raison de problèmes techniques, il n'est pas en mesure de le faire. M. Bangs explique que les règlements généraux du Conseil des gouverneurs n'ont pas été modifiés depuis le 22 avril 2022 et que, en raison de certains éléments du Plan d'arrangements de la LACC, d'autres modifications étaient nécessaires. Cet article est seulement présenté à titre d'information et d'avis, car le Conseil doit émettre un avis public des modifications proposées aux règlements. De plus, lors de la prochaine réunion publique, qui doit avoir lieu dans les 60 jours suivant la date d'émergence de la LACC, on procédera à un vote concernant les modifications à ces règlements.

5.2 Énoncé du Conseil des gouverneurs sur l'équité, la diversité et l'inclusion

M. Bangs donne un aperçu et explique que certaines universités ont un énoncé sur l'équité, la diversité et l'inclusion. Il importe d'avoir un tel énoncé pour que tout le monde au sein de l'Université se sente le bienvenu. Il souligne également l'importance de sa mise en œuvre dans toute l'Université.

Il est proposé par M. Robert Brouillette, appuyé par Mme Tammy Eger,

IL EST RÉSOLU

QUE, comme présenté à l'assemblée du 2 décembre 2022, le Conseil des gouverneurs approuve l'Énoncé du Conseil des gouverneurs sur l'équité, la diversité et l'inclusion afin qu'il entre immédiatement en vigueur après l'approbation du Conseil des gouverneurs.

Adopté à l'unanimité

6. Recommandations du Comité des finances

6.1 Approbation de la modification n° 2 au Régime de retraite de l'Université Laurentienne de Sudbury

M. Bangs invite le président du Comité des finances, M. David Harquail, à présenter cet article. M. Harquail indique que quatre résolutions sont présentées à l'approbation du Conseil. Il demande ensuite au vice-recteur intérimaire aux finances et à l'administration, M. Michel Piché, à fournir plus de détails. M. Piché donne un bref historique de la nécessité de cette modification et explique que le Comité des pensions et le Comité des finances ont examiné la question et que cela doit maintenant être approuvé par le Conseil.

M. Piché déclare qu'un nouveau taux de cotisation est nécessaire afin de respecter le taux moyen de cotisation de 8 % des employés et de l'Université. Toutes les cotisations des membres seront de 6,95 % pour les gains ouvrant droit à pension inférieurs au MSGAP et de 10,60 % des gains ouvrant droit à pension supérieurs au MSGAP. Le changement de taux de cotisation s'appliquera à tous les employés actifs de chaque employeur qui continuent de cotiser au Régime le 1^{er} janvier 2023 et après, y compris les membres de l'APUL, du SEUL, de l'Association du personnel administratif et professionnels de l'Université Laurentienne, les cadres supérieurs et les dirigeants désignés.

Il est proposé par M. Robert Brouillette, appuyé par M. Vernon Cameron,

IL EST RÉSOLU

QUE, comme présenté à l'assemblée du 2 décembre 2022, le Conseil des gouverneurs approuve la modification n° 2. Adopté à l'unanimité

6.2 Politique de dotation

M. Harquail invite M. Piché à présenter cet article. Il présente quelques informations historiques sur le processus d'élaboration de cette nouvelle politique de dotation. M. Piché ajoute que tous les comptes de dotation remontant à 2007 ont été examinés et que, sur la base de cet examen, ils ont été mis à jour au cours de l'exercice 2021. L'Université s'est alors engagée à élaborer une nouvelle politique de dotation et à mettre à jour son Énoncé de politique et de procédures de placement (EPPP). La politique proposée de dotation a été présentée au Comité des finances le 21 novembre 2022 et a été élaborée selon les meilleures pratiques du secteur. M. Piché souligne certains des aspects significatifs de la politique.

En tant que donateur de l'Université, M. David Harquail déclare un conflit d'intérêts relativement à cette discussion.

Il est proposé par M. Vernon Cameron, appuyé par M. André Guay,

IL EST RÉSOLU

QUE, comme présenté à l'assemblée du 2 décembre 2022, le Conseil des gouverneurs approuve la Politique de dotation. Adopté avec l'abstention de M. David Harquail

6.3 Énoncé modifié de politique et de procédures de placement (EPPP) des fonds de dotation et d'autres placements à long terme

M. Harquail demande à M. Piché de donner davantage d'informations à ce sujet. Le 13 décembre 2019, le Conseil des gouverneurs a approuvé l'EPPP actuel. Il s'applique aux actifs détenus dans les Fonds de dotation et autres placements à long terme. La politique reflète les objectifs de placement, les lignes directrices en la matière et les responsabilités touchant la surveillance. M. Piché explique plus en détail le contexte en indiquant que, avec l'accord actuel de transfert des placements pour les dotations de l'École de médecine du Nord de l'Ontario (EMNO) détenues par la Laurentienne, l'Université a demandé à SEI d'effectuer une répartition stratégique de l'actif afin de fournir le rajustement au risque le plus constant aux fins de rendement dans divers environnements de marché. SEI a effectué un examen de l'allocation d'actifs, présenté le 21 novembre 2022 au Comité des finances, et a apporté des modifications à la politique existante pour rajuster la marge de tolérance entre les marchés publics et les solutions de rechange et fournir des définitions supplémentaires. Ces changements sont soumis à l'approbation du Conseil.

Il est proposé par M. Robert Brouillette, appuyé par M. Vernon Cameron,

IL EST RÉSOLU

QUE, comme présenté à l'assemblée du 2 décembre 2022, le Conseil des gouverneurs approuve l'Énoncé modifié de politique et de procédures de placement (EPPP) des fonds de dotation et d'autres placements à long terme. Adopté à l'unanimité

6.4 Taux de distribution des fonds de dotation pour 2022-2023 et 2023-2024

M. Harquail demande à M. Piché de donner davantage d'informations à ce sujet. En raison des risques de marché liés aux procédures liées à la COVID et à la LACC, jusqu'à 2 % de la valeur des fonds de dotation ont été distribués en 2020-2021, et aucun fonds ne l'a été en 2021-2022. Les dotations totales de la Laurentienne au 30 avril 2022 s'élevaient à 46 300 000 \$, dont 37 100 000 \$ provenaient de dons et 9 200 000 \$ (19,9 %) étaient liés aux revenus de placement accumulés.

M. Piché déclare que le Service des finances examine annuellement le taux de distribution des fonds de dotation et tient compte des besoins des étudiants, des revenus de placement accumulés et des rendements attendus du marché selon l'Énoncé de politique et de procédures de placement des fonds de dotation.

L'approbation de ce taux recommandé pour 2022-2023 et 2023-24 permettrait de clarifier le budget dans l'espoir de contribuer à une planification stratégique significative/mesurable, car le Bureau d'aide financière met l'accent sur l'attribution de bourses d'études et d'aide pour recruter et retenir des étudiants. Cela permettra également aux départements et aux écoles à recruter et à retenir les étudiants.

Il est proposé par M. Robert Brouillette, appuyé par Mme Tammy Eger,

IL EST RÉSOLU

QUE, comme présenté à l'assemblée du 2 décembre 2022, le Conseil des gouverneurs approuve le taux de distribution des fonds de dotation pour 2022-2023 et 2023-2024 comme suit :

- un taux total de distribution des fonds de dotation de 2,5 % pour la période se terminant le 30 avril 2022 (première période);
- un taux total de distribution des fonds de dotation de 2,5 % pour la période allant du 1^{er} mai 2023 au 30 avril 2024 (deuxième période);
- les distributions non effectuées pendant la première période peuvent être reportées à la deuxième période;
- les calculs reposeront sur les évaluations des dotations au 31 octobre 2023;
- les distributions de chaque dotation seront limitées si elles empiètent sur les apports en capitaux originaux.

Adopté à l'unanimité

POUR INFORMATION

7. Mise à jour financière

M. Bangs invite M. Piché à faire une mise à jour. M. Piché donne un aperçu du rapport de mise à jour financière qui figurait dans la documentation de la réunion. Il explique que ce rapport a été soumis au Comité des finances à la réunion du 21 novembre 2022. M. Piché indique la situation financière de l'Université du 1^{er} février 2021 au début du processus de la LACC. Le rapport comprend les soldes de trésorerie de fonctionnement et distincts, qui sont répertoriés séparément. Le solde de trésorerie du fonctionnement est des fonds à utiliser pour soutenir les activités. M. Piché souligne les montants des flux de trésorerie trimestriels, le solde total de trésorerie de fonctionnement (à la fin d'octobre 2022), les fonds de dotation et les résultats totaux d'inscription en ETP de l'automne 2022, indiquant que cela correspond favorablement aux prévisions soumises au ministère des Collèges et Universités.

M. Piché mentionne également le cadre de planification de l'Université qui sera utilisé pour élaborer un budget pour le prochain exercice financier. Il ajoute que le corps professoral, l'administration, les cadres supérieurs et les partenaires syndicaux se réuniront bientôt pour entamer les discussions sur le budget de 2023-2024.

M. Tom Fenske a une question touchant les montants totaux des salaires et des avantages sociaux, notant qu'il y a une importante différence entre les totaux réels et projetés, et demande si ces montants seront réalisés lors de futures discussions sur l'embauche de professeurs et la dotation en personnel. Une discussion s'ensuit.

Mme Eger souligne que des discussions auront lieu pour déterminer où se situent les lacunes en matière de dotation et comment s'assurer qu'elles sont comblées afin de faire le travail décrit dans le Plan d'arrangements et les recommandations formulées par la vérificatrice générale et les rapports de NOUS.

La vice-rectrice intérimaire aux études, Mme Céline Larivière, ajoute que des conversations supplémentaires avec les partenaires syndicaux auront lieu concernant les postes de professeurs et les domaines critiques qui nécessitent des embauches. Il existe un plan provisoire lié au processus d'embauche des professeurs qui sera partagé avec les partenaires syndicaux. On a l'intention de le mettre en œuvre au cours de la nouvelle année.

Une discussion s'ensuit lorsque M. Fabrice Colina exprime sa surprise de voir des micro-certifications dans le plan financier de la Laurentienne (LU3.1), car il ne se souvenait pas que cela ait été approuvé (ou même discuté) au Sénat. M. Colin ajoute que l'approbation des micro-certifications relèverait de la compétence et de l'autorité du Sénat.

M. Colin suggère également de mettre en œuvre un programme d'échange d'un an avec d'autres universités. Il cite l'exemple du programme d'échange Erasmus en Europe qui favorise les échanges d'un an en Europe comme moyen d'attirer plus d'étudiants à la Laurentienne. De telles initiatives doivent être présentées au Sénat. Le président accueille favorablement les suggestions de M. Colin et ajoute que la collaboration avec le Conseil et le Sénat se poursuit et fait partie de l'examen de la gouvernance dans le cadre du travail de transformation nécessaire pour la Laurentienne.

8. Questions du président

Le président remercie la rectrice et vice-chancelière, Mme Eger, du travail acharné qu'elle a accompli dans son rôle intérimaire. Il mentionne que la Laurentienne se rétablit peu à peu et que nous allons de l'avant. De plus, une annonce sera bientôt faite touchant l'arrivée d'une nouvelle rectrice et d'une nouvelle vice-rectrice aux études par intérim.

M. Bangs note également l'annonce de trois nouveaux membres du Conseil : André Guay, Aaron Barry et Angela Recollet. Il souligne également l'arrivée de Mme Laura Kurkimaki qui a récemment joint le Conseil. Le recrutement de membres additionnels du Conseil est toujours en cours, car il y a d'autres fauteuils à combler.

M. Bangs annonce le départ du vice-président, M. Robert Brouillette, son dernier jour étant le 16 décembre 2022, ainsi que le départ de la secrétaire intérimaire de l'Université, Mme Kathleen Kwan. M. Mark Johnson la remplacera. Il remercie M. Brouillette et Mme Kwan de leur dévouement et de leurs efforts inlassables.

9. Rapport de la rectrice

M. Bangs invite Mme Eger à présenter son rapport. Elle souligne plusieurs initiatives du personnel, du corps professoral et des étudiants de la Laurentienne et leur dévouement malgré les défis liés au processus de la LACC. Mme Eger mentionne les initiatives de la Faculté d'éducation et de la santé, de la Faculté des arts et de l'Institut de recherche autochtone.

Mme Eger fournit d'autres exemples comme la professeure adjointe à l'École d'architecture McEwan, Mme Shannon Bassett, et les bourses accordées à des étudiants en Inde; on a aussi invité un architecte renommé de l'Inde pour juger certains des projets réalisés par les étudiants en architecture. Elle reconnaît également le travail effectué à la Faculté des sciences, de génie et d'architecture par le professeur agrégé, M. Brent Lievers, dans le cadre de son défi d'ingénierie de conception pour ses étudiants.

10. Autres questions

M. Bangs et la secrétaire intérimaire de l'Université confirment qu'il n'y a aucune autre question à examiner.

11. Levée de la séance

L'ordre du jour étant épuisé, le président du Conseil, M. Bangs, lève la séance à 13 h 1.

Jeff Bangs, président

Mark Johnson, secrétaire intérimaire de l'Université

CONSEIL DES GOUVERNEURS

Procès-verbal de l'assemblée extraordinaire, qui a eu lieu le 30 novembre 2022, à 17 h 30, sur Zoom

Présences	Absences
<p><u>Membres ayant droit de vote</u> Bangs, Jeff, président Barry, Aaron Brouillette, Robert Cameron, Vernon Duval, Don Eger, Tammy, rectrice et vice-chancelière par intérim et vice-rectrice à la recherche Guay, André Kurkimaki, Laura</p> <p><u>Membres sans droit de vote</u> Kwan, Kathleen, secrétaire intérimaire de l'Université Johnson, Mark, secrétaire intérimaire désigné de l'Université</p>	<p><u>Membres ayant droit de vote</u> Duval, Don Harquail, David McCue, Meghan (AECS)</p>
<p><u>Observateurs (personnes-ressources)</u> Hodgson, Ann, secrétaire associée de l'Université par intérim Kennedy, Michael, conseiller juridique, Hicks Morley Rocca, Gina, adjointe de direction par intérim</p>	

SÉANCE À HUIS CLOS

Le président du Conseil des gouverneurs (« le Conseil »), M. Jeff Bangs, déclare la séance à huis clos ouverte à 17 h 37 et confirme qu'il y a quorum. Il invite alors M. Vernon Cameron à reconnaître le Traité Robinson-Huron de 1850 et que l'Université Laurentienne se trouve sur les terres traditionnelles des Atikameksheng Anishnawbek.

Il est proposé par M. Robert Brouillette, appuyé par M. Vernon Cameron, que la réunion se poursuive à huis clos. Adopté par consentement unanime

POUR INFORMATION ET DÉCISION À HUIS CLOS

1. Adoption de l'ordre du jour

M. Bangs demande qu'une proposition soit faite pour approuver l'ordre du jour dans la forme présentée.

Il est proposé par M. Robert Brouillette, appuyé par M. André Guay, que l'ordre du jour soit adopté dans la forme présentée. Adopté par consentement unanime

2. Déclaration de conflits d'intérêts

M. Bangs demande aux membres du Conseil d'indiquer des conflits d'intérêts. M. Bangs, en consultation avec la secrétaire intérimaire de l'Université, indique que la rectrice et vice-chancelière par intérim, Mme Tammy Eger, ne participera pas aux discussions en raison d'un conflit touchant l'article 3.

3. Question touchant les ressources humaines

Transition à la haute direction

Le président fait un résumé du processus par lequel Mmes Sheila Embleton et Brenda Brouwer sont devenues les choix recommandés aux postes de rectrice intérimaire et de vice-rectrice intérimaire aux études, respectivement. Il fait référence à la note de service figurant dans la documentation qui décrit l'historique des modalités de recrutement et les exemptions aux limites salariales imposées à la Laurentienne et les ententes proposées.

Le président invite alors l'avocat Michael Kennedy du cabinet juridique Hicks Morley à donner un aperçu des ententes. M. Kennedy passe en revue les points saillants des ententes proposées, le statut des détachements et les exemptions salariales.

Le président note que les syndicats ont été consultés sur les nominations et qu'ils les soutiennent.

Il est proposé par M. Robert Brouillette, appuyé par M. Vernon Cameron,

IL EST RÉSOLU

QUE, comme présenté à l'assemblée extraordinaire du 30 novembre 2022, le Conseil des gouverneurs approuve la nomination de Mme Sheila Embleton à titre de rectrice et vice-chancelière par intérim, à compter du 1^{er} janvier 2023 jusqu'à ce qu'une nomination permanente soit effectuée et que le ou la titulaire entre en fonction.

IL EST RÉSOLU

QUE, comme présenté à l'assemblée extraordinaire du 30 novembre 2022, le Conseil des gouverneurs approuve la rémunération de Mme Sheila Embleton à titre de rectrice et vice-chancelière par intérim, à compter du 1^{er} janvier 2023 jusqu'à ce qu'une nomination permanente soit effectuée et que le ou la titulaire entre en fonction, à un salaire annuel de 340 000,00 \$, payé mensuellement au prorata. Adopté par consentement unanime

Il est proposé par M. Vernon Cameron, appuyé par M. Robert Brouillette,

IL EST RÉSOLU

QUE, comme présenté à l'assemblée extraordinaire du 30 novembre 2022, le Conseil des gouverneurs approuve la nomination de Mme Brenda Brouwer à titre de vice-rectrice intérimaire aux études, à compter du 1^{er} janvier 2023 jusqu'à ce qu'une nomination permanente soit effectuée et que le ou la titulaire entre en fonction.

IL EST RÉSOLU

QUE, comme présenté à l'assemblée extraordinaire du 30 novembre 2022, le Conseil des gouverneurs approuve la rémunération de Mme Brenda Brouwer à titre de vice-rectrice intérimaire aux études, à compter du 1^{er} janvier 2023 jusqu'à ce qu'une nomination permanente soit effectuée et que le ou la titulaire entre en fonction, à un salaire annuel de 334 793,00 \$, payé mensuellement au prorata. Adopté par consentement unanime

4. Recommandation du Comité des mises en candidature

4.1 Nomination d'un nouveau membre au Conseil des gouverneurs, Angela Recollet

Le président du Comité des mises en candidature, M. Robert Brouillette, présente cet article et donne une vue d'ensemble des discussions touchant la candidate proposée. Il parle ensuite de son travail, de son expérience, de ses compétences et de sa connaissance de l'Université Laurentienne puisqu'elle est une ancienne employée, et de sa grande participation aux activités communautaires.

Il est proposé par Mme Laura Kurkimaki, appuyé par M. Vernon Cameron,

ATTENDU QUE, conformément à l'article 2. i) des Règlements généraux du Conseil des gouverneurs de l'Université Laurentienne, le Comité des mises en candidature doit soumettre la candidature de dix (10) membres au Conseil;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 2. iii) a) des Règlements, tous les membres, sauf la personne élue par les membres du corps étudiant, ont un mandat de trois ans se terminant le lendemain de l'assemblée annuelle de l'année précisée dans la nomination;

IL EST RÉSOLU

QUE, comme présenté à l'assemblée extraordinaire du 30 novembre 2022, le Conseil des gouverneurs approuve la nomination de Mme Angela Recollet à titre de membre du Conseil des gouverneurs pour une période de trois (3) ans, avec entrée en vigueur immédiate après l'approbation du Conseil.

Adopté par consentement unanime

Il est proposé par M. Vernon Cameron, appuyé par M. Robert Brouillette, de clore la séance à huis clos de la réunion.

Adopté à l'unanimité

5. Levée de la séance

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 h 17.

Jeff Bangs, président

Mark Johnson, secrétaire intérimaire de l'Université

CONSEIL DES GOUVERNEURS**Procès-verbal du scrutin électronique du 4 décembre 2022**

Présences	Absences
<u>Membres ayant droit de vote qui ont participé au scrutin</u> Bangs, Jeff, président Barry, Aaron Brouillette, Robert Cameron, Vernon Duval, Don Eger, Tammy, Rectrice et vice-chancelière intérimaire Guay, André Harquail, David	<u>Membre ayant droit de vote qui n'a pas participé au scrutin</u> Kurkimaki, Laura McCue, Meghan (AECS)

POUR DÉCISION À HUIS CLOS

IL EST RÉSOLU

QUE le Conseil des gouverneurs (« Conseil »). autorise l'Université à accepter et à donner suite aux recommandations visant à modifier les conditions de l'entente de règlement, telles qu'elles sont décrites et présentées par l'avocate générale intérimaire de l'Université dans son mémoire du 3 décembre 2022, et telles qu'elles sont présentées au conseil par un vote électronique en date du 4 décembre 2022.

Adopté

Mark Johnson, Secrétaire de l'université (par intérim)

NOTE DE SERVICE

Destinataire : Conseil des gouverneurs
Expéditeur : Comité mixte du bilinguisme (CMB)
Date : 17 février 2023
Objet : Révision du mandat du CMB

Les comités permanents du Conseil des gouverneurs devraient examiner périodiquement leur mandat en ce qui concerne leurs attributions et leur composition afin de vérifier qu'ils ont le nombre approprié de délégués du Conseil et qu'ils fonctionnent pour répondre aux besoins de l'Université.

Un examen récent du mandat du Comité mixte du bilinguisme (articles 4c et 4d en annexe) indique que le Conseil l'a modifié pour la dernière fois le 27 septembre 2016.

Afin de rafraîchir ce mandat sans tarder, le secrétaire intérimaire de l'Université recommande que les membres du Comité examinent à la réunion du 17 février 2023 les changements proposés dans la forme présentée.

Lorsque le Conseil aura examiné à fond les recommandations de NOUS, d'autres modifications des mandats de tous les comités permanents du Conseil seront peut-être nécessaires.

Mark Johnson, secrétaire intérimaire de l'Université

COMITÉ CONJOINT DU BILINGUISME

Mandat

Le Comité conjoint du bilinguisme a la responsabilité d'évaluer l'état de la mise en œuvre de la *Politique de bilinguisme* à l'Université Laurentienne. À cette fin, il doit régulièrement rendre compte au Conseil et soumettre un rapport annuel au Conseil et au Sénat. Le Conseil et le Sénat doivent veiller à ce que les deux communautés linguistiques soient bien représentées au Comité conjoint.

Le mandat du Comité conjoint du bilinguisme est de favoriser le bilinguisme à l'Université Laurentienne et faire les recommandations appropriées au Sénat et au Conseil des gouverneurs et plus spécifiquement de :

- (a) conseiller le recteur / la rectrice et vice-chancelier / vice-chancelière en matière de langues officielles à l'Université;
- (b) faire des recommandations au Sénat et au Conseil des gouverneurs en matière de langues officielles à l'Université;
- (c) recommander toute modification à la liste des postes bilingues à l'Université;
- (d) revoir le rapport annuel du recteur ou de la rectrice justifiant des exemptions à la politique de dotation en personnel des postes bilingues;
- (e) revoir périodiquement (et au moins tous les cinq (5) ans) la Politique de bilinguisme de l'Université, et de proposer des changements, s'il y a lieu;
- (f) s'acquitter de toute autre tâche qui découle de son mandat.

Le Comité conjoint du bilinguisme se réunit au moins une fois par semestre (automne et hiver).

Le quorum du Comité conjoint du bilinguisme est de cinq (5) membres, dont trois (3) qui sont membres du Conseil avec droit de vote, conformément aux Règlements généraux du Conseil des gouverneurs de l'Université Laurentienne.

Dans l'exercice de ses fonctions, le Comité conjoint du bilinguisme peut créer des sous-comités.

Composition des membres avec droit de vote

4 membres du Conseil

4 membres nommés par le Sénat, dont un (1) membre du corps professoral, un (1) membre de la population étudiante, un (1) membre du personnel de soutien non enseignant, et un (1) membre qui Sénat choisit

Recteur / rectrice et vice-chancelier / vice-chancelière (d'office)

Président ou présidente du Conseil des gouverneurs (d'office)

Vice-président ou vice-présidente du Conseil des gouverneurs (d'office)

Composition des membres sans droit de vote

Vice-recteur ou vice-rectrice associé(e) à l'enseignement et aux affaires francophones (d'office)

Vice-recteur aux études (d'office)

Secrétaire de l'université ~~et conseillère juridique~~ (d'office)

Mandats révisés par le Conseil des gouverneurs [17 février 2023] – sous réserve d'approbation

Mandat révisé par le Comité exécutif au nom du Conseil des gouverneurs le 27 septembre 2016

Mandat révisé par le Comité exécutif au nom du Conseil des gouverneurs le 25 mars 2014

Mandat révisé par le Conseil des gouverneurs le 24 juin 2011

Mandat révisé par le Conseil des gouverneurs le 10 février 2001

Mandat révisé par le Conseil des gouverneurs en 1992

COMITÉ CONJOINT DU BILINGUISME

Mandat

Le Comité conjoint du bilinguisme a la responsabilité d'évaluer l'état de la mise en œuvre de la *Politique de bilinguisme* à l'Université Laurentienne. À cette fin, il doit régulièrement rendre compte au Conseil et soumettre un rapport annuel au Conseil et au Sénat. Le Conseil et le Sénat doivent veiller à ce que les deux communautés linguistiques soient bien représentées au Comité conjoint.

Le mandat du Comité conjoint du bilinguisme est de favoriser le bilinguisme à l'Université Laurentienne et faire les recommandations appropriées au Sénat et au Conseil des gouverneurs et plus spécifiquement de :

- (a) conseiller le recteur / la rectrice et vice-chancelier / vice-chancelière en matière de langues officielles à l'Université;
- (b) faire des recommandations au Sénat et au Conseil des gouverneurs en matière de langues officielles à l'Université;
- (c) recommander toute modification à la liste des postes bilingues à l'Université;
- (d) revoir le rapport annuel du recteur ou de la rectrice justifiant des exemptions à la politique de dotation en personnel des postes bilingues;
- (e) revoir périodiquement (et au moins tous les cinq (5) ans) la Politique de bilinguisme de l'Université, et de proposer des changements, s'il y a lieu;
- (f) s'acquitter de toute autre tâche qui découle de son mandat.

Le Comité conjoint du bilinguisme se réunit au moins une fois par semestre (automne et hiver).

Le quorum du Comité conjoint du bilinguisme est de cinq (5) membres, dont trois (3) qui sont membres du Conseil avec droit de vote, conformément aux Règlements généraux du Conseil des gouverneurs de l'Université Laurentienne.

Dans l'exercice de ses fonctions, le Comité conjoint du bilinguisme peut créer des sous-comités.

Composition des membres avec droit de vote

4 membres du Conseil

4 membres nommés par le Sénat, dont un (1) membre du corps professoral, un (1) membre de la population étudiante, un (1) membre du personnel de soutien non enseignant, et un (1) membre qui Sénat choisis

Recteur / rectrice et vice-chancelier / vice-chancelière (d'office)

Président ou présidente du Conseil des gouverneurs (d'office)

Vice-président ou vice-présidente du Conseil des gouverneurs (d'office)

Composition des membres sans droit de vote

Vice-recteur ou vice-rectrice associé(e) à l'enseignement et aux affaires francophones (d'office)

Vice-recteur aux études (d'office)

Secrétaire de l'université (d'office)

Mandats révisés par le Conseil des gouverneurs [17 février 2023] – sous réserve d'approbation

Mandat révisé par le Comité exécutif au nom du Conseil des gouverneurs le 27 septembre 2016

Mandat révisé par le Comité exécutif au nom du Conseil des gouverneurs le 25 mars 2014

Mandat révisé par le Conseil des gouverneurs le 24 juin 2011

Mandat révisé par le Conseil des gouverneurs le 10 février 2001

Mandat révisé par le Conseil des gouverneurs en 1992

POUR DÉCISION

Résolution du Conseil des gouverneurs à la recommandation du Comité mixte du bilinguisme

Objet : Mandat révisé du Comité

Présentée au Conseil des gouverneurs à l'assemblée du 17 février 2023

IL EST RÉSOLU

QUE, comme présenté à l'assemblée du 17 février 2023, le Conseil des gouverneurs approuve le mandat révisé du Comité mixte du bilinguisme, qui entrera immédiatement en vigueur lorsque le Conseil des gouverneurs l'aura approuvé.

PROPOSÉ PAR :

Signature

APPUYÉ PAR :

Signature

SECRÉTAIRE INTÉRIMAIRE DE L'UNIVERSITÉ

NOTE DE SERVICE

Destinataire : Conseil des gouverneurs

Expéditeur : Mark Johnson, secrétaire intérimaire de l'Université

Date : 17 février 2023

Objet : Révision du mandat de l'aménagement et de la planification des biens

Les comités permanents du Conseil des gouverneurs devraient examiner périodiquement leur mandat en ce qui concerne leurs attributions et leur composition afin de vérifier qu'ils ont le nombre approprié de délégués du Conseil et qu'ils fonctionnent pour répondre aux besoins de l'Université.

Afin de rafraîchir ce mandat sans tarder, le secrétaire intérimaire de l'Université recommande que les membres du Comité examinent à la réunion du 17 février 2023 les changements proposés dans la forme présentée.

Lorsque le Conseil aura examiné à fond les recommandations de NOUS, d'autres modifications des mandats de tous les comités permanents du Conseil seront peut-être nécessaires.

Mark Johnson, secrétaire intérimaire de l'Université

COMITÉ DE L'AMÉNAGEMENT ET DE LA PLANIFICATION DES BIENS

Mandat

Pouvoir

1. Le Comité de l'aménagement et de la planification des biens (le « comité ») est un comité permanent créé par le Conseil des gouverneurs (le « Conseil ») de l'Université Laurentienne (l'« Université ») dont il relève également.

Mandat du comité

2. Le comité assure une surveillance, fait des évaluations, fournit des conseils et propose des recommandations au Conseil en ce qui concerne les terrains et les biens immobiliers (« biens ») de l'Université. Ces recommandations portent sur les principes, la planification et les politiques, et tiennent compte de la mission et du plan stratégique de l'Université, des Exigences décisionnelles liées aux projets d'immobilisations actuels et futurs, ainsi que des principes et recommandations figurant dans les *Lignes directrices de l'Université Laurentienne touchant le Plan tricennal d'aménagement du campus - 1993-2023*, qui ont été modifiées à l'occasion. De plus, le comité examine les autres questions relatives aux biens que lui confie le Conseil. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le comité a le mandat d'étudier les sujets ci-dessous et de formuler des recommandations :
 - a. Planification et aménagement du campus, y compris l'utilisation, l'acquisition ou l'aliénation de biens, et l'emplacement de nouveaux édifices et de nouvelles routes;
 - b. Propositions concernant l'utilisation et l'aménagement de biens, les contrats de construction et de rénovation (y compris les modifications);
 - c. Propositions pour l'acquisition, l'aliénation, l'engagement ou la location de biens;
 - d. Plans directeurs ou lignes directrices ou leurs modifications;
 - e. Politiques qui régissent l'acquisition, l'aliénation ou la location de biens;
 - f. Acceptation de dons de biens à l'Université;
 - g. Normes et procédés d'administration des offres et propositions de biens;
 - h. Portefeuille immobilier de l'Université, en fournissant des conseils et des recommandations concernant la planification à long terme et les actions nécessaires;
 - i. Nomination d'architectes, d'ingénieurs et d'autres experts-conseils.
3. Lorsque le Conseil a approuvé les projets de construction et d'entretien, le comité peut exercer le pouvoir qu'une résolution du Conseil lui a conféré concernant la nomination d'architectes et d'experts-conseils, l'approbation des dessins et l'attribution des contrats.
4. D'étroites communications s'imposent entre le Comité de l'aménagement et de la planification des biens et le Comité des finances concernant le financement des projets proposés. Le Comité de l'aménagement et de la planification des biens peut tenir des réunions conjointes avec le Comité des finances ou demander au président de celui-ci des renseignements ou des rapports.

Composition des membres avec droit de vote

4 membres du Conseil

Président ou présidente du Conseil (d'office)

Vice-président ou vice-présidente du Conseil (d'office)

Recteur ou rectrice et vice-chancelier ou vice-chancelière (d'office)

2 autres personnes de la collectivité possédant de l'expertise en construction, aménagement ou administration de biens, nommées par le Conseil

Composition des membres sans droit de vote

Directeur ou directrice ~~du Service des installations et de la planification~~ (d'office)

Secrétaire ~~et conseillère juridique~~ de l'Université (d'office)

~~Vice-recteur ou vice-rectrice~~ ~~à l'administration~~ **vice-président finances et administration** (d'office)

Mandats révisés par le Conseil des gouverneurs [17 février 2023] – **sous réserve d'approbation**

Mandat révisé par le Conseil des gouverneurs le 24 juin 2011

Résolution créant le comité et approuvant les termes du mandat adoptés par le Conseil le 16 octobre 2009.

Cette résolution abolit les comités permanents autrefois appelés Comité pour l'aménagement des terrains et Comité de la construction et de la planification.

COMITÉ DE L'AMÉNAGEMENT ET DE LA PLANIFICATION DES BIENS

Mandat

Pouvoir

1. Le Comité de l'aménagement et de la planification des biens (le « comité ») est un comité permanent créé par le Conseil des gouverneurs (le « Conseil ») de l'Université Laurentienne (l'« Université ») dont il relève également.

Mandat du comité

2. Le comité assure une surveillance, fait des évaluations, fournit des conseils et propose des recommandations au Conseil en ce qui concerne les terrains et les biens immobiliers (« biens ») de l'Université. Ces recommandations portent sur les principes, la planification et les politiques, et tiennent compte de la mission et du plan stratégique de l'Université, des Exigences décisionnelles liées aux projets d'immobilisations actuels et futurs, ainsi que des principes et recommandations figurant dans les *Lignes directrices de l'Université Laurentienne touchant le Plan tricennal d'aménagement du campus - 1993-2023*, qui ont été modifiées à l'occasion. De plus, le comité examine les autres questions relatives aux biens que lui confie le Conseil. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le comité a le mandat d'étudier les sujets ci-dessous et de formuler des recommandations :
 - a. Planification et aménagement du campus, y compris l'utilisation, l'acquisition ou l'aliénation de biens, et l'emplacement de nouveaux édifices et de nouvelles routes;
 - b. Propositions concernant l'utilisation et l'aménagement de biens, les contrats de construction et de rénovation (y compris les modifications);
 - c. Propositions pour l'acquisition, l'aliénation, l'engagement ou la location de biens;
 - d. Plans directeurs ou lignes directrices ou leurs modifications;
 - e. Politiques qui régissent l'acquisition, l'aliénation ou la location de biens;
 - f. Acceptation de dons de biens à l'Université;
 - g. Normes et procédés d'administration des offres et propositions de biens;
 - h. Portefeuille immobilier de l'Université, en fournissant des conseils et des recommandations concernant la planification à long terme et les actions nécessaires;
 - i. Nomination d'architectes, d'ingénieurs et d'autres experts-conseils.
3. Lorsque le Conseil a approuvé les projets de construction et d'entretien, le comité peut exercer le pouvoir qu'une résolution du Conseil lui a conféré concernant la nomination d'architectes et d'experts-conseils, l'approbation des dessins et l'attribution des contrats.
4. D'étroites communications s'imposent entre le Comité de l'aménagement et de la planification des biens et le Comité des finances concernant le financement des projets proposés. Le Comité de l'aménagement et de la planification des biens peut tenir des réunions conjointes avec le Comité des finances ou demander au président de celui-ci des renseignements ou des rapports.

Composition des membres avec droit de vote

4 membres du Conseil

Président ou présidente du Conseil (d'office)

Vice-président ou vice-présidente du Conseil (d'office)

Recteur ou rectrice et vice-chancelier ou vice-chancelière (d'office)

2 autres personnes de la collectivité possédant de l'expertise en construction, aménagement ou administration de biens, nommées par le Conseil

Composition des membres sans droit de vote

Directeur ou directrice (d'office)

Secrétaire de l'Université (d'office)

Vice-président finances et administration (d'office)

Mandats révisés par le Conseil des gouverneurs [17 février 2023] – sous réserve d'approbation

Mandat révisé par le Conseil des gouverneurs le 24 juin 2011

Résolution créant le comité et approuvant les termes du mandat adoptés par le Conseil le 16 octobre 2009.

Cette résolution abolit les comités permanents autrefois appelés Comité pour l'aménagement des terrains et Comité de la construction et de la planification.

POUR DÉCISION

Résolution du Conseil des gouverneurs à la recommandation du Comité de l'aménagement et de la planification des biens
Objet : Mandat révisé du Comité
Présentée au Conseil des gouverneurs à l'assemblée du 17 février 2023

IL EST RÉSOLU

QUE, comme présenté à l'assemblée du 17 février 2023, le Conseil des gouverneurs approuve le mandat révisé du Comité de l'aménagement et de la planification des biens, qui entrera immédiatement en vigueur lorsque le Conseil des gouverneurs l'aura approuvé.

PROPOSÉ PAR :

Signature

APPUYÉ PAR :

Signature

SECRÉTAIRE INTÉRIMAIRE DE L'UNIVERSITÉ

Comité des finances

Mise à jour financière



Laurentian University
Université **Laurentienne**

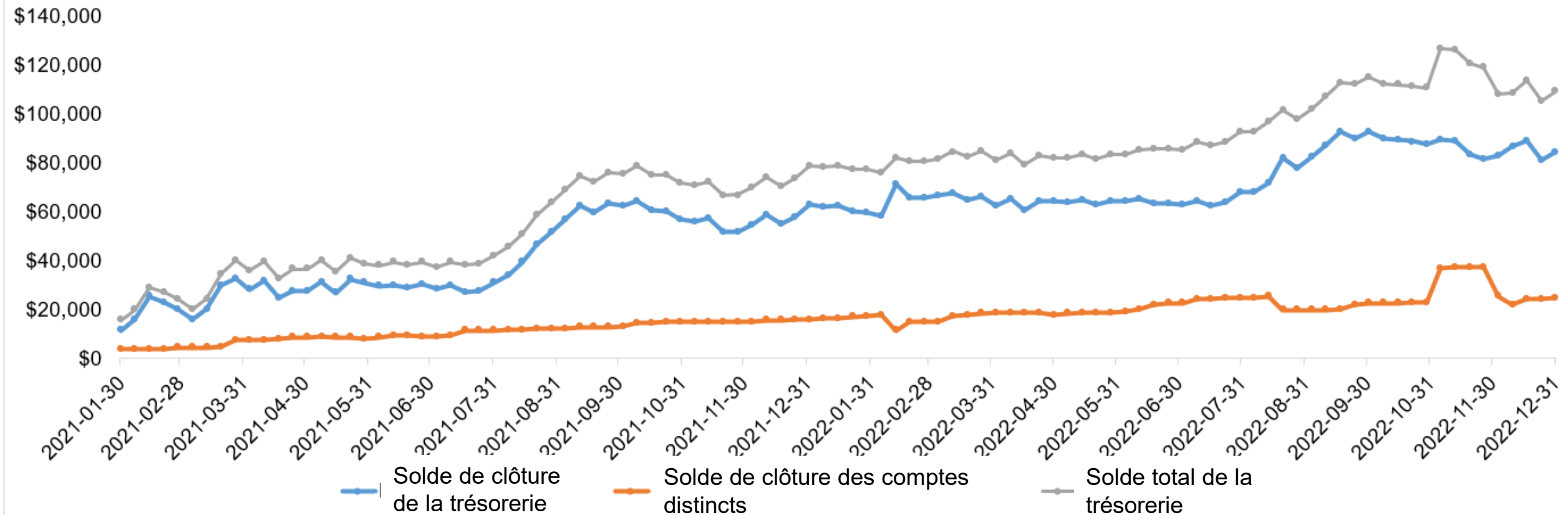
Février 2023

Soldes de trésorerie de la Laurentienne

Janvier 2021 – Décembre 2022

(000 \$)

Flux hebdomadaire réel de trésorerie
Janvier 2021 – Décembre 2022
000 \$



Résumé des mouvements de trésorerie

Février 2021 – Décembre 2022

(000 \$)



	Fév.-Avril 21	Mai-Juil. 21	Août-Oct. 21	Nov. 21 - Jan. 22	Fév.-Avril 22	Mai-Juil. 22	Août-Oct. 22	Nov. -Déc. 22
Encaissements	35 402	39 130	63 952	48 307	42 348	40 807	60 705	32 714
Décaissements opérationnels	42 839	33 777	37 513	42 403	34 820	38 799	33 325	27 651
Mouvements nets de trésorerie opérationnelle	7 427	5 352	34 121	5 904	7 529	2 008	27 380	5 063
Encaissements/décaissements non opérationnels	2 835	4 917	7 161	4 908	3 468	2 482	3 633	7 904
Encaissements nets de liquidités	10 262	436	26 439	995	4 061	474	23 748	2 841
Solde des liquidités en fin d'exercice	27 705	27 405	59 962	60.238	64 209	63 642	87 297	84 434
Financement de débiteur- exploitant	25 000	25 000	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000
Liquidités disponibles	37 705	37 405	59 962	60.238	64 209	63 642	87 297	84 434
Solde du fonds de dotation	60 762	63 906	63 634	61 024	61 744	61 446	59 252	50 274
Solde des comptes distincts	8 602	11 162	14 759	16 981	18 807	24 684	22 824	24 479

**** Exclut le solde des comptes distincts**

Prévisions de trésorerie

Janvier – Avril 2023

(000 \$)

	Janvier (réels pour 2 semaines + prévisions pour 2 semaines)	Février	Mars	Avril
Encaissements	15 195	11 175	13 038	9 597
Décaissements opérationnels	11 593	12 734	19 245	9 729
Mouvements nets de trésorerie opérationnelle	3 602	1 559	6 208	132
Encaissements/décaissements non opérationnels	2 310	1 957	1 500	2 346
Encaissements nets de liquidités	1 292	3 516	7 708	2 478
Solde des liquidités en fin d'exercice	85 726	82 210	74 502	72 024
Financement de débiteur-exploitant	35 000	35 000	35 000	35 000
Liquidités disponibles	85 726	82 210	74 502	72 024
Solde du fonds de dotation	50 274	50 274	50 274	50 274
Solde des comptes distincts	20 718	21 254	21 942	20 370

**** Exclut le solde des comptes distincts**

Inscriptions officielles à l'automne 2022

Inscriptions ETP à l'automne*			Inscriptions officielles				Inscriptions prévues (plan financier quinquennal)			
Statut au plan de l'immigration	Niveau universitaire	Type d'admission	Antérieures			Actuelles	Année 2 2023	Année 3 2024	Année 4 2025	Année 5 2026
			2019	2020	2021	2022				
Étudiants canadiens	Premier cycle	Nouveau	1 695	1 765	1 195	1 176	1 031	1 124	1 228	1 360
		Retour	4 075	4 165	3 763	3 457	2 913	2 741	2 712	2 787
		Total	5 770	5930	4 959	4 633	3 944	3 865	3 940	4 147
	Cycles supérieurs	Nouveau	186	265	159	210	153	183	220	264
		Retour	405	373	395	331	289	294	322	369
		Total	590	638	554	542	442	477	542	633
	Total		6 360	6 568	5 513	5 175	4 386	4 342	4 482	4 780
Étudiants étrangers	Premier cycle	Nouveau	97	99	60	54	51	57	62	72
		Retour	216	231	230	185	172	168	168	172
		Total	313	330	290	239	223	225	230	244
	Cycles supérieurs	Nouveau	48	56	46	155	42	50	63	81
		Retour	112	136	147	161	148	153	164	183
		Total	161	192	193	316	190	203	226	264
	Total		474	521	483	555	413	428	456	597
Grand total		6 834	7 090	5 995	5 729	4 799	4 770	4 938	5 287	

*Les totaux ne sont peut-être pas justes, car les chiffres ont été arrondis et agrégés à un niveau supérieur.

Inscriptions ETP préliminaires – Hiver 2023

Au premier jour des cours de la session d'hiver



Laurentian University
Université Laurentienne

Statut au plan de l'immigration	Niveau universitaire	Type d'admission	Hiver 2022	Hiver 2023	Changement d'une année à l'autre
Étudiants canadiens	Premier cycle	Nouveau	170	157	- 8 %
		Retour	4 747	4 435	- 7 %
		Total	4 917	4 592	- 7 %
	Cycles supérieurs	Nouveau	20	12	- 40 %
		Retour	475	469	- 1 %
		Total	494	481	- 3 %
Total		5 411	5 072	- 6 %	
Étudiants étrangers	Premier cycle	Nouveau	21	32	47 %
		Retour	249	217	- 13 %
		Total	271	249	- 8 %
	Cycles supérieurs	Nouveau	32	213	566 %
		Retour	155	246	59 %
		Total	187	459	146 %
Total		458	708	55 %	
Grand total			5 869	5 780	- 2 %

Inscriptions ETP préliminaires – Hiver 2023

Trimestres d'hiver (d'une année à l'autre)



Laurentian University
Université Laurentienne

Comparaison d'une année à l'autre du premier jour de cours du trimestre d'hiver

- Le nombre préliminaire général et les inscriptions ETP pour l'hiver ont baissé de 2 %.
- Actuellement, la baisse est inférieure (par rapport à l'année dernière) à celle du trimestre d'automne (- 4%), mais les ajouts/abandons peuvent être effectués jusqu'au 20 janvier et l'échéance pour l'abandon final (sans pénalité pour les études) est le 3 mars 2023.

Ventilation détaillée des inscriptions ETP préliminaires pour l'hiver 2023

- Premier cycle – 7 %
- Cycles supérieurs + 38 %
- Nouvelles + 70 %
- Retour – 5 %
- Étudiants canadiens – 6 %
- Étudiants étrangers + 55 %
- La Laurentienne enregistre une **augmentation importante du nombre d'étudiants étrangers aux cycles supérieurs** (+ 146 % ou 272 ETP), surtout de nouveaux étudiants (+ 566 % ou 181 ETP), mais aussi d'étudiants qui reviennent (59 % ou 91 ETP).
- Le nombre de nouveaux étudiants étrangers au premier cycle a augmenté (+ 47 % ou 11 ETP), mais ils représentent une petite portion de la population étudiante en général.

Il est important de souligner que ces nombres d'inscriptions ETP sont préliminaires et pourraient changer dans le premier rapport officiel sur les inscriptions au 1^{er} février soumis au MCU le 1^{er} mars.

Rendement des placements du fonds de dotation de la Laurentienne au 31 décembre 2022

Rendement des placements – annualisé

Université Laurentienne de Sudbury

Pour la période se terminant le 31 décembre 2022
Rendement pour la période se terminant le 31 décembre 2022

	Actif total (\$)	Alloc. réelle (%)	Cumulatif (%)			Au fil des ans (%)					Début 31/03/2005
			1 mois	3 mois	Année à ce jour	1 an	3 ans	5 ans	7 ans	10 ans	
Rendement total du portefeuille	47 234 249	100	-1,11	3,79	- 6,53	- 6,53	3,19	3,76	4,58	5,72	5,65
Rendement total net du portefeuille			- 1,11	3,68	- 6,92	- 6,92	2,80	3,38	4,20	5,34	5,27
Indice composé total du portefeuille			- 1,77	3,53	- 7,01	- 7,01	2,76	3,57	4,66	5,32	5,41
Total des capitaux propres	14 592 899	31,0	- 3,27	10,32	- 7,62	- 7,62	8,49	8,49	8,49	8,49	8,49
Fonds d'actions canadiennes S&P/TSX Capped Composite index (CAD)	3 623 344	7,7	- 4,63 - 4,00	6,72 5,00	- 3,47 - 5,81	- 3,47 - 5,84	8,59 7,54	7,00 6,85	8,34 9,10	8,30 7,74	7,18 7,07
Canadian Small Co Equity Fund S&P/TSX/Nesbitt Small Capped Index Blended	837 716	1,8	- 2,20 - 1,84	8,17 8,37	- 9,28 9,29	- 9,28 - 9,29	7,71 7,00	5,26 3,04	7,30 7,44	7,55 4,16	6,91 4,05
US Large Co Equity Fund Russell Custom 1000 Index (net 15 %) (CAD)	3 672 030	7,8	- 4,94 - 5,60	8,71 5,06	- 8,00 - 13,40	- 8,00 - 13,40	7,85 8,06	9,16 10,57	8,88 10,57	14,33 15,57	8,74 9,45
US Small Co Equity Fund Russell 2500/2000 Index Blended (CAD)	804 085	1,7	- 5,83 6,02	9,36 5,87	- 9,71 - 12,04	- 9,71 - 12,04	3,33 0,33				5,36 8,10
Emerging Market Equity Fund MSC/Emerging Markets Index (net) (CAD)	880 563	1,9	- 2,79 - 1,40	9,19 8,18	- 14,98 - 14,28	- 14,98 - 14,28	- 0,82 - 1,20	0,20 0,10	5,47 4,70	5,59 4,01	6,30 0,38
World Equity Ex-US Fund MSC/ACW ex US Index (CAD)	4 775 161	10,1	-1,14 - 0,60	14,36 12,70	- 10,73 9,90	- 10,73 - 9,00	2,35 1,55				4,96 4,05

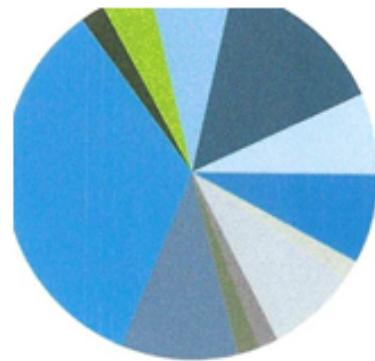
Rendement des placements du fonds de dotation de la Laurentienne au 31 décembre 2022

Allocation de l'actif

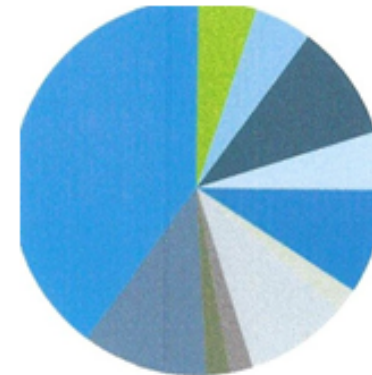
Université Laurentienne de Sudbury

Pour le mois se terminant le 31 décembre 2022

Allocation réelle de l'actif



Allocation ciblée de l'actif



Action	% réel	% de la cible	Valeur marchande au 31/11/2022	Valeur marchande au 31/12/2022
Money Market Fund	2,1	0,0	1 00 471 \$	1 006 890 \$
US High Yield Bond Fund Hedged	4,2	5,0	2 007 796 \$	1 988 481 \$
Bentall Kennedy Real Estate Fund	7,2	5,0	3 410 193 \$	3 380 556 \$
IFM Global Infrastructure LP	14,7	10,0	6 775 223 \$	6 954 996 \$
Structured Credit Fund	7,0	5,0	3 232 332 \$	3 291 833 \$
Total	100	100	47 767 722 \$	47 234 249 \$

Rendement des placements du fonds de retraite des employés (Eckler)



	Rendement estimatif au 31 décembre 2022		
	4 ^e trimestre 2022	1 année	4 ans
Portefeuille global	3,09 %	- 7,48 %	6,98 %
Indice de référence	3,82 %	- 6,27 %	6,87 %
Portefeuille total de Mawer	6,38 %	- 10,42 %	7,50 %
Indice de référence	5,37 %	- 9,56 %	7,44 %
PH&N Core Plus Bond Fund	0,63 %	- 11,22 %	-
FTSE Canada Universe Bond Index	0,10 %	- 11,69 %	-
RBC Global Equity Focus Fund	5,49 %	- 19,45 %	-
MSCI World Index	8,24 %	- 12,19 %	-
Addenda Commercial Mortgage Pooled Fund	0,74 %	- 1,00 %	2,73 %
FTSE Short Bond + 0,5 %	0,67 %	- 4,04 %	0,79 %
TD Greystone Real Estate Fund	-1,19 %	7,41 %	7,03 %
MSCI/REALpac Canada Property Index	1,04 %	5,60 %	3,96 %
JPMorgan Infrastructure (C\$) ¹	9,50 %	12,35 %	8,83 %
IPC + 4,5 %			
Macquarie Infrastructure (C\$) ²	6,78 %	11,03 %	10,67 %
IPC + 5 %			

1) Au 30 septembre 2022

2) Au 30 juin 2022

Rendement des placements du fonds de retraite des employés (Eckler)



	Actions canadiennes	Actions américaines	Actions internationales	Actions mondiales	Obligations canadiennes	Obligations essentielles plus	Hypothèque	Immobilier	Infrastructure	Liquidités et court terme	Valeur marchande totale
Mawer	56 853 701	32 630 495	29 378 443	8 409 016	31 404 719					7 778 668	166 455 042
PH&N				80 292 849		63 365 111					143 657 960
Addenda							20 397 120			2 271 645	22 668 765
TDAM								53 421 255			53 421 255
Macquarie ⁽¹⁾									25 930 137		25 930 137
JP Morgan ⁽¹⁾									27 153 377		27 153 377
RBC (couverture de change) ⁽¹⁾											585 059
Compte de liquidités										3 980 399	3 980 399
Total											443 851 994
% Allocation	12,8 %	7,4 %	6,6 %	20,0 %	7,1 %	14,3 %	4,6 %	12,0 %	12,0 %	3,2 %	
Allocation cible	15,0 %		30,0 %			30,0 %	5,0 %	10,0 %	10,0 %	0,0 %	

1) Fondé sur les relevés bancaires au 30 novembre 2022 des Services aux investisseurs et de trésorerie



Sommaire au Conseil des gouverneurs

CONSEIL DES GOUVERNEURS

Titre à l'ordre du jour	Plan de vérification externe pour l'exercice se terminant le 30 avril 2023
Séance ouverte/à huis clos :	Ouverte
Action demandée	<input checked="" type="checkbox"/> Pour approbation <input type="checkbox"/> Pour information
Proposé par	Comité de vérification du Conseil
Présenté par	- Président du Comité, Vernon Cameron - Vice-recteur aux finances et à l'administration, Michel A. Piché

1. OBJET

Passer en revue et approuver le Plan de vérification en fin d'exercice de 2022-2023 de la Laurentienne.

SOMMAIRE

La Laurentienne doit faire effectuer chaque année une vérification externe de ses états financiers. En mai 2022, le Conseil des gouverneurs a sélectionné le cabinet BDO comme vérificateur externe de l'Université pour les exercices se terminant le 30 avril 2022 et jusqu'au 30 avril 2024 (période de cinq ans).

2. ANALYSE DES RISQUES

Veuillez indiquer ci-dessous le ou les risques pour l'Université que cette proposition vise.	
<input type="checkbox"/> Gestion des inscriptions	<input checked="" type="checkbox"/> Relations avec les intervenants
<input type="checkbox"/> Corps professoral et personnel	<input type="checkbox"/> Réputation
<input type="checkbox"/> Financement et gestion des ressources	<input type="checkbox"/> Activités de recherche
<input type="checkbox"/> Services de TI, logiciels et matériel	<input type="checkbox"/> Sécurité
<input type="checkbox"/> Leadership et changement	<input type="checkbox"/> Réussite des étudiants
<input type="checkbox"/> Infrastructure physique	

Les exigences touchant les rapports financiers incluent la vérification de plusieurs états financiers auxquels divers utilisateurs externes se fient. Il s'agit notamment du ministère des Collèges et Universités, du Council of Ontario Finance Officers (COFO), de l'Association canadienne du personnel administratif universitaire (ACPAU), d'institutions financières et de l'Agence du revenu du Canada. L'Université se conforme pleinement aux exigences de rapport externe. Il est également obligatoire de produire des rapports financiers annuels vérifiés afin de se conformer aux exigences juridiques et d'assurer une bonne gestion financière et opérationnelle de l'Université. Le plan de vérification et les vérifications externes allègent les risques financiers et ceux liés à la réglementation et à la réputation que présente le défaut de se conformer aux normes comptables et aux exigences relatives à la production de rapports.

Les risques pour la réputation seraient liés à de fausses déclarations ou à des omissions dans les états financiers de l'Université, surtout si un vérificateur externe a fourni une opinion d'expert. Le recours à du personnel expérimenté et qualifié pour préparer les états financiers, ainsi que des communications régulières avec les vérificateurs externes pour assurer la mise en pratique de nouvelles normes, permet aussi de réduire ces risques.

3. RECOMMANDATION

A. Contexte/Description de la question

L'administration de l'Université prépare et présente les états financiers annuels conformément aux normes comptables canadiennes applicables aux organismes sans but lucratif. Le rôle de BDO, les vérificateurs externes, consiste à indiquer si nous avons préparé ces états financiers conformément à ces normes.

La vérification en fin d'exercice consiste à confirmer que l'Université a produit les états financiers et la lettre de l'administration ainsi que le rapport des conclusions de la vérification qui porte sur des points clés de la vérification et de la comptabilité, et souligne les lacunes importantes dans le contrôle interne ainsi que toute autre question importante découlant de la vérification. Le rapport de planification de la vérification (en annexe) décrit l'approche adoptée pour la vérification et les risques importants relevés liés à celle-ci.

L'importance relative, qui est la mesure dans laquelle une fausse déclaration influencerait raisonnablement un utilisateur des états financiers, est établie à 1 500 000 \$, et est fondée sur 1,5 % des dépenses normalisées de l'exercice précédent.

B. Recommandation

QUE le conseil des gouverneurs approuve le projet de plan de vérification externe pour l'exercice se terminant le 30 avril 2023, tel que présenté à sa réunion du 17 février 2023.

30 avril 2023, tel que présenté lors de sa réunion du 17 février 2023.

C. Autres options envisagées (le cas échéant)

Sans objet.

D. Risques, y compris la conformité aux lois

Conformité à la législation et champ de compétence. Veuillez citer les références touchant la législation ou les politiques pertinentes et les liens, le cas échéant.	- - Règlements généraux du conseil des gouverneurs - Mandat du Comité de vérification, section 2.
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------

E. Considérations financières

Sans objet.

F. Avantages

Sans objet.

G. Consultations

Sans objet.

H. Prochaines étapes (y compris le calendrier et si l'approbation est accordée et (ou) si le document est présenté pour information)

Soumission à l'approbation du Conseil des gouverneurs.

I. Annexes (si nécessaires, et à numéroter en séquence)

Rapport de planification des vérifications de BDO.

Laurentian University of Sudbury

Audit planning report to the Audit Committee
for the year ended April 30, 2023

START



To the Audit Committee of Laurentian University of Sudbury

We are pleased to provide you with this planning report to highlight and explain key issues which we believe to be relevant to the audit of Laurentian University of Sudbury (the “University”) financial statements for the year ended April 30, 2023.

The enclosed planning report includes our approach to your audit, the significant risks we have identified and the terms of our engagement. At the year-end meeting, we will provide you with a copy of our draft audit opinion and discuss the nature, extent and results of our audit work. We will also report any significant internal control deficiencies identified during our audit and reconfirm our independence.

Our audit and therefore this report will not necessarily identify all matters that may be of interest to the Audit Committee in fulfilling its responsibilities. This report has been prepared solely for the use of the Audit Committee and should not be distributed without our prior consent. Consequently, we accept no responsibility to a third party that uses this communication.

We look forward to completing our draft audit report opinion and discussing our conclusions with you. In the meantime, please feel free to contact us if you have any questions or concerns.

Yours truly,

BDO Canada LLP
January 23, 2023



Table of Contents

- 1 Your dedicated BDO audit team
- 2 Audit timeline
- 3 Auditor's responsibilities
- 4 Significant risks and planned responses
- 5 Planned scope
- 6 How we audit financial statements
- 7 Our audit approach
- 8 BDO's digital audit suite
- 9 Recommended resources
- 10 Appendices

- 4
- 5
- 6
- 9
- 12
- 13
- 15
- 16
- 18
- 20

Audit at a glance



Marcus Sconci
CPA, CA

E: msconci@bdo.ca

T: 905-272-7830



July 10, 2023



July 21, 2023

Your dedicated BDO audit team



Marcus Sconci, CPA, CA

T: 905-272-7830
E: msconci@bdo.ca

Marcus has over 20 years of audit experience, with a focus on clients in the not-for-profit and education sectors. He is BDO Canada's Education Subsector Industry Leader.

Marcus will be the Engagement Partner for your assurance services. He will assume ultimate responsibility for the provision of all services, monitoring and controlling costs to ensure you receive quality, effective and value-added service.



Nina Mann, CPA

T: 905-272-7715
E: nmann@bdo.ca

Nina has over 5 years of years of experience in public accounting, working with various organizations, including many in the not-for-profit and education sectors.

Nina will be the Engagement Manager for your assurance services.



Alicia Croskery, CPA, CA

T: 705-644-0205
E: acroskery@bdo.ca

Alicia has over 18 years of experience and is one of BDO's technical experts, specializing in accounting standards for not-for-profit organizations and education sector clients.

Alicia will be the Concurring Reviewer and Quality Assurance Partner. In this role, Alicia will leverage her extensive technical and industry knowledge to provide additional audit guidance and expertise.

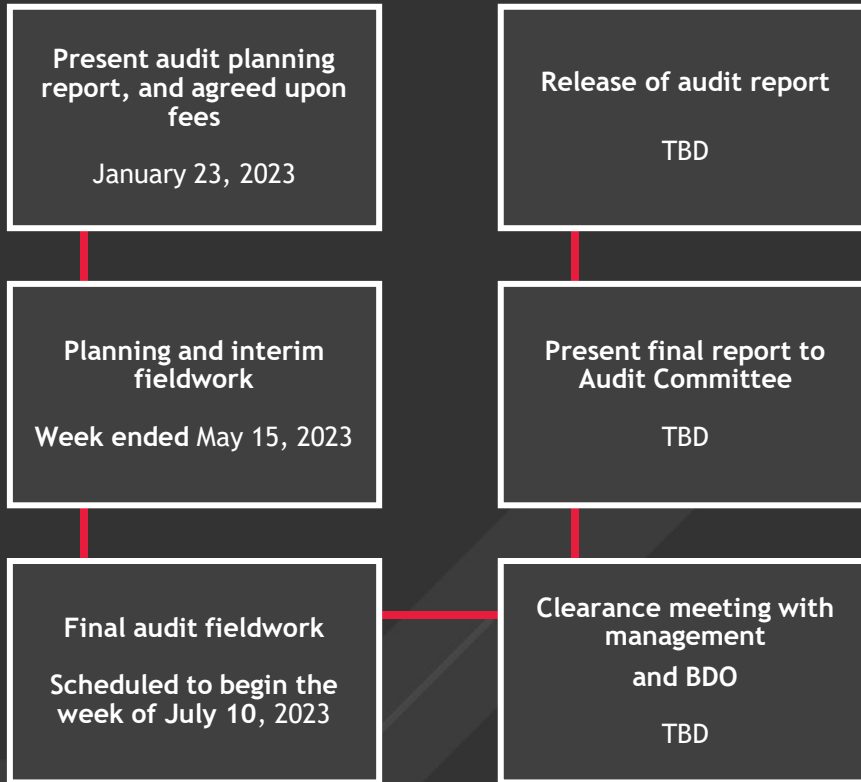
Our independence



We have complied with relevant ethical requirements and are not aware of any relationships between Laurentian University of Sudbury and our Firm that may reasonably be thought to bear on our independence.



Audit timeline



BDO'S DIGITAL AUDIT SUITE APT Next Gen

We use our APT Next Gen software and documentation tool to save time, streamline processes, and go paperless with your audit.

[LEARN MORE](#)

DISCOVER THE DIGITAL DIFFERENCE





Auditor's responsibilities: financial statements

We are responsible for forming and expressing an opinion on the financial statements that have been prepared by management, with oversight by those charged with governance. The audit of the financial statements does not relieve management or those charged with governance of their responsibilities. The scope of our work, as confirmed in our engagement letter attached as Appendix A to this letter, is set out below:

Year-End Audit Work

- ▶ Work with management towards the timely issuance of the financial statements, tax returns and consents for offering documents.
- ▶ Provide timely and constructive management letters. This will include deficiencies in internal control identified during our audit.
- ▶ Present significant findings to the Audit Committee including key audit and accounting issues, any significant deficiencies in internal control and any other significant matters arising from our work.



We are required to obtain an understanding of the system of internal control in place in order to consider the adequacy of these controls as a basis for the preparation of the financial statements, to determine whether adequate accounting records have been maintained and to assess the adequacy of these controls and records as a basis upon which to design and undertake our audit testing.

We are required to report to you in writing about any significant deficiencies in internal control that we have identified during the audit.



Auditor's responsibilities: fraud

We are responsible for planning and performing the audit to obtain reasonable assurance that the financial statements are free of material misstatements, whether caused by error or fraud, by:

- ▶ Identifying and assessing the risks of material misstatement due to fraud;
- ▶ Obtaining sufficient and appropriate audit evidence regarding the assessed risks of material misstatement due to fraud, through designing and implementing appropriate responses; and
- ▶ Responding appropriately to fraud or suspected fraud identified during the audit.

The likelihood of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than the likelihood of not detecting a material misstatement resulting from error because fraud may involve collusion as well as sophisticated and carefully organized schemes designed to conceal it.

Behind the audit report



Learn how we audit your financial statements

[SEE OUR PROCESS](#)



Auditor's responsibilities: fraud

Throughout our planning process, we performed risk assessment procedures and related activities to obtain an understanding of the entity and its environment, including the University's internal control, to obtain information for use in identifying the risks of material misstatement due to fraud and made inquiries of management regarding:

- ▶ Management's assessment of the risk that the financial statements may be materially misstated due to fraud, including the nature, extent and frequency of such assessments;
- ▶ Management's process for identifying and responding to the risks of fraud in the University, including any specific risks of fraud that management has identified or that have been brought to its attention, or classes of transactions, account balances, or disclosures for which a risk of fraud is likely to exist;
- ▶ Management's communication, if any, to those charged with governance regarding its processes for identifying and responding to the risks of fraud in Laurentian University of Sudbury; and
- ▶ Management's communication, if any, to employees regarding its view on business practices and ethical behavior.

We are not currently aware of any fraud affecting the University. If you are aware of any instances of actual, suspected, or alleged fraud, please let us know.



Significant risks and planned responses

We have identified the following significant risks that require special audit consideration. These risks were identified based on our knowledge of the University, our past experience, and input from management. Please review these significant risks and let us know your thoughts on these or any other areas of concern.

Financial statement areas	Risks noted	Audit approach
Complex Information (IT) Technology Environment	The risk is due to the complexity of the Colleague ERP system and other systems that may be relevant to financial reporting, and the prevalence of automated processes and controls, some of which we plan to rely upon in our audit process.	<p>Our audit process includes in-depth documentation of the processes and controls in each financial reporting cycle, including a walk-through of the key automated and computer dependent controls to ensure they are operating as designed.</p> <p>BDO’s audit team includes Certified Information Systems Specialists (“CISAs”) who work with the audit team to efficiently incorporate the testing of computer-dependent controls into our audit plan.</p> <p>Our IS audit approach also includes an overall assessment of the general IT environment of the University, which includes reviewing application controls, system security controls, access controls and change controls.</p>
Presumption of Fraud Risk in Revenue	There is an inherent presumption of fraud risk in revenue that typically applies to all revenue streams of the University.	We plan to perform targeted analytical and substantive procedures on all significant revenue streams to address this risk. We may also test internal controls on certain revenue streams.
Management Override of Controls	Management, due to its authority, is in a unique position to override internal controls, which can potentially result in misleading financial information.	<p>Our planned audit procedures include testing the appropriateness of journal entries recorded in the general ledger and other adjustments made in the preparation of the consolidated financial statements.</p> <p>We will also obtain an understanding of the business rationale for significant transactions that we become aware of that are outside the normal course of operations for the University, or that otherwise appear to be unusual given our understanding of the University and its environment. We will review accounting estimates for biases and evaluate whether the circumstances producing the bias, if any, represent a risk of material misstatement due to fraud.</p>



Significant risks and planned responses

We have identified the following significant risks that require special audit consideration. These risks were identified based on our knowledge of the University, our past experience, and input from management. Please review these significant risks and let us know your thoughts on these or any other areas of concern.

Financial statement areas	Risks noted	Audit approach
Operating and Research Grant Revenue and Related Deferrals	Certain grant revenue carries additional inherent risk based on magnitude and/or the unique stipulations that some of the agreements contain.	We plan to review management’s controls relating to revenue recognition and the related deferrals for both capital and non-capital grants. We will also perform substantive audit procedures that includes third-party Ministry confirmation and reviewing significant agreements that contain stipulations in order to assess revenue recognition. We will finalize our approach once our Information Systems audit has been completed.
CCAA Proceedings	<p>As of the date of this audit plan, the University has exited the Companies’ Creditor Arrangement Act (“CCAA”). The CCAA process led to a number of unique complexities within the University’s prior year financial statements. Exiting the Act carries certain unique risks relevant to the consolidated financial statements, including:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Review of adjustments to the liabilities subject to compromise • Accounting related to specific complexities and/or agreements due to exiting CCAA • Continuing uncertainties that may require certain estimates to remain and/or be revisited • Related consolidated financial statement disclosures • Continued going concern assessment 	<p>As we conduct our audit, we will review all documents related to the CCAA process and assess the impact on the consolidated financial statements of the University. We will consult with our CCAA subject-matter expert throughout.</p> <p>We may identify additional CCAA plan implementation risks or specific area of accounting or audit complexity. These items will be communicated to the Audit Committee in more detail in our subsequent communication.</p>



Other key audit areas

We have identified the following key audit areas that are not deemed to be significant audit risks, yet still require further assessment due to their financial significance and/or complexity.

Financial statement areas	Risks noted	Audit approach
Payroll	Due to its magnitude, payroll expenditures represent a risk to the consolidated financial statements.	We plan to rely on testing controls substantively of payroll, supplemented by analytical procedures. We will finalize our approach once our Information Systems audit has been completed.
Investments	The University's investment holdings comprise various instruments measured at fair value.	We will confirm investments holdings with third parties, and where applicable, test fair values on a sample basis at year-end and subsequent to year-end based on the current volatility of equity markets.
Endowments	Certain University investments are externally endowed, which carries an inherent risk over presentation and disclosure.	We plan to substantively test endowment balances including contributions and income earned. We will also review the University's endowment policies to ensure adherence.
Capital Assets and Deferred Capital Contributions	Due to its magnitude, capital assets and deferred capital contributions present an inherent risk. Additionally, there is risk related to impairment of capital assets.	We will review management's assessment for indicators of impairment related to capital assets. We will also review management's assessment of the estimated useful life of capital assets to ensure appropriate calculations of the related amortization expense and the corresponding amortization of deferred capital contributions.
Accounts Payable and Accrued Liabilities	Accounts payable and accrued liabilities carry an inherent risk related to completeness. In addition, certain accruals may be subject to management estimation.	We will perform a search for unrecorded liabilities to ensure completeness, supplemented by analytical procedures. We will review the basis for any significant accruals with a particular emphasis on those involving estimates, if any.

[Back to contents](#)

Materiality

We determined preliminary materiality to be \$2,500,000, based on 1.5% of prior year normalized expenditures. This materiality assessment includes factors such as exiting CCAA proceedings. While we do not anticipate final materiality to change substantially, we will re-assess the calculation upon receipt of the current year's consolidated financial statements.

Misstatements are considered to be material if they could reasonably be expected to influence the decisions of users based on the consolidated financial statements.

Our materiality calculation is based on the University's results. If any reason for change is discovered, we will communicate those changes to the Audit Committee as part of our year-end communication.

We will communicate all corrected and uncorrected misstatements identified during our audit to the Audit Committee, other than those which we determine to be "clearly trivial."

We encourage management to correct any misstatements identified throughout the audit process.



How we audit financial statements: Our audit process

IDENTIFY AND ASSESS RISK

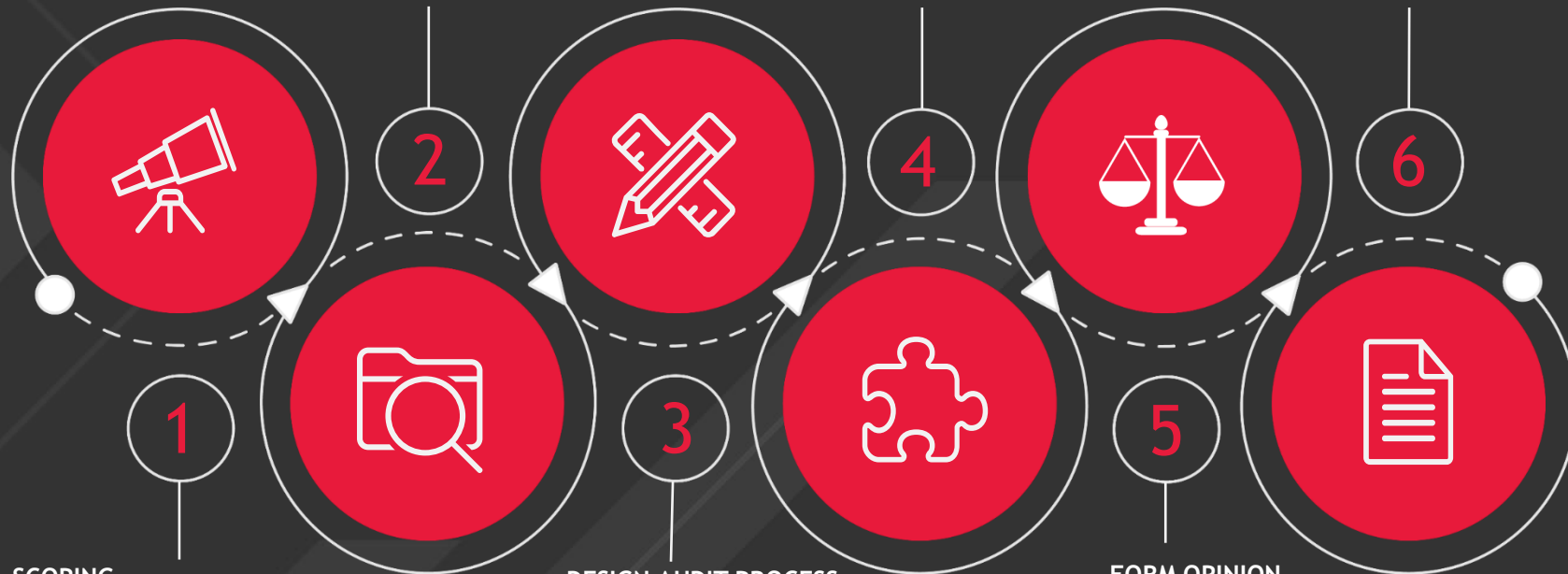
Focus on those areas of financial statements that contain potential material misstatements as a consequence of the risks you face

OBTAIN AUDIT EVIDENCE

Perform audit procedures while maintaining appropriate degree of professional skepticism, to conclude whether or not the financial statements are presented fairly

REPORT

Communicate our opinion and details of matters on which we are required to report



SCOPING

Complete a preliminary review to plan the audit, determine the materiality level, and define the audit scope

DESIGN AUDIT PROCESS

Design an appropriate audit strategy to obtain sufficient assurance and enable us to report on the financial statements

FORM OPINION

Evaluate whether we have enough evidence to conclude that the financial statements are free from material misstatement, and consider the effect of any potential misstatements found

New Standard for Audit Quality



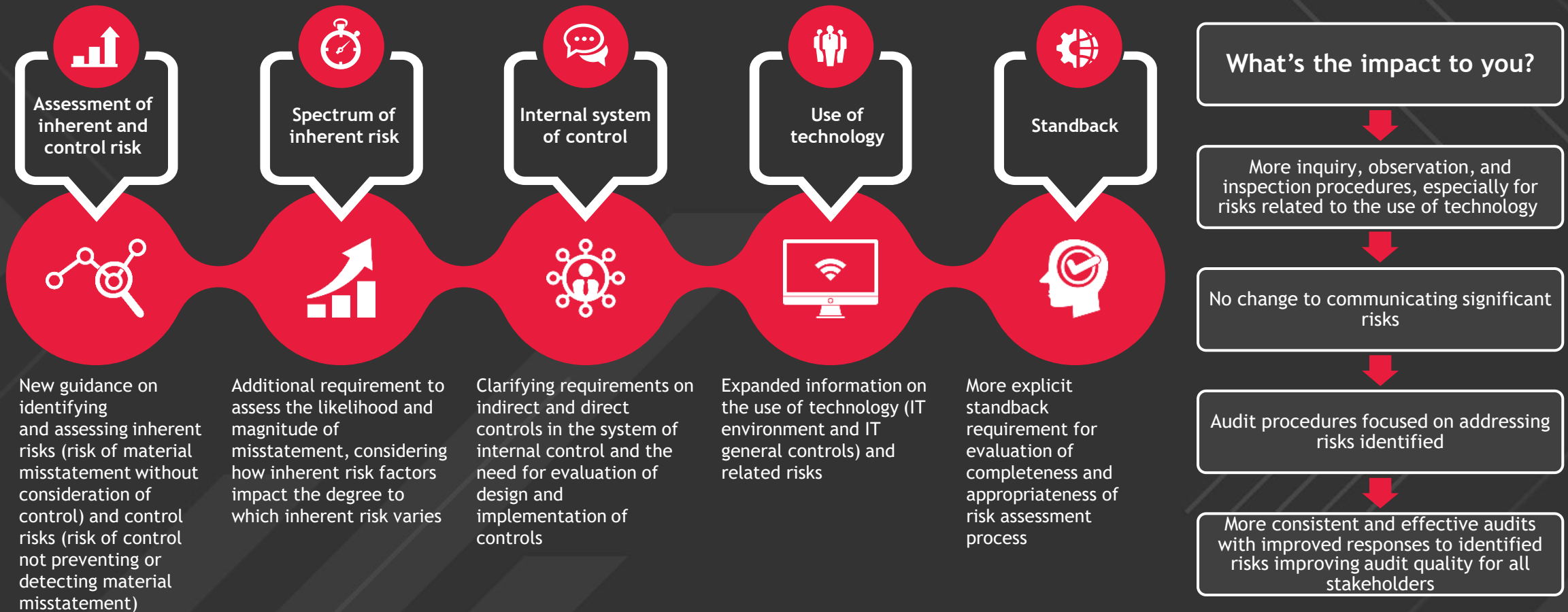
ISQM 1

The quality of an audit depends not only on the people conducting it—but also on the systems underpinning it. These new rules up the ante for your audit quality.

[SEE THE STANDARD](#)

Updates to our audit process

Canadian Auditing Standard 315, *Identifying and Assessing the Risks of Material Misstatement*, was significantly revised with a greater focus on more robust risk identification, assessment and response procedures. The standard is effective for periods beginning on or after December 15, 2021. Key enhancements include:





Our audit approach: Responsiveness in action

Our firm is deliberately structured to allow one partner to every six staff members. This means easy access to senior staff and the lead partner throughout your audit. It also helps our team gain a better understanding of your organization. Our audit process differs from the typical audit in our use of in-field reviews, subject to COVID-19 safety protocols. The benefit of these in-field reviews is that final decision-makers are on site ensuring issues are resolved and files closed quickly. We offer clients the full-service expertise of a national firm. Yet we maintain a local community focus. The comprehensive range of services we deliver is complemented by a deep industry knowledge gained from over 100 years of working within local communities.



Discover how we're accelerating audit quality



Audit Quality Report

We collected our core beliefs around audit quality, the very practical steps we take to sustain it, and the progress we have made to accelerate its quest.

[Follow our progress](#)

BDO's digital audit suite

Our digital audit suite of technologies enables our engagement teams to conduct consistent risk-based audits, both domestically and internationally, with maximum efficiency and minimal disruption to our clients' operations and people.



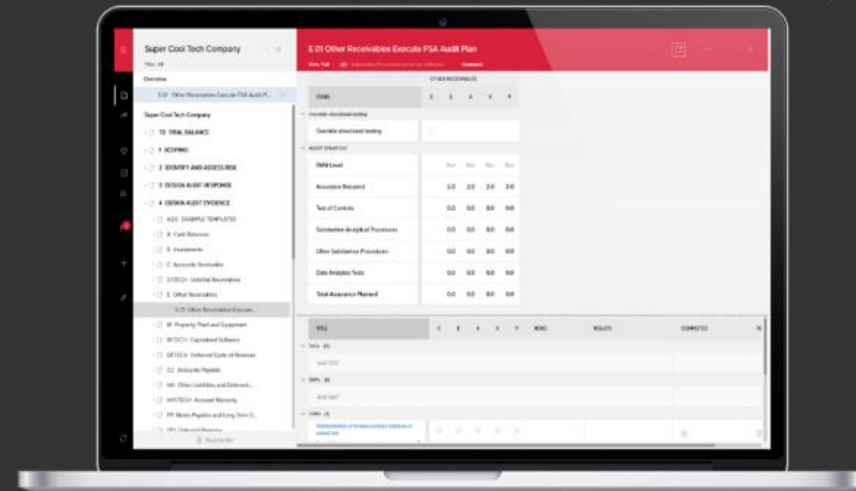
APT Next Gen

Our audit software and documentation tool, APT, is an integral part of our audit methodology. Our professionals engage APT to devise and perform appropriate, risk-based audit procedures and testing based on applicable Canadian Auditing Standards (CASs), as well as to factor in engagement and industry-specific objectives and circumstances.

APT enables us to deliver an audit that fits your organization—whether large or small; complex or basic.

This sophisticated tool also amplifies two key attributes of our audits: consistency and quality. The quality framework that we developed measures our audit performance with hard quality indicators and reflects our indispensable culture for quality. To see our audit quality and consistency in action, look no further than how our teams share best audit practices for continuous improvement.

Through a strategic alliance with Microsoft and the introduction of new technology, this global, cloud-based application can now streamline and focus the audit process in even more ways for BDO professionals and their clients.





BDO Portal

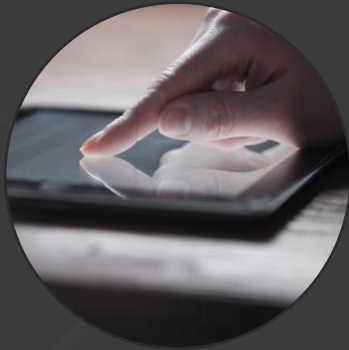
BDO Portal transforms and enhances your digital experience with your BDO advisors. Available at any time, Portal enables you to access all services, tools, apps, and information and to collaborate with your advisors in a seamless way through a flexible, appealing, and secure environment.





Recommended resources

Key changes to financial reporting



When the rules of reporting change, you may need to fine-tune how to present financial statements and govern the organization.

**ACCESS OUR
KNOWLEDGE CENTRE**

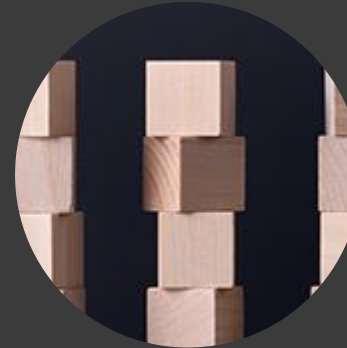
2022 Federal Budget



Understand the key elements of the 2022 Federal Budget and how it will impact you and your business

STAY ON TOP OF TAXES

7 powerful steps to financial audit readiness



Getting and staying prepared for an audit simplifies the process, cuts turnaround time, and improves your chances of overall success. Learn how you can be audit ready.

7 STEPS

Spotlight on sustainability

Fast-moving world events are pushing sustainability up the agenda of Canadian organizations. Now organizational leaders, investors, and customers are responding on three fronts: environmental, social, and governance (ESG).

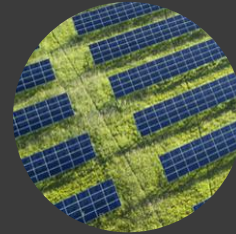
Regulators and issuers of standards are doing their part by supporting sustainability in the reporting ecosystem. Increasingly, organizations will need to go beyond the financials—and demonstrate sustainability with non-financial metrics.

5 reasons why businesses should care about ESG



[SEE 5 REASONS](#)

How climate change became a business issue worth reporting



[READ ARTICLE](#)

10 Questions about sustainability reporting



[EXPLORE QUESTIONS](#)

Accounting for going green



[LEARN MORE](#)

Why CFOs should make sustainability a part of their financial reporting today



[BUILD BACK SUSTAINABLY](#)

Rethinking sustainability: the ESG roadmap



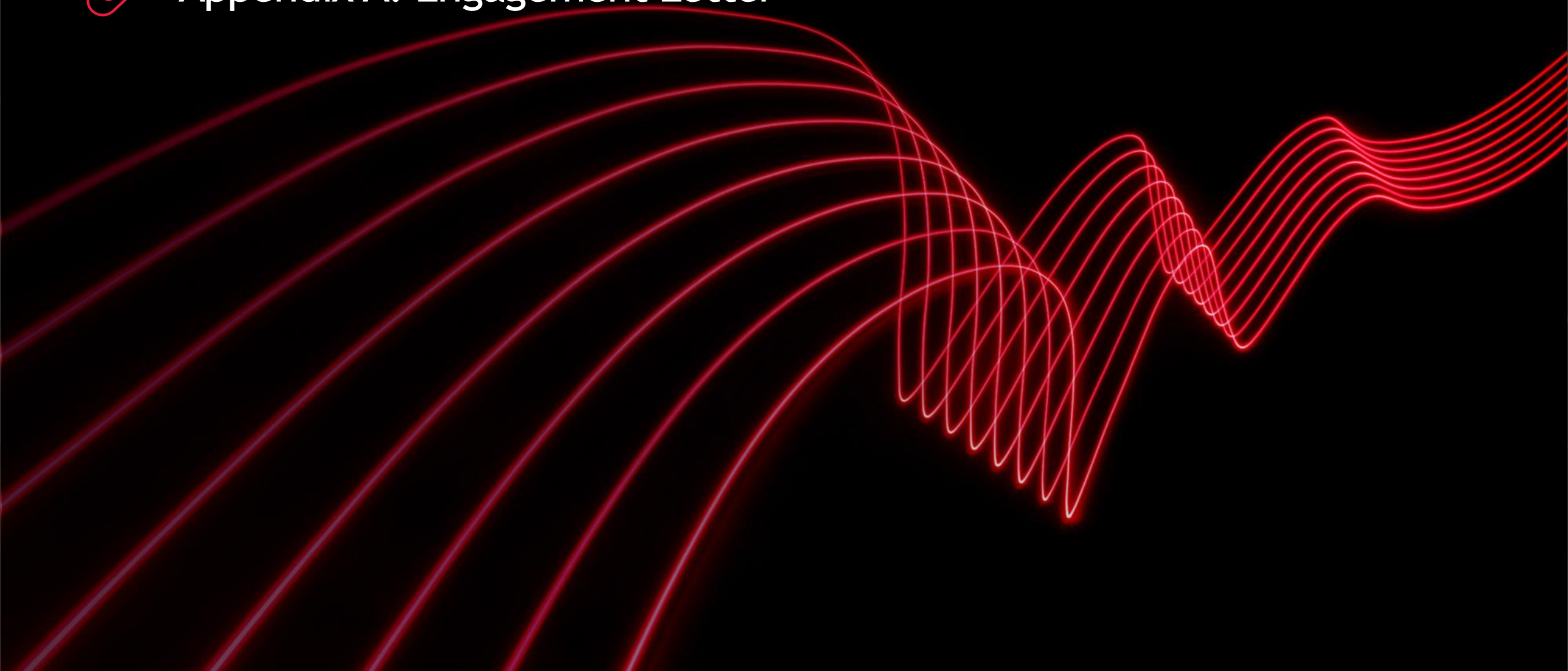
[SEE ROADMAP](#)

Appendices

- ▶ Appendix A: Engagement Letter
- ▶ Appendix B: Fees
- ▶ Appendix C: Accounting Standards for Not-For-Profit Organizations (ASNPO) Update 2022



Appendix A: Engagement Letter





Tel: 289 881 1111
Fax: 905 845 8615
www.bdo.ca

BDO Canada LLP
360 Oakville Place Drive, Suite 500
Oakville ON L6H 6K8 Canada

June 10, 2022

Laurentian University of Sudbury
935 Chemin du Lac Ramsey
Sudbury, ON
P3E 3C6

Attention: Michel Piche, Vice President Finance and Administration

We understand that you wish to appoint us as the auditors of Laurentian University of Sudbury commencing with its fiscal year ended April 30, 2022.

We are pleased to accept appointment as your auditors subject to the terms and conditions of this Agreement, to which the attached Standard Terms and Conditions form an integral part. The definitions set out in the Standard Terms and Conditions are applicable throughout this Agreement. This Agreement will remain in place and fully effective for future years until varied or replaced by another relevant written agreement.

Marcus Sconci will be the Engagement Partner for the audit work we perform for you. The Engagement Partner will call upon other individuals with specialized knowledge to assist in the performance of services.

Our Role as Auditors

We will conduct our audit(s) in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the consolidated financial statements ("financial statements") prepared in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations are free from material misstatement. An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. Our audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by you, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

Because of the inherent limitations of an audit, together with the inherent limitations of internal control, there is an unavoidable risk that some material misstatements, whether by fraud or error, may not be detected, even though the audit is properly planned and performed in accordance with Canadian generally accepted auditing standards.

In making our risk assessments, we consider internal control relevant to your preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of your internal controls. However, we will communicate to you concerning any significant deficiencies in internal controls relevant to the audit of the financial statements that we have identified during the audit.

We will also communicate matters required by professional standards, to the extent that such matters come to our attention, to you, those charged with governance and/or the board of directors.



Reporting

Our audit will be conducted on the basis that the financial statements have been prepared in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

Our independent auditor's report will be substantially in the form set out in Canadian Auditing Standard (CAS) 700. The form and content of our report may need to be amended in the light of our audit findings. If we are unable to issue or decline to issue an audit report, we will discuss the reasons with you and seek to resolve any differences of view that may exist.

Role of Management and Those Charged with Governance

You acknowledge and understand that you have responsibility for:

- (a) the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations. The audit of the financial statements does not relieve you of your responsibilities;
- (b) such internal controls as you determine are necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error; and
- (c) providing us with:
 - access, in a timely manner, to all information of which you are aware that is relevant to the preparation of the financial statements such as records, documentation and other matters;
 - additional information that we may request for the purpose of the audit;
 - unrestricted access to persons within the entity from whom we determine it is necessary to obtain audit evidence;
 - financial and non-financial information (other information) that will be included in document(s) containing financial statements and our audit report thereon prior to the date of our auditor's report. If it is not possible to provide all the other information prior to the date of our auditor's report, you are responsible for provision of such other information as soon as practicable; and
 - written confirmation concerning representations made to us in connection with the audit. If appropriate and adequate written representations are not provided to us, professional standards require that we disclaim an audit opinion.

Communication with the Securities Regulators

If the financial statements, supporting schedules and our audit thereon are included in a document required by securities legislation, they may be subject to review and comment by the staff of a securities regulator and to their interpretation of the applicable rules and regulations. This may involve discussions and communications with them, and/or the submission of supplemental data in connection with their review. You agree to inform us of any discussion, communication or submission, which may have bearing on the financial statements, schedules and other financial data in the filings and furnish us with copies of related written communications. If we are involved in such communications with the staff of a securities regulator, we will inform you and provide you with copies of the relevant communications.



Financial Statement Services

We will obtain your approval, if during the course of our engagement we:

- (a) prepare or change a journal entry; or
- (b) prepare or change an account code or a classification for a transaction.

As agreed, we will provide assistance in the preparation of the financial statements.

These services create a threat to our independence. We, therefore, require that the following safeguards be put into place:

- (a) that you create the source data for all accounting entries;
- (b) that you develop any underlying assumptions for the accounting treatment and measurement of entries; and
- (c) that you review and approve the draft financial statements, including the notes to the financial statements.

Tax Services

Our audit is conducted primarily to enable us to express an opinion on the financial statements. The audit process is not designed to provide us with a full understanding of your tax situation and in particular, to allow us to determine whether the entity has specific tax compliance issues. We understand that you are not looking to BDO to provide you with any guidance or advice in regard to tax planning or compliance.

Additional Services

We are available to provide a wide range of services beyond those outlined in this Agreement. To the extent that any additional services that we provide to you that are not provided under a separate written engagement agreement, the provisions of this Agreement will apply to the services.

Fee Estimation

The estimated fee for this engagement is as follows:

Audit services:	\$85,000
CCAA-related time:	At hourly rates, to be invoiced separately

For each future year we will issue a Summary of Services providing details of our Services and fees. We will notify you on a timely basis if there are any circumstances we encounter which could significantly affect our initial estimate of professional fees. Our fees will be invoiced and payable as follows:

- \$15,000 prior to commencing annual assurance engagement;
- \$45,000 interim payments;
- \$20,000 prior to issuance of assurance report; and
- \$5,000 within 10 days after issuance of our final invoice along with any additional required final payments.



Appendix B: Fees

Audit services

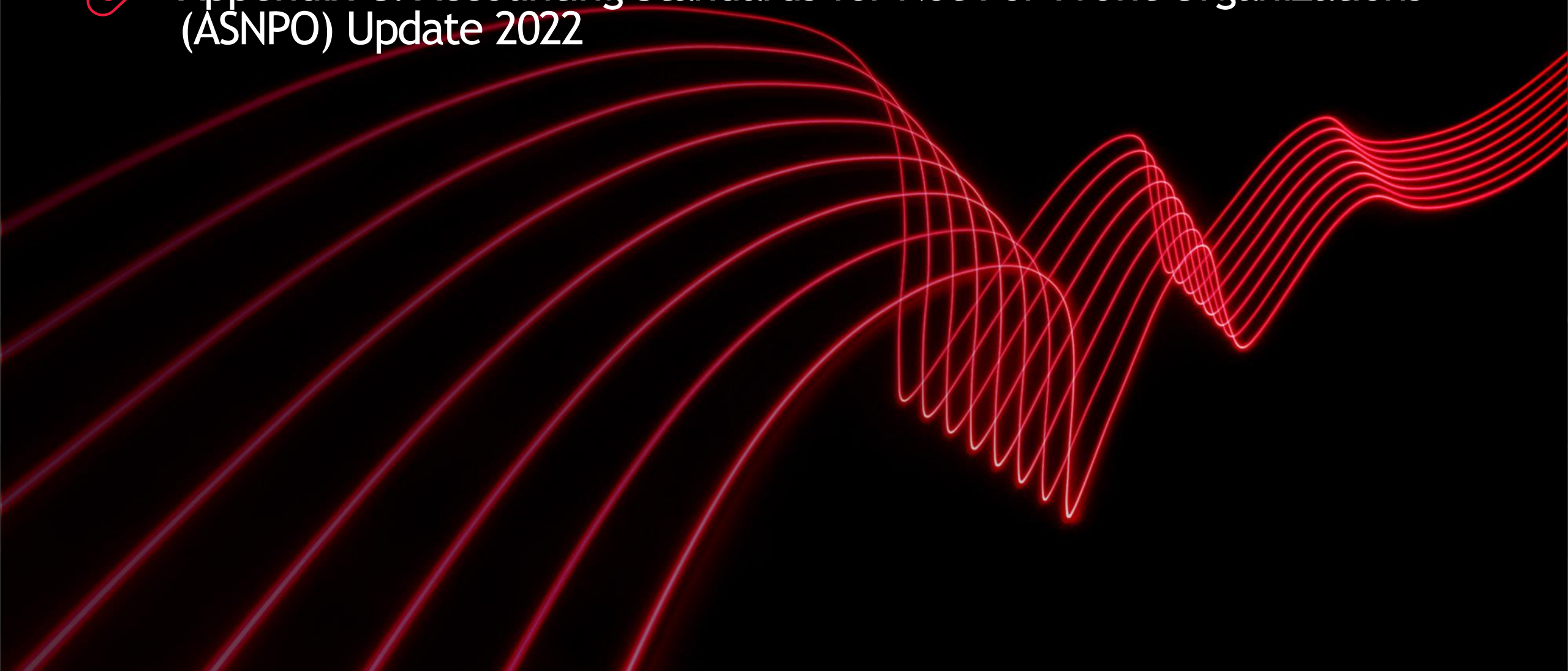
The projected audit fees for the year ended April 30, 2023 are as follows:

Annual Financial Statement Audit	\$89,250
Implementation of CAS315R (see page 14)	\$4,500 (estimated)
Additional time relating to complex accounting and auditing matters	Cost to vary based on scope and hours required
Audit assistance from our CCAA team	Cost to vary based on hours required
Financial Statement Translation Services	\$5,000
Annual enrolment audit	\$10,500
Special purpose funder audits	Range from \$3,500 to \$5,000 per program, depending on complexity
Total	\$

We will reconfirm our independence and provide an update of the audit fees charged in the current fiscal year before the financial statements for the year ended April 30, 2023 are approved.



Appendix C: Accounting Standards for Not-For-Profit Organizations (ASNPO) Update 2022



Assurance and Accounting

Accounting Standards for Not-For-Profit Organizations (ASNPO) Update 2022

Introduction

It was a busy year for the Accounting Standards Board (AcSB or the Board) and for Part III of the CPA Canada Handbook – Accounting: Accounting Standards for Not-for-Profit Organizations (ASNPO). As organizations continue to adapt to the ever-changing market landscape, the Board was hard at work advancing the progress of various projects, including its projects on accounting for contributions. In addition, a new standard became effective in the current year providing guidance on accounting for combinations of not-for-profit organizations (NPOs). Both of these items will be discussed in this publication.

Private sector NPOs applying ASNPO also apply the relevant standards in Part II of the CPA Canada Handbook – Accounting: Accounting Standards for Private Enterprises (ASPE) to the extent that the standards in Part II address topics applicable for NPOs that are not addressed in Part III. As a result, some changes made to ASPE also affect NPOs. This publication will discuss amendments resulting from the AcSB's projects on revenue and cloud computing arrangements and their impact on NPOs, as well as, provide an update on other projects the AcSB is working on that will impact NPOs in the future.

Standards Effective in 2022

Section 4449, Combinations by Not-for-Profit Organizations

Combinations between not-for-profit organizations ("NPOs") are becoming more frequent. As no guidance on accounting for these types of transactions was previously included in ASNPO, there was diversity in practice. After consultation with stakeholders, the Board issued new Section 4449, *Combinations by Not-for-Profit Organizations*, in March 2021 to provide guidance on accounting for such transactions. The main highlights of the standard include:

Scope

- This Section applies to a combination involving two or more NPOs that are unrelated parties or related parties.
- This Section does not apply to the acquisition of a for-profit enterprise by an NPO, a contribution of a for-profit enterprise to an NPO, a contribution of cash or other assets which do not constitute an NPO to an NPO, or the formation of a joint venture.

Distinguishing between a Merger and an Acquisition

- A combination is a transaction or event involving two or more not-for-profit organizations that is accounted for as either a merger or an acquisition. The accounting treatment for a combination depends on the characteristics of the transaction and whether certain criteria are met.
- Except for a combination of NPO's under common control, which is always accounted for as a merger, a combination is accounted for as a merger when all the following criteria are met:
 - Neither party to the combination is identified as either the acquirer or acquiree;
 - Those charged with governance of the predecessor organizations participate in determining the terms of the combined organization, including establishing the governance and management structures of the combined organization and in selecting management personnel;
 - Except for transaction costs, no significant consideration flows to a third party of the organizations combining;
 - The combined organization encompasses the purposes of each of the NPOs combined at the combination date; and
 - At the combination date, there is no significant decline or planned significant decline in the client communities served by one or more, but not all, of the combining NPOs.
- If any of the above criteria are not met, the combination is accounted for as an acquisition.

Accounting for a Combination as a Merger

- The carrying values of the assets, liabilities and net assets of the combining entities become the combined carrying values of the assets, liabilities, and net assets of the combined organization.
- Where the combining organizations have been applying different accounting policies in their separate financial statements, the combined organization makes adjustments to ensure the accounting policies are uniform in both the current and comparative period.
- Comparative information must be presented showing the combined results as though the organizations had always been combined.

Accounting for a Combination as an Acquisition

- One of the combining entities must be identified as the acquirer using the guidance in Section 4450, *Reporting Controlled or Related Entities by Not-for-Profit Organizations*.
- The reporting entity can choose to either disclose or consolidate its controlled not-for-profit organizations.
- Where the organization chooses to disclose the controlled NPO, it must identify the acquirer, the combination date, and include the disclosures required by Section 4449 and Section 4450.
- Where the organization decides to consolidate, at the combination date the acquirer recognizes the identifiable assets acquired and liabilities assumed and measures them at their acquisition-date fair values, except for certain exceptions to the recognition and/or measurement principles.
- The difference between the acquisition-date fair value of the consideration transferred and the acquisition date amount of the identifiable net assets acquired is recognized and presented separately in the statement of net assets.

Disclosure

- For both a merger and an acquisition, the reporting organization discloses information that enables financial statement users to evaluate the nature and financial effects of the combination.

Section 4449 is effective for fiscal years beginning on or after January 1, 2022 and is applied prospectively. For additional information on this new standard refer to our [ASNPO at a Glance: Section 4449 – Combinations by Not-for-Profit Organizations publication](#).

Significant amendments to Section 3400, Revenue

In 2017, the AcSB issued a survey asking stakeholders for feedback on issues they encountered when applying the guidance in Section 3400, *Revenue*. NPOs follow the guidance in this Section when accounting for revenue transactions that are not within the scope of Section 4410, *Contributions – Revenue Recognition*. As a result of the feedback provided by stakeholders, the Board issued amendments to Section 3400 to provide additional guidance on the following complex areas:

- Identifying the units of account – guidance on how to determine whether an arrangement consists of a group of contracts or a single contract and identifying the units of account in an arrangement;
- Bill-and-hold arrangements – guidance on how to determine if revenue can be recognized when the delivery of the goods or services has yet to occur;
- Multiple-element arrangements – guidance on how to allocate consideration to elements in multiple deliverable arrangements using the relative stand-alone selling price basis, as well as, methods to be used for estimating the stand-alone selling price when not directly observable;
- Percentage of completion method – guidance on how to determine the degree of completion and compute the revenue to be recognized in a period, as well as, additional disclosure requirements for contracts in progress at the end of the reporting period; and
- Reporting revenue gross or net - added additional indicators to aid in determining whether revenue should be recognized on a gross or net basis.

These amendments are effective for fiscal years beginning on or after January 1, 2022 and are to be applied retroactively. However, transitional relief has been provided for certain situations, where an organization would not be required to make retrospective adjustments for long-term contracts accounted for using the percentage of completion method, or when accounting for multiple element arrangements. For additional information refer to our [ASPE at a Glance: Section 3400 – Revenue publication](#).

As part of the above project, the Board also added additional guidance to Section 3400 on when revenue should be recognized for upfront non-refundable fees/payments. However, as organizations started to apply these amendments the Board received feedback from stakeholders, particularly member-benefit organizations, on concerns about the decision-usefulness of deferring upfront non-refundable fees over long membership durations and the costs of applying the amendments. As a result, the Board decided that additional research on these issues was needed. The Board issued an Exposure Draft in July proposing to defer the effective date of the amendments for upfront non-refundable fees/payments to fiscal years beginning on or after January 1, 2025 to give it time to carry out this research. Respondents agreed with the proposals and the Board approved the deferral of the effective date at its September 2022 meeting.

Amendments to Section 3462, Employee Future Benefits

In 2018, Ontario's pension regulator introduced a new reserve, the provision for adverse deviations (PfAD), in the going concern funding valuation for defined benefit plans. This reserve is meant to cover unexpected adverse deviations in such plans. Similarly, in 2016 Quebec enacted Bill 57, which eliminated the requirement to fund a pension plan on a solvency basis.

Instead, plans are funded on a going concern basis with a new requirement to establish a reserve called a stabilization provision, the purpose of which is similar to that of the PfAD. Other Provinces have also introduced similar legislation. Stakeholders raised questions on whether the PfAD and the stabilization provision should be included in the measurement of the defined benefit obligation when an entity makes an accounting policy choice to use a funding valuation under Section 3462, *Employee Future Benefits*, as there was diversity in practice.

As a result, the AcSB amended Section 3462 to clarify the accounting as follows:

When an entity has defined benefit plans without a legislative, regulatory, or contractual requirement to prepare an actuarial valuation for funding purposes, the obligations for these plans are measured using an actuarial valuation prepared for accounting purposes. The previous accounting policy choice to measure such plans on a funding valuation basis has been removed due to the complexities in applying this method and the diversity it caused in practice.

- When an entity has defined benefit plans with a legislative, regulatory or contractual requirement to prepare an actuarial valuation for funding purposes, the obligations for these plans are measured using either an actuarial valuation prepared for accounting purposes or the most recently prepared actuarial valuation prepared for funding purposes provided specific criteria is met.
- When an entity elects to use a funding valuation to measure the defined benefit obligation for defined benefit plans that have a funding valuation requirement:
 - The defined benefit obligation would be measured at the amount that is required to be funded by contributions in accordance with legislative, regulatory, or contractual requirements; and
 - The aggregate of all underlying components of the legislative, regulatory, or contractual requirements would be included in that measurement of the defined benefit obligation (for example the Ontario PfAD and Quebec stabilization provision would be included).

The amendments are effective for fiscal years beginning on or after January 1, 2022 with certain transitional provisions. For additional information refer to our [ASPE at a Glance: Section 3462 – Employee Future Benefits](#) publication, as well as, our publication [Employee Future Benefits – What you Need to know about Sections 3462 and 3463](#).

2021 Annual Improvements

The Board has adopted an annual improvement process to amend standards to help clarify guidance/ wording or correct for unintended consequences or conflicts. Any large amendments or the issuance of new standards are outside the scope of this process. During the 2021 annual improvement process, Section 1501, *First Time Adoption by Not-for-Profit Organizations*, was amended to allow organizations that had previously applied ASNPO but whose most recent annual financial statements were not reported under ASNPO, to either apply Section 1501 again upon re-adoption of ASNPO, or to apply the standards retrospectively in accordance with Section 1506, *Accounting Changes*. This amendment is effective for fiscal years beginning on or after January 1, 2022.

Amendments to Section 3856, Financial Instruments

Canada and many jurisdictions across the globe have taken recommendations from the Financial Stability Board's (FSB) report on Reforming Major Interest Rate Benchmarks and are replacing the existing Interbank Offered Rates (IBORs) (for example, the London interbank offered rate (LIBOR), and the Canadian dollar offered rate (CDOR)) with alternative benchmark rates (IBOR reform). As a result of this transition, many debt and derivative contracts that reference these rates will be modified. Section 3856, *Financial Instruments*, requires entities to perform qualitative and quantitative assessments, such as the 10% test, to determine if modifications should be accounted for as extinguishments. For entities with numerous instruments that reference IBOR, this could be very onerous. Also, under Section 3856 a change in the benchmark rate for derivative contracts designated in a hedging relationship would lead to the discontinuation of hedge accounting. These outcomes would not provide financial statements users with useful information.

The Board understood these concerns and issued amendments to Section 3856 to simplify the accounting analysis for debt modifications solely due to IBOR reform, as well as, to allow hedge accounting to continue where there is a change in certain critical terms related to IBOR reform. The main points of the amendments are outlined below:

- **Debt Modifications:** Entities are given the option to apply a practical expedient to not account for a modification made to one or more contractual terms in an arm's-length debt instrument due to IBOR Reform as an extinguishment, but instead to account for the modification as a continuation of the existing debt instrument. If the practical expedient is applied, it must be applied to all debt instruments that reference IBOR.
- **Hedge Accounting:** Exceptions to the hedge accounting guidance would apply where critical terms have changed as a direct result of IBOR Reform and as a result the hedging relationship would not be discontinued. The exception would cease being applied once all changes related to the IBOR reform have been made to the hedging and hedged items. The exception would apply to only the following hedging relationships where critical terms are expected to be modified due to IBOR reform:
 - An interest-bearing asset or liability hedged with an interest rate swap to mitigate the effect of changes in interest rates; and
 - A foreign currency denominated interest-bearing asset or liability hedged with a cross-currency interest rate swap to mitigate the effect of changes in interest rates and foreign currency exchange rates.

The amendments are effective for fiscal years ending on or after February 1, 2022, and are applied retrospectively, except for certain situations as outlined in Section 3856. Some additional disclosures are required.

Projects on the Go

The AcSB currently has a number of projects in progress that propose future changes that will impact NPOs. The following provides a brief discussion of these projects.

Consultation Paper - Contributions – Revenue Recognition and Related Matters

The AcSB wants to ensure that the guidance on accounting for contributions in Part III of the Handbook is still appropriate. The existing contributions standard has remained largely unchanged since it was established almost 25 years ago. However, research suggests that the landscape for many NPOs has changed over the years and that contribution agreements are becoming more complex. Additionally, the AcSB has heard from users of NPO financial statements that the current accounting policy choice for recognizing contributions (deferral method or restricted fund method) adds complexity to NPO financial statements and creates a lack of comparability among the financial statements of similar NPOs. On the other hand, preparers of NPO financial statements have informed the AcSB that the accounting policy choice accommodates the diverse needs of NPOs and their users and allows individual NPO's to clearly communicate their operations and results.

The Board has undertaken extensive research over the past few years to gain a preliminary understanding of the benefits of, and issues with, the existing contributions guidance. Then in May of 2020, the Board issued a Consultation Paper seeking input from NPO stakeholders, including financial statement users, preparers, and practitioners. The Board reviewed the feedback received on this Consultation Paper and plans to issue an Exposure Draft. At this point, the main proposals the Board is considering for the Exposure Draft include:

- Externally restricted contributions should be deferred and subsequently recognized in revenue when the external restrictions are met. A contribution would be considered externally restricted when the resources are designated for a specific purpose or period and this is explicitly communicated between the organization and the contributor.
- Contributions with external restrictions requiring that the resources be maintained for a specific period should be accounted for like other restricted contributions.
- Capital asset contributions should be deferred and amortized into income over the useful life of the asset.
- Endowment contributions should be recognized as direct increases in net assets in the period in which the organization is entitled to the contribution.
- Organizations can choose to recognize contributed materials and services when their fair value can be reasonably estimated, they are used in the normal course of the organization's operations, and they would have otherwise been purchased.

- Pledges and bequests should not be recognized until the contributed assets are received since an organization cannot control access to the benefit of these contributions until that point.
- Disclosure and presentation requirements.

The Board plans to issue the Exposure Draft in the first quarter of 2023. We would encourage NPOs to stay up to date on this project and respond to the Exposure Draft when it is issued. The latest information on this project is available on the [Contributions page of the FRAS Canada website](#).

Exposure Draft – Customer's Accounting for Cloud Computing Arrangements

Recently, more entities have begun using cloud-computing arrangements to access software. In the past, entities would do an outright purchase of software that would then be physically installed onto their own hardware. In a cloud computing arrangement, customers have the right to use software through remote access whereby the actual software resides on the vendor's hardware. These arrangements contain varying contractual terms and the accounting can be complex, which has led to diversity in practice. There are also concerns that the accounting outcome for implementation expenditures incurred for an arrangement that is a service contract does not reflect the economic benefits an entity receives over time. The AcSB heard stakeholders' concerns, and in March 2022 issued an Exposure Draft proposing the issuance of Accounting Guideline ACG-20, *Customer's Accounting for Cloud Computing Arrangements*, to provide guidance on this topic. The main proposals include:

- Clarification that an entity may determine a method on a rational and consistent basis to allocate the arrangement consideration to the significant separable elements in a cloud computing arrangement;
- Clarification that an entity applies Section 3064, *Goodwill and Intangible Assets*¹, to account for the significant elements in the arrangement, unless the elements are tangible assets or rights to use tangible assets;
- An optional simplification approach to permit an entity to expense as incurred the expenditures related to the elements in a cloud computing arrangement that would fall within the scope of Section 3064;
- For those entities that do not apply the simplification approach, the Guideline provides factors to assist them in applying the control principle in Section 3064 to determine whether the cloud computing arrangement includes a software intangible asset;
- For a software that is a service, there is an accounting policy choice to either:
 - Apply an exception to capitalize directly attributable implementation costs and present these costs as prepaid expenses; or

1. NPO's follow the guidance in Section 4434, *Intangible Assets Held by Not-for-Profit Organizations*, when accounting for intangible assets. However, Section 4434 only provides guidance on specific items unique to NPOs and refers NPOs to the guidance in Section 3064 for all other items.

- Continue to expense as incurred such implementation costs in accordance with the existing requirements in Section 3064;
- Disclosure requirements to help users understand how the cloud computing arrangement is accounted for in the entity's financial statements; and
- Illustrative examples to assist entities in applying the guidance.

The Board approved the issuance of AcG-20 at its September 2022 meeting and anticipates issuing it in the Handbook in November 2022. AcG-20 will be effective for fiscal years beginning on or after January 1, 2024, with earlier application permitted. The Guideline will be applied retrospectively, with certain transitional relief.

Project – Financial Statement Concepts

In March 2019, the AcSB approved a project to review the financial statement concepts in both Part II and Part III of the CPA Canada Handbook. The project will focus on:

- Elements (definition of an asset, liability, revenue and net assets);
- Recognition;
- Measurement;
- Disclosure; and
- Unit of account

The first items to be addressed will be the definition of an asset and liability. The Board will consider this project while developing its Exposure Draft on Contributions.

Conclusion

As we head closer to the end of the year, now is the time to check in with your BDO advisor about how the changes made to the ASNPO Handbook and the projects on the go will affect your organization. Reach out to us today.

The information in this publication is current as of October 15, 2022.

This publication has been carefully prepared, but it has been written in general terms and should be seen as broad guidance only. The publication cannot be relied upon to cover specific situations and you should not act, or refrain from acting, upon the information contained therein without obtaining specific professional advice. Please contact BDO Canada LLP to discuss these matters in the context of your particular circumstances. BDO Canada LLP, its partners, employees and agents do not accept or assume any liability or duty of care for any loss arising from any action taken or not taken by anyone in reliance on the information in this publication or for any decision based on it.

BDO Canada LLP, a Canadian limited liability partnership, is a member of BDO International Limited, a UK company limited by guarantee, and forms part of the international BDO network of independent member firms. BDO is the brand name for the BDO network and for each of the BDO Member Firms.

POUR DÉCISION

Résolution du Conseil des gouverneurs à la recommandation du Comité de vérification
Objet : Plan proposé de vérification externe pour l'exercice se terminant le 30 avril 2023
Présentée au Conseil des gouverneurs à l'assemblée du 17 février 2023

IL EST RÉSOLU

QUE, comme présenté à l'assemblée du 17 février 2023, le Conseil des gouverneurs approuve le Plan proposé de vérification externe pour l'exercice se terminant le 30 avril 2023.

PROPOSÉ PAR :

Signature

APPUYÉ PAR :

Signature

SECRÉTAIRE INTÉRIMAIRE DE L'UNIVERSITÉ



Sommaire au Conseil des gouverneurs

CONSEIL DES GOUVERNEURS

Titre à l'ordre du jour	États financiers vérifiés du Régime de retraite de la Laurentienne
Séance ouverte/à huis clos :	Ouvrir
Action demandée	<input type="checkbox"/> Pour approbation <input checked="" type="checkbox"/> Pour information
Proposé par	Comité de vérification du Conseil
Présenté par	- Président du comité, M. Vernon Cameron - Vice-président des finances et de l'administration, M. Michel A. Piché

1. OBJET

Présenter les États financiers vérifiés du Régime de retraite de la Laurentienne du 20 juin 2022 ainsi que le Rapport des constatations du vérificateur.

SOMMAIRE

Les états financiers vérifiés du Régime de retraite de la Laurentienne doivent être soumis annuellement à l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers (ARSF) au plus tard six mois après la fin de l'exercice du Régime. Les états financiers au 30 juin 2022 ont été soumis à l'ARSF le 23 décembre 2022. Les états financiers et le rapport des constatations du vérificateur sont présentés pour information au Comité de vérification qui supervise la gestion des risques de l'Université.

RÉSOLUTION À CONSIDÉRER [si elle présentée pour approbation]

Aucune.

2. ANALYSE DES RISQUES

Veuillez indiquer ci-dessous le ou les risques pour l'Université que cette proposition vise.	
<input type="checkbox"/> Gestion des inscriptions <input type="checkbox"/> Corps professoral et personnel <input checked="" type="checkbox"/> Financement et gestion des ressources <input type="checkbox"/> Services de TI, logiciels et matériel <input type="checkbox"/> Leadership et changement <input type="checkbox"/> Infrastructure physique	<input type="checkbox"/> Relations avec les intervenants <input type="checkbox"/> Réputation <input type="checkbox"/> Activités de recherche <input type="checkbox"/> Sécurité <input type="checkbox"/> Réussite des étudiants

3. RECOMMANDATION

Aucune.

A. Contexte/Description de la question

Le vérificateur, BDO, a vérifié les états financiers du Régime de retraite de l'Université Laurentienne de Sudbury (le Fonds) en novembre et décembre 2022. Les états financiers ont été publiés sans réserve. Les états financiers et le rapport des constatations du vérificateur (en annexe) seront soumis pour examen au Comité des pensions à la prochaine réunion.

Les règlements régissant les régimes de retraite enregistrés en Ontario exigent que les états financiers vérifiés du Fonds soient soumis chaque année. Cette exigence annuelle aide l'Université à honorer ses obligations de

commanditaire du Régime. Elle aide aussi le Comité de vérification et le Conseil des gouverneurs à superviser les opérations du Régime. Les états financiers ont été soumis à l'ARSF le 23 décembre 2022 comme les règlements le veulent.

Pour la période terminée le 30 juin 2022, l'actif net du Fonds avait baissé de 79 600 000 \$ (de 489 000 000 \$ en 2021 à 409 400 000 \$ en 2022). La baisse reflète le total des pertes de placements qui s'élevait à 24 300 000 \$ en 2022 (gains de placements de 61 100 000 \$ en 2021) et des versements de pension pour les retraites, les cessations d'emploi et les prestations de décès de 63 300 000 \$ (48 000 000 \$ en 2022). Les dépenses administratives totales qui incluent les frais de fiducie, les frais actuariels, les frais de consultation, les frais de gestion des placements et d'autres coûts se sont élevés à 4 000 000 \$ (3 200 000 \$ en 2021). Les cotisations totales de l'employeur et des employés ont été de 12 000 000 \$ (17 100 000 \$ en 2021). Les versements des pensions en 2022 ont été considérablement plus élevés que ceux des années précédentes en raison de la restructuration aux termes de la LACC (voir la note 1 dans les états financiers).

Les états financiers vérifiés concernent uniquement le Fonds de retraite qui est composé des placements pour le Régime de retraite. La situation financière du Régime est évaluée séparément lors d'évaluations actuarielles périodiques.

B. Recommandation

Aucune.

C. Autres options envisagées (le cas échéant)

Sans objet.

D. Risques, y compris la conformité aux lois

Conformité à la législation et champ de compétence. Veuillez citer les références touchant la législation ou les politiques pertinentes et les liens, le cas échéant.	Mandat du Comité de vérification, sections 2 et 4.
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------

E. Considérations financières

Sans objet.

F. Avantages

Sans objet.

G. Consultations

- Comité des pensions de l'université
- Comité de vérification

H. Prochaines étapes

Sans objet.

I. Annexes

Fund Financial Statements of

**RETIREMENT PLAN OF LAURENTIAN
UNIVERSITY OF SUDBURY**

Year ended June 30, 2022

Independent Auditor's Report

To the Pension Committee of
Retirement Plan of Laurentian University of Sudbury

Opinion

We have audited the fund financial statements of the Retirement Plan of Laurentian University of Sudbury Ontario Registration Number: 0267013 (the "Plan"), which comprise the statement of net assets available for benefits as at June 30, 2022, and the statement of changes in net assets available for benefits for the year then ended, and notes to the financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the accompanying fund financial statements present fairly, in all material respects, the net assets available for benefits of the Plan as at June 30, 2022, and the changes in its net assets available for benefits for the year then ended in accordance with the financial reporting provisions of Section 76 of the Regulations to the Pension Benefits Act, 1990 (Ontario).

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements* section of our report. We are independent of the Plan in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the fund financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Emphasis of Matter - Basis of Accounting and Restriction on Use

We draw attention to Note 2 to the fund financial statements, which describes the basis of accounting. The fund financial statements are prepared to assist the Administrator of the Plan to meet the requirements of the Financial Services Regulatory Authority of Ontario. As a result, the fund financial statements may not be suitable for another purpose. Our opinion is not modified in respect of this matter. Our report is intended solely for the Administrator of the Plan and the Financial Services Regulatory Authority of Ontario and should not be used by parties other than the Administrator of the Plan and the Financial Services Regulatory Authority of Ontario.

Other Matter

The fund financial statements for the year ended June 30, 2021 were audited by another auditor who expressed an unmodified opinion on those fund financial statements on December 16, 2021.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these fund financial statements in accordance with the financial reporting provisions of Section 76 of the Regulations to the Pension Benefits Act, 1990 (Ontario), and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of fund financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the fund financial statements, management is responsible for assessing the Plan's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters relating to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Plan or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Plan's financial reporting process.

Independent Auditor's Report (Continued)

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the fund financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these fund financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the fund financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Plan's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Plan's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the fund financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Plan to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the fund financial statements, including the disclosures, and whether the fund financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

BDO Canada LLP

Chartered Professional Accountants, Licensed Public Accountants
Oakville, Ontario
December 22, 2022

RETIREMENT PLAN OF LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Statement of Net Assets Available for Benefits


June 30, 2022, with comparative information for 2021

	2022	2021
Assets		
Cash	\$ 5,492,568	\$ 4,974,010
Contributions receivable:		
Employee	468,672	422,367
Employer	531,651	464,736
Prepaid expenses	57,375	54,956
Investments (note 4):		
Canadian pooled equity funds	56,336,593	66,931,395
Foreign pooled equity funds	130,543,214	179,007,130
Infrastructure and real assets	104,100,740	93,341,521
Canadian bonds	108,404,090	133,600,364
Mortgage funds	22,459,948	22,659,182
Cash and money market funds	7,582,770	10,294,641
Total investments	429,427,355	505,834,233
Total assets	435,977,621	511,750,302
Liabilities		
Accrued expenses	1,181,768	793,544
Accrued retirement benefits	30,347	171,044
Accrued termination benefits (note 6)	25,378,056	21,745,102
Total liabilities	26,590,171	22,709,690
Net assets available for benefits	\$ 409,387,450	\$ 489,040,612

See accompanying notes to fund financial statements.

On behalf of the Pension Committee:


 _____ Trustee


 _____ Trustee

RETIREMENT PLAN OF LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Statement of Changes in Net Assets Available for Benefits

Year ended June 30, 2022, with comparative information for 2021

	2022	2021
Increase in net assets:		
Investment income (note 5)	\$ 19,288,781	\$ 23,214,594
Net realized gain on sale of investments	11,307,774	9,591,197
Net unrealized gain on investments	-	30,262,092
Employer contributions:		
Current service	5,739,771	8,358,245
Special	819,646	1,736,308
Employee contributions:		
Required	5,436,981	6,995,265
	<u>42,592,953</u>	<u>80,157,701</u>
Decrease in net assets:		
Net unrealized loss on investments	54,972,278	-
Benefits (note 6)	63,255,005	48,024,218
Administrative expenses (note 7)	4,018,832	3,224,567
	<u>122,246,115</u>	<u>51,248,785</u>
Increase (decrease) in net assets available for benefits	(79,653,162)	28,908,916
Net assets available for benefits, beginning of year	489,040,612	460,131,696
Net assets available for benefits, end of year	<u>\$ 409,387,450</u>	<u>\$ 489,040,612</u>

See accompanying notes to fund financial statements.

RETIREMENT PLAN OF LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Fund Financial Statements

Year ended June 30, 2022

1. Plan description:

The Retirement Plan of Laurentian University of Sudbury (the "Plan") is a registered pension plan in the Province of Ontario under registration number 26701. Prior to July 1, 2011, the Plan provided for all members to earn pension benefits under hybrid defined contribution and defined benefit provisions (the "Hybrid Provisions"). Certain members commenced earning pension benefits under the final average earnings defined benefit plan provisions (the "FAE DB Provisions") for service on and after July 1, 2011. All members earned pension benefits under the FAE DB Provisions for service between July 1, 2012 and June 30, 2021. On and after July 1, 2021, all members earn pension benefits under the career average earnings defined benefit provisions (the "CAE DB Provisions"). Members retain their entitlements to pensions earned under the Hybrid Provisions and FAE DB Provisions, as applicable, for service before July 1, 2021. Entitlements under the Hybrid Provisions are determined based on member's defined contribution account balances to their date of retirement, termination of service or death, and earnings to June 30, 2021. Entitlements under the FAE DB Provisions are determined based on member's earnings to June 30, 2021.

As of April 7, 2021, active members who, upon leaving employment, have already reached their early retirement date (July 1st coincident with or next following their 55th birthday) will be eligible to receive a monthly pension and will not be eligible to elect a commuted value transfer payment option.

On February 2, 2021, the Plan's sponsor, Laurentian University, commenced a proceeding under the *Companies' Creditors Arrangement Act* ("CCAA"). In the context of the CCAA proceedings, Laurentian University, its union, and its faculty association adopted a pension term sheet, effective July 1, 2021, that was approved by court order on May 2, 2021. Included in the pension term sheet are registered pension plan design changes that limit portability, modify early retirement provisions, limit the receipt of pension benefits while employed, freeze the best average pensionable earnings, adjust for future service reduced career average earnings lifetime benefit formula integrated with enhanced CPP, and specify conditions for indexation. The pension term sheet also specifies changes to the contribution requirements of the plan sponsor and members.

Also, in the context of the CCAA proceedings, Laurentian University disclaimed its federation agreements with University of Sudbury and Thorneloe University. Accordingly, employees of these universities ceased to accrue pension benefits under the Plan effective December 31, 2021. For pension benefits accrued prior to December 31, 2021, University of Sudbury and Thorneloe University will continue to fund the pension benefits in accordance with legislative requirements. Other plan restructuring in the year included provisions whereby employees of Huntington University ceased to be members of the Plan effective June 30, 2021. As of this date, these members ceased to accrue pension benefits in the Plan and contributions into the Plan on behalf of these members ceased.

Effective July 1, 2021, the trust agreement with RBC Investor Services Trust was modified to change the name of the Plan from the "Retirement Plan of Laurentian University of Sudbury and its Federated and Affiliated Universities" to "Retirement Plan of Laurentian University of Sudbury".

RETIREMENT PLAN OF LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Fund Financial Statements

Year ended June 30, 2022

1. Plan description (Continued):

Pursuant to the pension term sheet referenced above, both the employer and employee contribute to the Plan based on a percentage of pensionable earnings. The employer is required to contribute amounts sufficient to meet the current service costs and amortize any unfunded liabilities of the Supplementary Fund in such manner as to comply with the solvency provisions of the Ontario Pension Benefits Act.

The actuary is Eckler Consultants and Actuaries and the most recent valuation was completed effective July 1, 2021 with respect to the calculated actuarially determined going concern, solvency and windup funding positions.

2. Basis of preparation:

(a) Basis of presentation:

As permitted under Section 76 of Regulation 909 to the Pension Benefits Act (Ontario), the Plan may prepare fund financial statements in accordance with Canadian accounting standards for pension plans or in accordance with Canadian accounting standards for pension plans excluding pension obligations and any resulting surplus or deficit. The Plan has prepared these fund financial statements in accordance with Canadian accounting standards for pension plans excluding pension obligations and any resulting surplus or deficit.

In selecting or changing accounting policies that do not relate to its investment portfolio or pension obligations, Canadian accounting standards for pension plans require the Plan to comply (on a consistent basis) with either International Financial Reporting Standards ("IFRS") in Part I of The Chartered Professional Accountants of Canada ("CPAC") Handbook - Accounting or Canadian accounting standards for private enterprises in Part II of the CPA Canada Handbook - Accounting. The Plan has chosen to comply on a consistent basis with IFRS.

These fund financial statements have been prepared to assist the Pension Committee of the Retirement Plan of Laurentian University of Sudbury in meeting the requirements of the Financial Services Regulatory Authority of Ontario. As a result, these fund financial statements may not be suitable for another purpose.

These fund financial statements of the Plan do not purport to show the adequacy of the Plan's assets to meet its pension obligation. Such an assessment requires additional information, such as the Plan's actuarial reports and information about the University's financial health.

(b) Functional and presentation currency:

These fund financial statements are presented in Canadian dollars, which is the Plan's functional currency.

RETIREMENT PLAN OF LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Fund Financial Statements

Year ended June 30, 2022

2. Basis of preparation (Continued):

(c) Use of estimates and judgements:

The preparation of the fund financial statements in conformity with Canadian accounting standards for pension plans and IFRS requires management to make judgements, estimates and assumptions that affect the application of accounting policies and the reported amounts of assets and liabilities at the date of the statement of net assets available for benefits and the reported amounts of changes in net assets available for benefits during the year. Actual results may differ from those estimates.

Estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. Revisions to accounting estimates are recognized in the period in which the estimates are revised and in any future years affected.

3. Significant accounting policies:

(a) Foreign currency:

Transactions in foreign currencies are translated into Canadian dollars at the exchange rate at the dates of the transactions. Monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies at the reporting date are retranslated into Canadian dollars at the exchange rate at that date.

Foreign currency differences arising on retranslation are recognized in the statement of changes in net assets available for benefits as a change in net unrealized gains on investments.

(b) Income recognition:

Investment income is recorded on an accrual basis and includes interest income, dividends and other income.

Employee and Employer contributions are recorded in the period for which payroll deductions were calculated.

(c) Financial assets and financial liabilities:

(i) Non-derivative financial assets:

Financial assets are recognized initially on the trade date, which is the date that the Plan becomes a party to the contractual provisions of the instrument. Upon initial recognition, attributable transaction costs are recognized in the statement of changes in net assets available for benefits as incurred.

The Plan measures all of its investments at fair value through the statement of changes in net assets available for benefits.

All other non-derivative financial assets including contributions receivable are measured at amortized cost.

RETIREMENT PLAN OF LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Fund Financial Statements

Year ended June 30, 2022

3. Significant accounting policies (Continued):

(c) Financial assets and financial liabilities (Continued):

(i) Non-derivative financial assets (continued):

The Plan derecognizes a financial asset when the contractual rights to the cash flows from the asset expire, or it transfers the rights to receive the contractual cash flows in a transaction in which substantially all the risks and rewards of ownership of the financial asset are transferred or in which the Plan neither transfers nor retains substantially all the risks and rewards of ownership and does not retain control of the financial asset.

On derecognition of a financial asset, the difference between the carrying amount of the asset and consideration received is recognized in the statement of changes in net assets available for benefits as a net realized gain (loss) on sale of investments.

(ii) Non-derivative financial liabilities:

All financial liabilities are recognized initially on the trade date at which the Plan becomes a party to the contractual provisions of the instrument.

The Plan derecognizes a financial liability when its contractual obligations are discharged, cancelled or expired.

Financial assets and liabilities are offset and the net amount presented in the statement of net assets available for benefits when, and only when, the Plan has a legal right to offset the amounts and it intends either to settle on a net basis or to realize the asset and settle the liability simultaneously.

The Plan considers its accrued liabilities to be a non-derivative financial liability.

(d) Fair value measurement:

Fair value is the amount for which an asset could be exchanged, or a liability settled, between knowledgeable, willing parties in an arm's length transaction on the measurement date.

In determining fair value, the Plan has adopted the guidance in IFRS 13, Fair Value Measurement ("IFRS 13"), in Part I of the CPA Canada Handbook - Accounting. As allowed under IFRS 13, if an asset or a liability measured at fair value has a bid and an ask price, the price within the bid-ask spread that is the most representative of fair value in the circumstances shall be used to measure fair value. The Plan uses closing market price as a practical expedient for fair value measurement.

When available, the Plan measures the fair value of an instrument using quoted prices in an active market for that instrument. A market is regarded as active if quoted prices are readily and regularly available and represent actual and regularly occurring market transactions on an arm's length basis.

RETIREMENT PLAN OF LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Fund Financial Statements

Year ended June 30, 2022

3. Significant accounting policies (Continued):

(d) Fair value measurement (continued):

If a market for a financial instrument is not active, then the Plan establishes fair value using a valuation technique. Valuation techniques include using recent arm's length transactions between knowledgeable, willing parties (if available), reference to the current fair value of other instruments that are substantially the same, discounted cash flow analyses and option pricing models.

The best evidence of the fair value of a financial instrument at initial recognition is the transaction price, i.e. the fair value of the consideration given or received, unless the fair value of that instrument is evidenced by comparison with other observable current market transactions in the same instrument or based on a valuation technique whose variables include only data from observable markets. When transaction price provides the best evidence of fair value at initial recognition, the financial instrument is initially measured at the transaction price and any difference between this price and the value initially obtained from a valuation model is subsequently recognized in profit or loss on an appropriate basis over the life of the instrument but not later than when the valuation is supported wholly by observable market data or the transaction is closed out.

All changes in fair value, other than interest and dividend income and expense, are recognized in the statement of changes in net assets available for benefits as part of the net unrealized gains on investments.

Fair values of investments are determined as follows:

- (i) Pooled funds and investments in limited partnerships are recorded at fair value based on net asset values obtained from each of the funds' administrators.
- (ii) Bonds and equities are valued at year-end quoted closing prices where available. Where quoted prices are not available, estimated fair values are calculated using comparable securities.
- (iii) Short-term notes and treasury bills maturing within a year are stated at cost, which together with accrued interest income approximates fair value given the short-term nature of these investments.

(e) Net realized gain (loss) on sale of investments:

The net realized gain (loss) on sale of investments is the difference between proceeds received and the average cost of investments sold.

(f) Income taxes:

The Plan is a registered pension plan, as defined by the Income Tax Act (Canada) and, accordingly, is not subject to income taxes.

(g) Pension Benefits:

Pension payments are shown as expenditures in the period of payment with the exception of terminations which are accrued at the year-end date.

RETIREMENT PLAN OF LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Fund Financial Statements

Year ended June 30, 2022

4. Investments:

(a) Investments by type:

	2022 Fair Value	2022 Cost	2021 Fair Value	2021 Cost
Canadian pooled equity funds	\$ 56,336,593	\$ 54,084,906	\$ 66,931,395	\$ 55,904,939
Foreign pooled equity funds	130,543,214	119,170,779	179,007,130	129,933,316
Infrastructure and real estate	104,100,740	80,388,356	93,341,521	78,034,350
Canadian bonds	108,404,090	126,805,083	133,600,364	135,462,417
Mortgage funds	22,459,948	22,890,887	22,659,182	22,123,516
Cash and money market funds	7,582,770	7,582,770	10,294,641	10,294,641
	\$ 429,427,355	\$ 410,922,781	\$ 505,834,233	\$ 431,753,180

(b) Investment allocation:

(i) By manager (percentage of total investments at fair value):

	Fund Policy %	Target %	2022 %	2021 %
Mawer Investment Management Ltd. – balanced	30-45	37.5	36.7	38.5
RBC Global Asset Management – global equity	10-25	17.0	14.6	16.4
RBC Global Asset Management – core plus	10-30	20.5	18.0	19.8
Real Estate Manager	5-15	10.0	12.4	9.0
Infrastructure Managers	5-15	10.0	11.8	9.6
Mortgage Manager	0-10	5.0	5.2	4.5
Cash			1.3	2.2
		100.0	100.0	100.0

RETIREMENT PLAN OF LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Fund Financial Statements

Year ended June 30, 2022

4. Investments (Continued)

(b) Investment allocation (continued):

(ii) Overall asset allocation policy (percentage of total investments at fair value):

	Fund Policy %	Target %	2022 %	2021 %
Cash	0.0 - 10.0	0.0	4.6	4.0
Fixed income	22.5 - 47.5	30.0	24.6	25.8
Mortgages	0.0 - 10.0	5.0	5.1	4.5
Total fixed income	30.0 - 50.0	35.0	34.3	34.3
Canadian equities	7.5 - 25.0	15.0	12.4	13.0
Foreign equities	20.0 - 40.0	30.0	29.4	34.7
Total equities	35.0 - 55.0	45.0	41.8	47.7
Infrastructure	5.0 - 15.0	10.0	11.5	9.0
Real estate	5.0 - 15.0	10.0	12.4	9.0
Total real assets	15.0 - 25.0	20.0	23.9	18.0
		100.0	100.0	100.0

RETIREMENT PLAN OF LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Fund Financial Statements

Year ended June 30, 2022

5. Investment income:

	2022	2021
Canadian pooled equity funds	\$ 7,529,223	\$ 5,427,544
Foreign pooled equity funds	4,557,223	3,626,569
Infrastructure and real assets	2,943,739	4,051,823
Canadian bonds	3,472,062	9,293,573
Mortgage funds	767,371	771,174
Cash and money market funds	19,163	43,911
	\$ 19,288,781	\$ 23,214,594

6. Benefits:

	2022	2021
Retirement benefits	\$ 17,091,755	\$ 14,779,131
Termination benefits	45,507,799	33,064,735
Death benefits	655,451	180,352
	\$ 63,255,005	\$ 48,024,218

The Plan recognizes the full amount of termination benefits at the time a member applies to receive a commuted value payout. The Plan has a wind-up funding deficiency and therefore defers a portion of certain termination benefits. The amounts deferred bear interest at prescribed rates. The deferred amounts, plus interest, are reflected as a liability and will be paid at the earlier of five years or the date upon which the Plan is fully funded.

RETIREMENT PLAN OF LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Fund Financial Statements

Year ended June 30, 2022

7. Administration expenses:

		2022		2021
Trustee and administrative fees	\$	180,023	\$	178,317
Actuarial and consulting fees		1,731,973		1,137,842
Investment management fees		1,813,446		1,862,499
Other		293,390		45,909
	\$	4,018,832	\$	3,224,567

RETIREMENT PLAN OF LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Fund Financial Statements

Year ended June 30, 2022

8. Statutory disclosure:

The following information is provided in respect of individual investments with a cost or fair value in excess of 1% of the cost or fair value of the Plan, as required by the Regulation to the Pension Benefits Act (Ontario).

Fund name	Fund operator	Nature of investments held	Fair value
Addenda Commercial Mortgages Pooled Funds	Addenda Management	Mortgage funds	\$ 22,459,948
JP Morgan IIF Canadian	J.P. Morgan Asset Management	Infrastructure and real assets	22,149,226
Mawer Canadian Bond Pooled Fund	Mawer Investment Management	Canadian bonds	30,340,894
Mawer Canadian Equity Pooled Fund	Mawer Investment Management	Canadian pooled equity funds	53,862,040
Mawer Canadian Money Market Fund	Mawer Investment Management	Pooled money market funds	6,160,124
Mawer Global Small Capped Fund	Mawer Investment Management	Foreign pooled equity funds	8,098,232
Mawer International Equity Pooled Fund	Mawer Investment Management	Foreign pooled equity funds	26,718,891
Mawer US Equity Fund Class O	Mawer Investment Management	Foreign pooled equity funds	31,948,705
MIRA Infrastructure Global Solution	MAM Americas	Infrastructure and real assets	28,211,290
PH&N Core Plus Bond	RBC Global Asset Management	Canadian bonds	78,063,197
RBC Global Equity Focus-O	RBC Global Asset Management	Foreign pooled equity funds	63,777,386
TD-Greystone Real Estate Fund	TD Asset Management	Infrastructure and real assets	53,740,223

RETIREMENT PLAN OF LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Fund Financial Statements

Year ended June 30, 2022

9. Capital risk management:

The Plan considers its capital to be its net assets available for benefits. The Plan's main objective when managing its capital is to sustain a certain level of net assets in order to meet the actuarially determined pension obligations of the University, which are not presented or discussed in these fund financial statements. The Plan fulfils its primary objective by adhering to specific investment policies outlined in its Statement of Investment Policies and Procedures (the "SIPP"), most recently amended and approved effective December 2021 and within the applicable regulatory limits. The Plan's SIPP is reviewed annually by the pension committee. The Plan manages net assets by engaging knowledgeable investment managers who are charged with the responsibility of investing existing funds and new funds (current year's employee and employer contributions) in accordance with the approved SIPP. Increases in net assets available for benefits are a direct result of investment income generated by investments held by the Plan and contributions in to the Plan by eligible employees and by the University. The main use of net assets available for benefits is for benefit payments to eligible Plan members. The Plan is required to file fund financial statements with the Financial Services Regulatory Authority of Ontario (FSRA).

The primary investment objective of the Plan is to ensure the assets are invested in a prudent manner so that sufficient assets, investment earnings and liquidity are available to meet the Plan's obligations, in conformance with all applicable pension legislation. The Plan seeks to maximize total return, while protecting capital and minimizing risk. In specific terms, the pension committee identified an overall investment objective for the Plan to earn a total fund average annual rate of return over any given four-year period equal to the greater of: a) at least 3% plus the average annual increase in the Consumer Price Index, b) the return of a passively managed balanced portfolio, net of fees, with the asset allocation as described in the SIPP, and c) at least median when compared to a universe of similar funds. Actual results related to the Plan's investment portfolio are disclosed in Note 5.

There have been no changes in what the Plan considers to be its capital and there have been no significant changes to the Plan's capital management objectives, policies and processes in the year.

10. Financial instrument risks:

The Plan's investing activities expose it to a variety of direct and indirect financial risks: credit risk, liquidity risk and market risk (including interest rate risk, currency risk and other price risk). These risks have not changed from the prior year.

RETIREMENT PLAN OF LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Fund Financial Statements

Year ended June 30, 2022

10. Financial instrument risks (Continued):

(a) Credit risk:

Credit risk is the risk that the counterparty to a financial instrument will fail to discharge an obligation that is entered into with the Plan. The risk of default on transactions in listed securities is considered minimal, as the trade will fail if either party to the transaction does not meet its obligation. While the Plan may be exposed to credit risk with respect to bonds, it manages this risk by primarily investing in investment-grade and government bonds. The Plan also has credit risk to the extent that contributions receivable are not collectible. The Plan manages this risk by closely monitoring delinquent contributors and ensuring late contributions and deviations are pursued.

As at June 30, 2022 the Plan's Canadian bonds by credit rating are as follows:

		2022	% of		2021	% of
		Canadian Bonds	total		Canadian Bonds	total
Cash	\$	2,341,896	2	\$	11,796,055	9
AAA		28,332,049	26		23,439,247	18
AA		30,133,300	28		43,256,733	32
A		24,896,022	23		22,028,723	16
BBB		14,113,872	13		20,085,305	15
<BBB		4,527,665	4		9,078,976	7
Unrated		1,483,200	2		1,095,814	1
Mortgages		2,576,086	2		2,819,511	2
	\$	108,404,090	100.0	\$	133,600,364	100.0

(b) Liquidity risk:

The Plan is also exposed to *liquidity risk* in the event that investments must be sold quickly. The Plan's assets are invested in securities that are traded in an active market and can be readily disposed of as liquidity needs arise, assuming orderly markets.

The Plan's investments in infrastructure, real estate and mortgages may be exposed to a higher degree of liquidity risk.

RETIREMENT PLAN OF LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Fund Financial Statements

Year ended June 30, 2022

10. Financial instrument risks (Continued):

(c) Market risk:

Interest rate risk arises from the possibility that changes in interest rates will affect the fair value of financial instruments. It arises when the Plan invests in interest-sensitive investments such as bonds and other fixed income investments that will fluctuate due to changes in prevailing levels of market interest rates. The Plan mitigates this risk by investing in interest-bearing investments with varying maturity dates. As at June 30, the terms to maturity of interest-bearing investments are as follows:

2022 (millions)	Less than 1 year	1 - 5 years	5 - 10 years	> 10 years	Total
Canadian bonds	\$ 6	\$ 37	\$ 32	\$ 33	\$ 108

2021 (millions)	Less than 1 year	1 - 5 years	5 - 10 years	> 10 years	Total
Canadian bonds	\$ 17	\$ 34	\$ 38	\$ 45	\$ 134

As at June 30, 2022, had prevailing interest rates increased or decreased by 1%, with all other variables held constant, net assets available for benefits would have decreased or increased, by approximately \$8.0 million (2021 - \$10.6 million) respectively.

Currency risk is the risk that the value of a financial instrument will fluctuate due to changes in foreign currencies.

As at June 30, 2022, had the Canadian dollar appreciated or depreciated by 5% relative to other currencies, with all other variables held constant, net assets available for benefits would have decreased or increased, by approximately \$9.1 million (2021 - \$11.3 million) respectively.

RETIREMENT PLAN OF LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Fund Financial Statements

Year ended June 30, 2022

10. Financial instrument risks (Continued):

(c) Market risk (continued):

Other price risk is the risk that the value of financial instruments will fluctuate as a result of changes in market prices, other than those arising from interest rate risk or currency risk, whether those changes are caused by factors specific to the individual financial instrument or its issuer, or factors affecting all similar financial instruments traded in a market.

The Plan manages market risk by diversifying investments in accordance with the Statement of Investment Policies and Procedures, which is approved by the Trustees. As at June 30, 2022, had market prices of equities, pooled equity funds, infrastructure and real estate funds and mortgage funds increased or decreased by 10%, with all other variables held constant, net assets available for benefits would have increased or decreased, by approximately \$31.3 million (2020 - \$36.2 million) respectively.

(d) Financial instruments fair value hierarchy:

Disclosure of a three-level hierarchy for fair value measurements is based upon transparency of inputs to the valuation of an asset or liability as of the measurement date. The three levels are defined as follows:

Level 1:

For securities valued based on unadjusted quoted prices in active markets for identical assets.

Level 2:

For securities valued based on inputs, other than quoted prices included in Level 1, that are observable for the asset, either directly or indirectly.

Level 3:

For securities valued based on inputs that are based on unobservable market data.

As at June 30, 2022, the following table represents a summary of investments held by level:

	2022	2021
Level 1 – equity pooled funds, cash and money market funds	\$ 194,462,578	\$ 256,233,166
Level 2 – Canadian bonds	108,404,090	133,600,364
Level 3 – infrastructure and real estate and mortgage	126,560,687	116,000,703
	\$ 429,427,355	\$ 505,834,233

RETIREMENT PLAN OF LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Fund Financial Statements

Year ended June 30, 2022

10. Financial instrument risks (Continued):

(d) Financial instruments fair value hierarchy (continued):

The schedule below presents a reconciliation of Level 3 investments measured at fair value using unobservable inputs during the year. Realized and unrealized gains are included in investment income.

	2022	2021
Balance, beginning of year	\$ 116,000,703	\$ 115,582,846
Purchases	24,343	-
Sales	(1,003,549)	-
Realized gains	4,100,583	-
Unrealized fair value adjustments	7,438,607	417,857
	\$ 126,560,687	\$ 116,000,703

In the year, based on the underlying holding of the investment funds, certain investments that had previously been presented as Level 2 within the fair value hierarchy are now presented as Level 1 or Level 3 within the fair value hierarchy and the comparative amounts have been updated accordingly.

11. Impact of COVID-19:

In March 2020, the COVID-19 outbreak was declared a pandemic by the World Health Organization and has had a significant financial, market and social dislocating impact. The Plan has experienced fluctuations in the fair value of investments and investment income.

At this time, these factors present uncertainty over future cash flows, may cause significant changes to the investment value and may have a significant impact on net assets available for benefits. As indicated in Note 9, capital risk management, capital is managed by engaging knowledgeable investment managers who are charged with the responsibility of investing existing funds and new funds (current year's employee and employer contributions) in accordance with the approved SIPP. An estimate of the financial effect is not practicable at this time.

12. Comparative Amounts

Certain comparative figures presented in the financial statements have been reclassified to conform with the current year's presentation.



RETIREMENT PLAN OF LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

AUDIT FINDINGS REPORT TO THE PENSION COMMITTEE

December 22, 2022



Tel: 289-881-1111
Fax: 905-845-8615
www.bdo.ca

BDO Canada LLP
360 Oakville Place Drive
Oakville, ON L6H 6K8 Canada

December 22, 2022

Pension Committee of the
Retirement Plan of Laurentian University of Sudbury

Dear Pension Committee:

We are pleased to present the results of our audit of the financial statements for the Retirement Plan of Laurentian University of Sudbury (the "Plan"), for the year ended June 30, 2022.

The purpose of our report is to summarize certain aspects of the audit that we believe to be of interest to the Pension Committee and should be read in conjunction with the draft financial statements and our draft audit reports.

This report has been prepared solely for the use of the Pension Committee and should not be distributed without our prior consent. Consequently, we accept no responsibility to a third party that uses this communication.

We wish to express our appreciation for the co-operation we received during the audit from the staff, who have assisted us in carrying out our work. We look forward to meeting with you to discuss the contents of this report and any other matters that you consider appropriate.

Yours truly,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'D. Veld', is written over a light blue horizontal line.

David M. Veld, CPA, CA
Partner through a corporation

BDO Canada LLP
Chartered Professional Accountants, Licensed Public Accountants

TABLE OF CONTENTS

Executive Summary	4
Terms of Reference	6
Responsibilities	6
Audit Strategy	7
Materiality	8
Audit Findings	8
Fraud Discussion	9
Internal Control Matters	11
Other Matters	11
Appendix A - Independence Letter	
Appendix B - Representation Letter	
Appendix C - Engagement Letter	

EXECUTIVE SUMMARY

STATUS OF THE AUDIT

As of the date of this report, we have substantially completed our audit of the 2022 financial statements, pending the completion of the following items:

- ▶ Receipt of signed management representation letter
- ▶ Subsequent events review through to financial statement approval date
- ▶ Approval of financial statements by the Pension Committee

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. The objective of our audit was to obtain reasonable, not absolute, assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

MATERIALITY

For the purposes of our audit, we have concluded that materiality levels based on 2% of net assets, is appropriate. Final materiality was \$8,000,000.

INDEPENDENCE

Appendix A provides our annual letter confirming our independence.

AUDIT FINDINGS

Our audit focused on the risks specific to your business and key accounts.

ADJUSTED AND UNADJUSTED DIFFERENCES

All adjusted differences identified during the course of our audit engagement have been discussed with the Pension Committee.

There were no unadjusted differences identified by us through the course of our audit engagement.

MANAGEMENT REPRESENTATION

During the course of our audit, management and the Pension Committee made certain representations to us. These representations were verbal or written and therefore explicit, or they were implied through the financial statements. We were provided with representations in response to specific queries from us, as well as unsolicited representations. Such representations were part of the evidence gathered by us to be able to draw reasonable conclusions on which to base our audit opinion. These representations were documented by including in the audit working papers memoranda of discussions with the Pension Committee and written representations received.

We have provided you with a copy of the management representation letter which summarizes the representations we have requested in Appendix B.

FRAUD DISCUSSION

Through our planning process, and current and prior years' audit, we have developed an understanding of your oversight processes. We are not currently aware of any fraud.

If you are aware of changes to process or are aware of any instances of actual, suspected or alleged fraud affecting the Plan we request that you provide us with this information.

INTERNAL CONTROL MATTERS

We are required to report to you in writing, any significant deficiencies in internal control that we have identified. A significant deficiency is defined as a deficiency or combination of deficiencies in internal control that, in the auditor's professional judgment, is of sufficient importance to merit the attention of the Pension Committee.

There were no significant deficiencies in internal control identified.

TERMS OF REFERENCE

Our overall responsibility is to form and express an opinion on the financial statements. These financial statements are prepared by management with oversight by the Pension Committee. The audit of the financial statements does not relieve the management or the Pension Committee of their responsibilities. The scope of our work, as confirmed in our engagement letter (Appendix C), is set out below.

ENGAGEMENT OBJECTIVES

- Forming and expressing an audit opinion on the financial statements.
- Present significant findings to the Pension Committee including key audit and accounting issues, any significant deficiencies in internal control and any other significant matters arising from our work.
- Provide timely and constructive management letters, if applicable. This will include deficiencies in internal control identified during our audit.
- Consult regarding accounting and reporting matters as requested throughout the year.
- Work with the management and Pension Committee towards the timely issuance of financial statements, and tax returns, as applicable.

RESPONSIBILITIES

It is important for the Pension Committee to understand the responsibilities that rest with the management, those that rest with the external auditor and the responsibilities of those charged with governance. BDO's responsibilities are outlined within the engagement letter. The oversight and financial reporting responsibilities of the management and the Pension Committee are summarized below.

MANAGEMENT'S RESPONSIBILITIES

- Maintain adequate accounting records and maintain an appropriate system of internal control for the Plan.
- Select and consistently apply appropriate accounting policies.
- Prepare the annual financial statements in accordance with the financial reporting provisions of Section 76 of Regulation 909 under the Pension Benefits Act, 1990 (Ontario).
- Safeguard the Plan's assets and take reasonable steps for the prevention and detection of fraud and other irregularities.
- Make available to us, as and when required, all of the Plan's accounting records and related financial information.

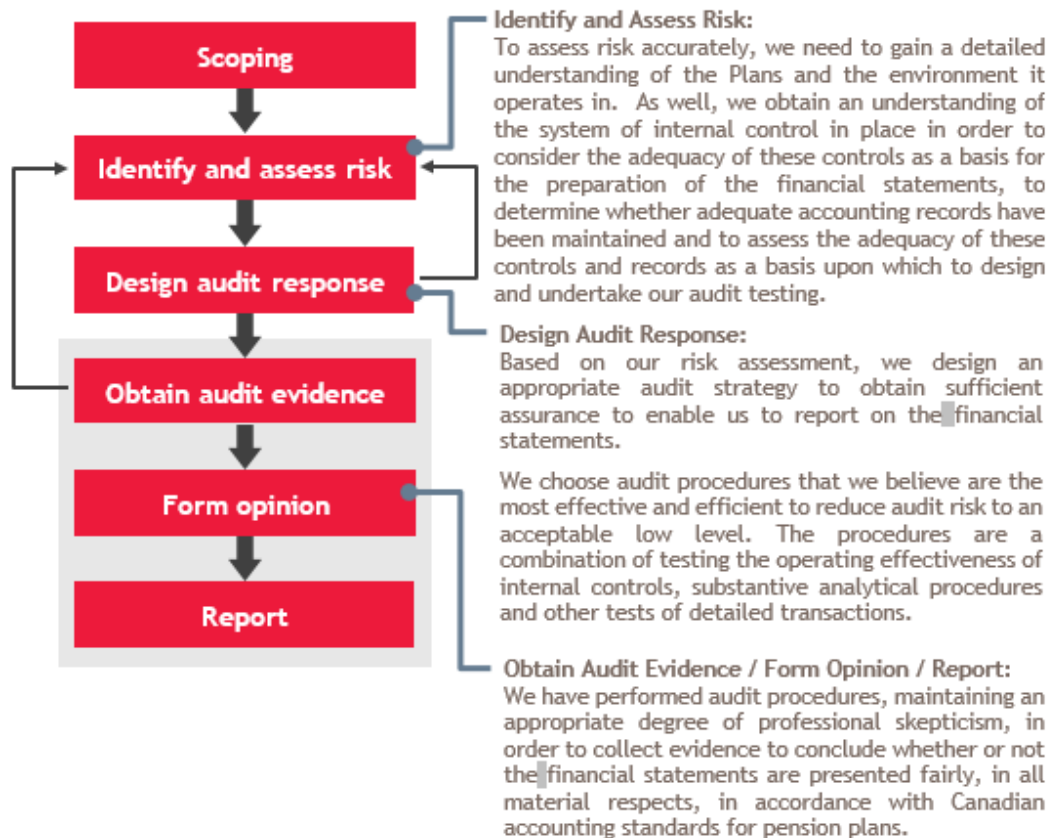
PENSION COMMITTEE'S RESPONSIBILITIES

- Engage the external auditor for the purpose of issuing an independent auditor's report.
- Facilitate the resolution of disagreements between the management and the external auditor regarding financial reporting matters.
- Pre-approve all non-audit services to be provided to the Plan by the external auditor.
- Review and approve the financial statements.

AUDIT STRATEGY

Our overall audit strategy involved extensive partner and manager involvement in all aspects of the planning and execution of the audit and was based on our overall understanding of the Plan.

We performed risk-based audit which allowed us to focus our audit effort on higher-risk areas and other areas of concern for the Pension Committee.



MATERIALITY

Misstatements, including omitted financial statement disclosures, are considered to be material if they, individually or in aggregate, could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of the financial statements.

Judgments about materiality are made in light of surrounding circumstances and include an assessment of both quantitative and qualitative factors and can be affected by the size or nature of a misstatement, or a combination of both.

For the purposes of our audit, we have concluded that materiality levels based on 2% of net assets, is appropriate. Final materiality was \$8,000,000.

AUDIT FINDINGS

As part of our ongoing communications with you, we are required to have a discussion on our views about significant qualitative aspects of the Plan's accounting practices, including accounting policies, accounting estimates and financial statement disclosures. In order to have a frank and open discussion, these matters will be discussed verbally with you. A summary of the key discussion points are as follows:

ADJUSTED AND UNADJUSTED DIFFERENCES

All adjusted differences identified during the course of our audit engagement have been discussed with the management.

There were no unadjusted differences identified by us through the course of our audit engagement.

FRAUD DISCUSSION

Canadian generally accepted auditing standards require us to discuss fraud risk with the Pension Committee on an annual basis. We have prepared the following comments to facilitate this discussion:

Required Discussion	BDO Response	Question to Pension Committee
<p>Details of existing oversight processes with regards to fraud.</p>	<p>Based on our discussions during the planning of our audit, the Pension Committee’s oversight processes include:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Discussions at Committee meetings; • Review of related party transactions; and • Discussions with the third-party administrator. 	<p>Are there any new processes or changes in existing processes relating to fraud since the date of our previous discussions, that we should be aware of?</p>
<p>Knowledge of actual, suspected or alleged fraud.</p>	<p>Currently, we are not aware of any actual, suspected or alleged fraud.</p>	<p>Are you aware of any instances of actual, suspected or alleged fraud affecting the Plan?</p>

AUDITOR’S RESPONSIBILITIES FOR DETECTING FRAUD

We are responsible for planning and performing the audit to obtain reasonable assurance that the financial statements are free of material misstatements, whether caused by error or fraud, by:

- Identifying and assessing the risks of material misstatement due to fraud;
- Obtaining sufficient and appropriate audit evidence regarding the assessed risks of material misstatement due to fraud, through designing and implementing appropriate responses; and
- Responding appropriately to fraud or suspected fraud identified during the audit.

The likelihood of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than the likelihood of not detecting a material misstatement resulting from error because fraud may involve collusion as well as sophisticated and carefully organized schemes designed to conceal it.

During the audit, we performed risk assessment procedures and related activities to obtain an understanding of the Plan and its environment, including the Plan's internal control, to obtain information for use in identifying the risks of material misstatement due to fraud and have made inquiries of the Pension Committee and/or management regarding:

- Their assessment of the risk that the financial statements may be materially misstated due to fraud, including the nature, extent and frequency of such assessments;
- Their process for identifying and responding to the risks of fraud in the entity, including any specific risks of fraud that have been identified or that have been brought to their attention, or classes of transactions, account balances, or disclosures for which a risk of fraud is likely to exist; and
- Management's communication, if any, to the Pension Committee regarding its processes for identifying and responding to the risks of fraud in the Plan.

Canadian Auditing Standards highlight that there is a presumed fraud risk due to management's ability to override controls that otherwise appear to be operating effectively.

In response to our risk assessment and our inquiries, we performed procedures to address the assessed risks, which included the following:

- Inquire of management, the Pension Committee, and others related to any knowledge of fraud, suspected fraud or alleged fraud;
- Perform disaggregated analytical procedures and consider unusual or unexpected relationships identified in the planning of our audit;
- Incorporate an element of unpredictability in the selection of the nature, timing and extent of our audit procedures; and
- Perform additional required procedures to address the risk of the override of controls including:
 - Testing internal controls designed to prevent and detect fraud;
 - Testing the appropriateness of a sample of adjusting journal entries and other adjustments for evidence of the possibility of material misstatement due to fraud;
 - Reviewing accounting estimates for biases that could result in material misstatements due to fraud, including a retrospective review of significant prior years' estimates; and
 - Evaluating the business rationale for significant unusual transactions.

Based upon our audit testing, we did not identify any matters that would suggest management has attempted to override controls in the financial statement process.

INTERNAL CONTROL MATTERS

During the course of our audit, we performed the following procedures with respect to the administrator's internal control environment:

- Documented operating systems to assess the design and implementation of control activities that were relevant to the audit.
- Discussed and considered potential audit risks with the management.

The results of these procedures were considered in determining, the extent and nature of substantive audit testing required.

We are required to report to you in writing, significant deficiencies in internal control that we have identified during the audit. A significant deficiency is defined as a deficiency or combination of deficiencies in internal control that, in the auditor's professional judgment, is of sufficient importance to merit the attention of the Board of Trustees.

As the purpose of the audit is for us to express an opinion on the Plan's financial statements, our audit cannot be expected to disclose all matters that may be of interest to you. As part of our work, we considered internal control relevant to the preparation of the financial statements such that we were able to design appropriate audit procedures. This work was not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of internal control.

There were no significant deficiencies in internal control identified.

OTHER MATTERS

Cybersecurity

The global economy has experienced a surge in cybersecurity attacks in recent years and, given their wealth of personal information, pension plans may be appealing targets. A fulsome cybersecurity strategy is now a baseline requirement for all organizations. Insurance may cover financial loss, assuming the organization has fully complied with the policy, however insurance is a response to an issue, as opposed to preventing it. We suggest that the Pension Committee continues to monitor its cybersecurity vulnerabilities and ensure the Plan has a cybersecurity strategy which includes training, frameworks and standards, risk assessment, governance, security operations, security engineering and incident response. Should this be of interest to the Pension Committee, we can introduce our cybersecurity team.

COVID-19

As global reactions and responses to coronavirus (COVID-19) continue to evolve and change, BDO Canada has issued a number of publications on the financial reporting and tax implications resulting from the outbreak to assist companies in navigating these challenging times. This includes publications on the accounting implications arising from changing economic conditions, understanding available government assistance, crisis management and responding to liquidity changes.

APPENDIX A
Independence Letter



Tel: 289-881-1111
Fax: 905-845-8615
www.bdo.ca

BDO Canada LLP
360 Oakville Place Drive
Oakville, ON L6H 6K8 Canada

December 22, 2022

Pension Committee of the
Retirement Plan of Laurentian University of Sudbury

Dear Pension Committee:

We have been engaged to audit the financial statements of Retirement Plan of Laurentian University of Sudbury (the "Plan") for the year ended June 30, 2022.

Canadian generally accepted auditing standards (GAAS) require that we communicate at least annually with you regarding all relationships between the Plan and our Firm that, in our professional judgment, may reasonably be thought to bear on our independence.

In determining which relationships to report, these standards require us to consider relevant rules and related interpretations prescribed by the appropriate provincial institute and applicable legislation, covering such matters as:

- Holding a financial interest, either directly or indirectly in a client;
- Holding a position, either directly or indirectly, that gives the right or responsibility to exert significant influence over the financial or accounting policies of a client;
- Personal or business relationships of immediate family, close relatives, partners or retired partners, either directly or indirectly, with a client;
- Economic dependence on a client; and
- Provision of services in addition to the audit engagement.

We are aware of the following relationships between the Plan and us that, in our professional judgment, may reasonably be thought to have influenced our independence. The following relationships represent matters that have occurred from June 28, 2022, to December 22, 2022.

We have provided assistance in the preparation of the financial statements, including adjusting journal entries and/or bookkeeping services. These services created a self-review threat to our independence since we subsequently expressed an opinion on whether the financial statements presented fairly, in all material respects, the statement of net assets available for benefits as at June 30, 2022, and the statement of changes in net assets available for benefits for the year then ended.

We, therefore, are required that the following safeguards be put in place related to the above:

- Management created the source data for all the accounting entries.
- Management reviewed and approved all journal entries prepared by us, as well as changes to financial statement presentation and disclosure.
- Someone other than the preparer reviewed the proposed journal entries and financial statements.

We hereby confirm that we are independent with respect to the Retirement Plan of Laurentian University of Sudbury within the meaning of the Rules of Professional Conduct of the Chartered Professional Accountants of Ontario as of December 22, 2022.



Tel: 289-881-1111
Fax: 905-845-8615
www.bdo.ca

BDO Canada LLP
360 Oakville Place Drive
Oakville, ON L6H 6K8 Canada

This letter is intended solely for the use of the Pension Committee and should not be used for any other purposes.

Yours truly,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'D. Veld', is written over a light blue horizontal line.

David M. Veld, CPA, CA
Partner through a corporation

BDO Canada LLP
Chartered Professional Accountants, Licensed Public Accountants

APPENDIX B
Representation Letter

Retirement Plan of Laurentian University of Sudbury
935 Chemin du Lac Ramsey
Sudbury, Ontario
P3E 3C6

December 22, 2022

BDO Canada LLP
Chartered Professional Accountants
360 Oakville Place Drive
Suite 500
Oakville Ontario
L6H 6K8

This representation letter is provided in connection with your audit of the financial statements of Retirement Plan of Laurentian University of Sudbury for the year ended June 30, 2022, for the purpose of expressing an opinion as to whether the financial statements are presented fairly, in all material respects, in accordance with the financial reporting provisions of Section 76 of Regulation 909 under the Pension Benefits Act, 1990 (Ontario).

We confirm that to the best of our knowledge and belief, having made such inquiries as we considered necessary for the purpose of appropriately informing ourselves:

Financial Statements

We have fulfilled our responsibilities, as set out in the terms of the audit engagement dated June 28, 2022, for the preparation of the financial statements in accordance with the financial reporting provisions of Section 76 of Regulation 909 under the Pension Benefits Act, 1990 (Ontario); in particular, the financial statements are fairly presented in accordance therewith.

- The methods, significant assumptions, and data used in making accounting estimates and their related disclosures are appropriate to achieve recognition, measurement and/or disclosure that are reasonable in accordance with the financial reporting provisions of Section 76 of Regulation 909 under the Pension Benefits Act, 1990 (Ontario).
- Related party relationships and transactions have been appropriately accounted for and disclosed in accordance with the requirements of the financial reporting provisions of Section 76 of Regulation 909 under the Pension Benefits Act, 1990 (Ontario).
- All events subsequent to the date of the financial statements and for which the financial reporting provisions of Section 76 of Regulation 909 under the Pension Benefits Act, 1990 (Ontario) require adjustment or disclosure have been adjusted or disclosed.
- The financial statements of the entity use appropriate accounting policies that have been properly disclosed and consistently applied.
- We have reviewed and approved all journal entries recommended by the practitioners during the audit. A list of the journal entries is attached to the representation letter.

Information Provided

- We have provided you with:
 - access to all information of which we are aware that is relevant to the preparation of the financial statements, such as records, documentation and other matters;
 - additional information that you have requested from us for the purpose of the audit; and

- unrestricted access to persons within the entity from whom you determined it necessary to obtain audit evidence.
- We are responsible for the design, implementation and maintenance of internal controls to prevent, detect and correct fraud and error, and have communicated to you all deficiencies in internal control of which we are aware.
- All transactions have been recorded in the accounting records and are reflected in the financial statements.
- We have disclosed to you all known instances of non-compliance or suspected non-compliance with laws and regulations whose effects should be considered when preparing the financial statements.
- We have disclosed to you the identity of the entity's related parties and all the related party relationships and transactions of which we are aware.

Fraud and Error

- We have disclosed to you the results of our assessment of the risk that the financial statements may be materially misstated as a result of fraud.
- We have disclosed to you all information in relation to fraud or suspected fraud that we are aware of and that affects the entity and involves:
 - the Administrator;
 - management;
 - employees who have significant roles in internal control; or
 - others where the fraud could have a material effect on the financial statements.
- We have disclosed to you all information in relation to allegations of fraud, or suspected fraud, affecting the entity's financial statements communicated by employees, former employees, analysts, regulators, or others.

General Representations

- All financial instruments have been appropriately recognized and measured in accordance with the financial reporting provisions of Section 76 of Regulation 909 under the Pension Benefits Act, 1990 (Ontario).
- Where the value of any asset has been impaired, an appropriate provision has been made in the financial statements or has otherwise been disclosed to you.
- We have provided you with significant assumptions that in our opinion are reasonable and appropriately reflect our intent and ability to carry out specific courses of action on behalf of the entity when relevant to the use of fair value measurements or disclosures in the financial statements.
- We confirm that there are no derivatives or off-balance sheet financial instruments held at year end that have not been properly recorded or disclosed in the financial statements.
- There have been no plans or intentions that may materially affect the recognition, measurement, presentation or disclosure of assets and liabilities (actual and contingent).

- The nature of all material uncertainties have been appropriately measured and disclosed in the financial statements, including all estimates where it is reasonably possible that the estimate will change in the near term and the effect of the change could be material to the financial statements.
- There were no direct contingencies or provisions (including those associated with guarantees or indemnification provisions), unusual contractual obligations nor any substantial commitments, whether oral or written, other than in the ordinary course of business, which would materially affect the financial statements or financial position of the entity, except as disclosed in the financial statements.

Other Representations Where the Situation Exists

- We have informed you of all known actual or possible litigation and claims, whether or not they have been discussed with legal counsel. Since there are no actual, outstanding or possible litigation and claims, no disclosure is required in the financial statements.

Yours truly,

Signature

Position

Signature

Position

Retirement Plan of Laurentian University of Sudbury
 Adjusting Entries
 June 30, 2022

<i>Account</i>	<i>Name</i>	<i>DR</i>	<i>CR</i>
1560	Laurentian University - Macquarie	\$ 3,733,640.10	
4220	Unrealized Gain/Loss		\$ 3,733,640.10
1570	Laurentian University - JP Morgan		\$ 3,337,131.44
4220	Unrealized Gain/Loss	\$ 3,337,131.44	

To adjust to values per investment manager confirmation for JP Morgan and Macquarie investments.

APPENDIX C
Engagement Letter

June 28, 2022

Retirement Plan of Laurentian University of Sudbury
and its Federated and Affiliated Universities (1975)
935 Chemin du Lac Ramsey
Sudbury, Ontario
P3E 3C6

**PLEASE SIGN
AND RETURN**

Attention: Michel Piche

Dear Sirs/Mesdames:

We understand that you wish to appoint us as the auditors of Retirement Plan of Laurentian University of Sudbury and its Federated and Affiliated Universities (1975) commencing with its fiscal year ended June 30, 2022.

We are pleased to accept appointment as your auditors subject to the terms and conditions of this Agreement, to which the attached Standard Terms and Conditions form an integral part. The definitions set out in the Standard Terms and Conditions are applicable throughout this Agreement. This Agreement will remain in place and fully effective for future years until varied or replaced by another relevant written agreement.

David M. Veld, CPA, CA will be the Engagement Partner for the audit work we perform for you. The Engagement Partner will call upon other individuals with specialized knowledge to assist in the performance of services.

Our Role as Auditors

We will conduct our audit(s) in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements prepared in accordance with the financial reporting provisions of Section 76 of Regulation 909 to the Pension Benefits Act (Ontario) are free from material misstatement. An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. Our audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by you, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

Because of the inherent limitations of an audit, together with the inherent limitations of internal control, there is an unavoidable risk that some material misstatements, whether by fraud or error, may not be detected, even though the audit is properly planned and performed in accordance with Canadian generally accepted auditing standards.

In making our risk assessments, we consider internal control relevant to your preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of your internal controls. However, we will communicate to you concerning any significant deficiencies in internal controls relevant to the audit of the financial statements that we have identified during the audit.



We will also communicate matters required by professional standards, to the extent that such matters come to our attention, to you, those charged with governance and/or the Administrator.

Reporting

Our audit will be conducted on the basis that the financial statements have been prepared in accordance with the financial reporting provisions of Section 76 of Regulation 909 to the Pension Benefits Act (Ontario).

Our independent auditor's report will be substantially in the form set out in Canadian Auditing Standard (CAS) 700. The form and content of our report may need to be amended in the light of our audit findings. If we are unable to issue or decline to issue an audit report, we will discuss the reasons with you and seek to resolve any differences of view that may exist.

Role of Administrator and Those Charged with Governance

You acknowledge and understand that you have responsibility for:

- (a) the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with the financial reporting provisions of Section 76 of Regulation 909 to the Pension Benefits Act (Ontario). The audit of the financial statements does not relieve you of your responsibilities;
- (b) such internal controls as you determine are necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error; and
- (c) providing us with:
 - access, in a timely manner, to all information of which you are aware that is relevant to the preparation of the financial statements such as records, documentation and other matters;
 - additional information that we may request for the purpose of the audit;
 - unrestricted access to persons within the entity from whom we determine it is necessary to obtain audit evidence;
 - financial and non-financial information (other information) that will be included in document(s) containing financial statements and our audit report thereon prior to the date of our auditor's report. If it is not possible to provide all the other information prior to the date of our auditor's report, you are responsible for provision of such other information as soon as practicable; and
 - written confirmation concerning representations made to us in connection with the audit. If appropriate and adequate written representations are not provided to us, professional standards require that we disclaim an audit opinion.

Communication with the Securities Regulators

If the financial statements, supporting schedules and our audit thereon are included in a document required by securities legislation, they may be subject to review and comment by the staff of a securities regulator and to their interpretation of the applicable rules and regulations. This may involve discussions and communications with them, and/or the submission of supplemental data in connection with their review. You agree to inform us of any discussion, communication or submission, which may have bearing on the financial statements, schedules



and other financial data in the filings and furnish us with copies of related written communications. If we are involved in such communications with the staff of a securities regulator, we will inform you and provide you with copies of the relevant communications.

Financial Statement Services

We will obtain your approval, if during the course of our engagement we:

- (a) prepare or change a journal entry; or
- (b) prepare or change an account code or a classification for a transaction.

As agreed, we will provide assistance in the preparation of the financial statements.

These services create a threat to our independence. We, therefore, require that the following safeguards be put into place:

- (a) that you create the source data for all accounting entries;
- (b) that you develop any underlying assumptions for the accounting treatment and measurement of entries; and
- (c) that you review and approve the draft financial statements, including the notes to the financial statements.

Tax Services

Our audit is conducted primarily to enable us to express an opinion on the financial statements. The audit process is not designed to provide us with a full understanding of your tax situation and in particular, to allow us to determine whether the entity has specific tax compliance issues. We understand that you are not looking to BDO to provide you with any guidance or advice in regard to tax planning or compliance.

Additional Services

We are available to provide a wide range of services beyond those outlined in this Agreement. To the extent that any additional services that we provide to you that are not provided under a separate written engagement agreement, the provisions of this Agreement will apply to the services.

Fee Estimation

The estimated fee for this engagement is as follows:

Audit services: \$32,000

For each future year we will issue a Summary of Services providing details of our Services and fees.

We will notify you on a timely basis if there are any circumstances we encounter which could significantly affect our initial estimate of professional fees. Our fees will be invoiced and payable as follows:

- \$8,000 prior to commencing annual assurance engagement;
- \$11,200 interim payment;
- \$11,200 prior to issuance of assurance report; and



- \$1,600 within 10 days after issuance of our final invoice along with any additional required final payments.

We reserve the right to suspend our Services if any of our invoices become delinquent. Fees that are not paid within 30 days of an invoice or by a specified payment deadline will be considered delinquent.

Additional information relating to our fees is provided in the Standard Terms and Conditions.

Terms and Conditions

The terms of the Client-Supplier Agreement dated the 10th of June 2022 will apply to this engagement.

Please sign and return the attached copy of this Agreement to indicate your agreement with it. If you have any questions concerning this Agreement, please contact us before signing it.

It is a pleasure for us to be of service and we look forward to many future years of association with you.

Yours truly,

BDO Canada LLP

Chartered Professional Accountants, Licensed Public Accountants

Agreement of all the terms and conditions in this Agreement is hereby acknowledged by:

Retirement Plan of Laurentian University of Sudbury and its Federated and Affiliated Universities (1975)

August 22, 2022

Signature

Date

Normand Lavallee

AVP, Financial Services

Name (please print)

Position

Please carefully review this Agreement including the Client-Supplier Agreement prior to signing it. A complete copy of the signed engagement letter should be returned to us.



Sommaire au Conseil des gouverneurs

CONSEIL DES GOUVERNEURS

Titre à l'ordre du jour	Projets d'entretien différé
Séance ouverte/à huis clos :	Ouverte

Point

Action demandée	<input checked="" type="checkbox"/> Pour approbation <input type="checkbox"/> Pour information
Proposé par	COMITÉ DE L'AMÉNAGEMENT ET DE LA PLANIFICATION
Présenté par	Président du comité, M. David Harquail Vice-président, Finances et Administration, M. Michel Piché

1. OBJET

Fournir un état des projets d'entretien différé et l'autorisation d'exécuter les projets prévus pour 2023-2024.

SOMMAIRE

Les projets d'entretien différé à l'Université Laurentienne sont gérés par le Service des installations. Traditionnellement, ils étaient sélectionnés en fonction de leur caractère essentiel, de l'accessibilité, de la sécurité et du financement disponible.

Le Service des installations a récemment transmis au Comité de l'aménagement et de la planification des biens un plan quinquennal d'entretien différé (29 septembre 2022) basé sur les prévisions financières de l'Université soumises au ministère des Collèges et Universités (MCU). Ce plan prévoit des dépenses d'entretien différé de 7,6 millions de dollars par an (des détails se trouvent dans l'annexe 2).

PROJETS PROPOSÉS D'ENTRETIEN DIFFÉRÉ POUR 2023-2024

Le Service des installations a recensé plusieurs projets essentiels d'entretien différé à réaliser au cours de l'exercice 2023-2024, totalisant 8,4 millions de dollars (annexe 1), par rapport aux prévisions du plan quinquennal de 7,6 millions de dollars. De ce montant, des projets d'une valeur de 2,6 millions de dollars devraient être financés par le Programme de renouvellement des installations, et 5,8 millions de dollars par le fonds de fonctionnement de la Laurentienne. Les projets comprennent également 1,6 million de dollars pour des projets auxiliaires (résidence). Il est important de noter que pour respecter les délais de construction de 2023-2024, un processus d'appel d'offres doit débiter au plus tard en février 2023.

RÉSOLUTION À CONSIDÉRER [si elle présentée pour approbation]

Que le conseil des gouverneurs approuve les projets d'entretien différé 2023-24 totalisant 8,4 millions de dollars, sous réserve du financement recommandé par le Comité des finances et de l'approbation du Conseil, tels que présentés à sa réunion du 17 février 2023.
l'approbation du Conseil, tels que présentés lors de sa réunion du 17 février 2023.

2. ANALYSE DES RISQUES

Veuillez indiquer ci-dessous le ou les risques pour l'Université que cette proposition vise.	
<input type="checkbox"/> Gestion des inscriptions	<input checked="" type="checkbox"/> Relations avec les intervenants
<input type="checkbox"/> Corps professoral et personnel	<input type="checkbox"/> La réputation
<input type="checkbox"/> Financement et gestion des ressources	<input type="checkbox"/> Activités de recherche
<input type="checkbox"/> Services de TI, logiciels et matériel	<input checked="" type="checkbox"/> Sécurité
<input type="checkbox"/> Leadership et changement	<input type="checkbox"/> Réussite des étudiants
<input checked="" type="checkbox"/> Infrastructure physique	

3. RECOMMANDATIONS

Le Service des installations a élaboré un plan quinquennal de renouvellement des immobilisations afin de régler son arriéré d'entretien différé, précédemment estimé à 135 millions de dollars en 2019. Pour 2023-2024, l'administration recommande au Comité d'approuver la liste des projets totalisant 8,4 millions de dollars, sous réserve de l'approbation du financement par le Comité des finances et le Conseil.

A Contexte/Description de la question

PROJETS RÉCENTS D'ENTRETIEN DIFFÉRÉ

Depuis 2020, le Service des installations a réalisé des projets d'entretien différé basés uniquement sur le financement fourni par le Programme de renouvellement des installations (PRI) du MCU. Les récents projets d'entretien différé ont inclus :

Projets financés par le PRI en 2020-2021 :

Remplacement du toit inférieur de l'édifice des Arts	\$ 24 715
Remplacement du revêtement extérieur des Sciences de l'éducation	871 400
Remplacement du compresseur du refroidisseur de JND	86 650
Remplacement du commutateur électrique des Sciences 2A	151 650
Remplacement de l'aspirateur de laboratoire des Sciences 1	69 110
Modernisation du réservoir de carburant de la génératrice d'urgence (concept)	20 530

Modernisation du système de contrôle automatique des bâtiments (CAB) 405 505

\$ 1 629 560

Projets financés par le PRI en 2021-2022 :

Remplacement du toit et du VRC des Sciences de la santé	\$ 293 350
Concepts de toits (édifices RD Parker, Alphonse Raymond, Sciences 2A)	4 115
Remplacement de l'humidificateur du CVCA de l'EMNO	123 445
Concepts de génératrices d'urgence	11 600
Remplacement du refroidisseur de l'édifice Alphonse Raymond	<u>356 000</u>
	\$ 788 510

Projets financés par le PRI en 2022-2023 :

Remplacement du toit de l'édifice Ben Avery	\$1 189 350
Concepts de toits (Arts, Sciences 1, Sciences 1/2A/2B inférieur, Parker 11°)	70 900
Remplacements de chaudières (CVL et EAM)	164 100
Mises à niveau au CVL et du CAB pneumatique	156 450
Réparation d'escaliers extérieurs (concept)	44 250
Mises à niveau du système énergétique d'urgence de JND	207 000
Remplacement de génératrices d'urgence d'installations	175 000
Mises à niveau des toilettes du campus	150 000
Programme d'amélioration des voies du campus (services de consultation)	<u>150 000</u>
	\$2 307 050

Les projets indiqués pour 2022-2023 devraient être achevés d'ici le 31 mars 2023, conformément aux exigences de financement du PRI pour 2022-2023.

B Alignement sur l'objectif stratégique de l'Université

La présentation des projets d'entretien différé 2023-24 de la Laurentienne et de son plan quinquennal d'entretien d'entretien différé quinquennal répond à la recommandation de la vérificatrice générale de fournir de l'information sur rapport annuel de l'Université sur l'entretien du cycle de vie des immobilisations qui indique clairement les secteurs importants où l'entretien est reporté.

C Autres options envisagées (s'il y a lieu)

Le montant du financement alloué aux projets d'entretien différé a été déterminé en fonction de la capacité de l'Université de réaliser ces projets et du plan financier quinquennal approuvé par MCU dans le cadre du financement du prêt de sortie aux termes de la LACC.

D Risques, y compris la conformité aux lois

Il a été démontré que le coût de réparation de systèmes défaillants est 80 % plus élevé que celui de la maintenance proactive ou du remplacement de ces systèmes. Le renouvellement/remplacement proactif et stratégique prolonge la durée de vie de nos installations et réduit les coûts opérationnels associés aux réparations d'urgence. Les risques de sous-investissement dans le renouvellement des immobilisations (entretien différé) pourraient avoir un effet sur le recrutement et l'atteinte des objectifs stratégiques de l'Université. D'autres risques concernent l'approvisionnement et la construction. Les coûts de la main-d'œuvre et des matériaux peuvent être influencés par les fluctuations de l'offre et de la demande. Afin d'atténuer ces risques, la planification stratégique des projets est nécessaire pour coordonner et effectuer les améliorations prévues avec des fournisseurs sélectionnés qui connaissent l'infrastructure du campus.

E Considérations financières (s'il y a lieu)

Comme indiqué dans les prévisions financières transmises au MCU, la Laurentienne prévoit de dépenser environ 7,6 millions de dollars par an pour la période 2023-2024 à 2027-2028 afin de régler son entretien différé, dont une partie est incluse dans le budget de fonctionnement (entre 4,1 et 4,5 millions de dollars par an) et l'autre partie dans le budget d'immobilisations.

F Avantages

Un campus bien entretenu attirera de nouveaux étudiants et soutiendra les activités de recherche. En investissant dans nos actifs, en coordonnant stratégiquement les améliorations fonctionnelles et en coordonnant les exigences du projet avec les principaux intervenants, la Laurentienne sera en mesure d'attirer de nouveaux étudiants, de gérer les coûts opérationnels et d'améliorer sa réputation en tant que campus dont on peut être fier.

G **Consultations**

En cours avec le :

- o Comité de l'aménagement et de la planification des biens
- o Conseil des gouverneurs

H **Prochaines étapes**

Appel d'offres, attribution du contrat, construction et/ou consultation pour la période de construction de 2023.

I **Annexe**

1. Plan d'entretien différé de la Laurentienne pour 2023-2024 à 2027-2028
2. Liste des projets

CAMPUS RENEWAL AND PROJECTS LIST 2023 TO 2024

DEFERRED MAINTENANCE (DM) FUNDS BREAKDOWN	DM FUNDS
DM for Facilities and Building Systems	\$1,946,042
DM for Accessibility and Equity	\$500,000
DM for Safety	\$500,000
DM for Civil and Underground Infrastructure	\$500,000
DM for Residences	\$1,714,785
Self-Funded Projects	\$0.00
External funding (incl. FRP)	\$2,410,200
Total DM Funds	\$7,571,027

1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Alphonse Raymond roofing replacement	\$1,400,000	\$210,000	\$241,500	\$63,136	\$1,915,000
Emergency Generator Fuel Tank Replacements/Repairs Construction	\$260,000	\$15,000	\$41,250	\$10,784	\$328,000
Ben Avery Pool Repairs	\$300,000	\$5,200	\$0	\$0	\$306,000
Science 2 Steam Boiler Replacement	\$450,000	\$0	\$0	\$0	\$450,000
Incoming water at SC1, piping and pump replacements	\$110,000	\$16,500	\$18,975	\$4,961	\$150,500
Facility Condition Assessment		\$80,000			\$80,000
Subtotals 1	\$2,520,000	\$326,700	\$301,725	\$78,881	\$3,229,500
DM Buildings and Facilities underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$1,283,458

2 - ACCESSIBILITY AND EQUITY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Subtotals 2	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0
DM Accessibility and Equity underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$500,000

3 - SAFETY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Arts Building Corridor Improvements (asbestos removal, lighting and heating)	\$750,000	\$21,500	\$50,000	\$28,013	\$850,000
Subtotals 3	\$750,000	\$21,500	\$50,000	\$28,013	\$850,000
DM Safety underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$350,000

4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Campus Roadway Renewal	\$90,000	\$13,500	\$15,525	\$4,059	\$123,100
Subtotals 2	\$90,000	\$13,500	\$15,525	\$4,059	\$123,100
DM Infrastructure and Site underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$376,900

5 - RESIDENCE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
MSR renewal (exterior envelope and stairs) design		\$42,000	\$6,300	\$1,647	\$50,000
UCR remove exterior stairs and build a new walkway	\$300,000	\$30,000	\$40,100	\$12,620	\$382,800
Residence Roofing audit		\$50,000			\$50,000
East residence cladding review	\$20,000	\$3,000	\$3,450	\$902	\$28,000
Food Services renovation design		\$60,000	\$9,000	\$2,353	\$71,400
Residence Flooring Renewal Program	\$300,000	\$45,000	\$51,750	\$13,529	\$411,000
Residence Common Area Renewal Program	\$250,000	\$37,500	\$43,125	\$11,274	\$342,000
Campus Washroom Renewal Program (student street)	\$200,000	\$30,000	\$34,500	\$9,019	\$274,000
Subtotals 3	\$1,070,000	\$297,500	\$188,225	\$51,345	\$1,609,200
DM Residence underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$105,585

LU FUNDED TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	\$2,520,000	\$326,700	\$301,725	\$78,881	\$3,229,500
2 - ACCESSIBILITY AND EQUITY	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0
3 - SAFETY	\$750,000	\$21,500	\$50,000	\$28,013	\$850,000
4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	\$90,000	\$13,500	\$15,525	\$4,059	\$123,100
5 - RESIDENCE	\$1,070,000	\$297,500	\$188,225	\$51,345	\$1,609,200
Proposed Spending (All Subtotals)	\$3,680,000	\$637,700	\$505,475	\$134,285	\$5,811,800
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$650,973

EXTERNAL FUNDED PROJECT LIST	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Science 2A mechanical penthouse and roof replacement	\$1,459,390	\$72,970	\$229,854	\$60,091	\$1,822,400
Arts roof replacement	\$200,000	\$20,000	\$33,000	\$8,627	\$270,000
Parker lower third floor north-east, north-west, and east roof replacement	\$195,000	\$15,000	\$31,500	\$8,235	\$250,000
RD Parker Ventilation Upgrades	\$60,000	\$0	\$9,000	\$2,353	\$72,000
Science 1 Recladding design		\$50,000	\$7,500	\$1,961	\$60,000
Security Camera Upgrades (Campus Safety)	\$100,000	\$0	\$15,000	\$3,922	\$119,000
Subtotals 1	\$160,000	\$50,000	\$31,500	\$8,235	\$2,593,400
FRP funding underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$183,200

PLANNED EXPENDITURES TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Proposed Spending	\$3,840,000	\$687,700	\$536,975	\$142,520	\$8,405,200
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$834,173

CAMPUS RENEWAL AND PROJECTS LIST 2024 TO 2025

DEFERRED MAINTENANCE (DM) FUNDS BREAKDOWN	DM FUNDS
DM for Facilities and Building Systems	\$1,546,042
DM for Accessibility and Equity	\$500,000
DM for Safety	\$500,000
DM for Civil and Underground Infrastructure	\$500,000
DM for Residences	\$1,700,000
Self-Funded Projects	\$0.00
External funding (incl. FRP)	\$2,781,000
Total DM Funds	\$7,527,042

1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Parker 11th floor inverted roof replacement	\$900,000	\$135,000	\$155,250	\$40,588	\$1,240,000
Maintenance roof replacement design		\$20,000	\$0	\$682	\$20,700
Alphonse Raymond ventilation SF-1, SF-7, SF-8 and SF-9 replacement design		\$30,000	\$0	\$1,023	\$31,100
Card/RFID Access Technology Upgrade		\$20,000	\$0	\$682	\$20,700
Parker Elevator Modernization (phase 1 - south car)	\$550,000	\$52,500	\$90,375	\$23,627	\$716,600
Facility Condition Assessment		\$80,000			\$80,000
Subtotals 1	\$900,000	\$135,000	\$155,250	\$40,588	\$2,109,100
DM Building and Facilities underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$563,058

2 - ACCESSIBILITY AND EQUITY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Campus Washrooms Renewal	\$400,000	\$60,000	\$69,000	\$18,039	\$550,000
Subtotals 2	\$400,000	\$60,000	\$69,000	\$18,039	\$550,000
DM Accessibility and Equity underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$50,000

3 - SAFETY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Asbestos Management Plan Update		\$30,000	\$4,500	\$11,765	\$46,265
Subtotals 3	\$700,000	\$105,000	\$120,750	\$31,568	\$46,265
DM Safety underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$453,736

4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Campus Roadway Renewal	\$450,000	\$67,500	\$67,500	\$19,949	\$610,000
Subtotals 2	\$450,000	\$67,500	\$67,500	\$19,949	\$610,000
DM Infrastructure and Site underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$110,000

5 - RESIDENCE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
MSR elevators (Phase 1 - East car)	\$350,000	\$52,500	\$60,375	\$15,784	\$480,000
MSR interior renovations - sanitary and mechanical risers	\$750,000	\$25,000	\$116,250	\$30,392	\$921,700
UCR basement heating piping, valves, pumps, automation and electrical	\$190,000	\$28,500	\$32,775	\$8,568	\$260,000
East residence cladding review	\$15,000	\$2,250	\$2,588	\$676	\$21,000
Subtotals 3	\$1,305,000	\$108,250	\$211,988	\$55,421	\$1,682,700
DM Residence underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$17,300

LU FUNDED TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	\$900,000	\$135,000	\$155,250	\$40,588	\$2,109,100
2 - ACCESSIBILITY AND EQUITY	\$400,000	\$60,000	\$69,000	\$18,039	\$550,000
3 - SAFETY	\$700,000	\$105,000	\$120,750	\$31,568	\$46,265
4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	\$1,305,000	\$108,250	\$211,988	\$55,421	\$1,682,700
5 - RESIDENCE	\$1,305,000	\$108,250	\$211,988	\$55,421	\$1,682,700
Proposed Spending (All Subtotals)	\$2,655,000	\$310,750	\$434,738	\$115,957	\$4,998,065
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$252,023

EXTERNAL FUNDED PROJECT LIST	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
SC1 Exterior Cladding Upgrades	\$1,500,000	\$225,000	\$258,750	\$67,646	\$2,060,000
Science 1 roofing repairs/replacement	\$1,100,000	\$165,000	\$189,750	\$49,607	\$1,510,000
Alphonse Raymond electrical switchgear replacement	\$650,000	\$97,500	\$112,125	\$29,313	\$890,000
Science 2A and 2B Window Replacement	\$605,000	\$90,750	\$104,363	\$27,284	\$828,000
Subtotals 1	\$2,355,000	\$353,250	\$406,238	\$106,204	\$3,228,000
FRP funding underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$447,000

PLANNED EXPENDITURES TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Proposed Spending	\$5,010,000	\$664,000	\$840,975	\$222,161	\$8,226,065
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$699,023

CAMPUS RENEWAL AND PROJECTS LIST 2025 TO 2026

DEFERRED MAINTENANCE (DM) FUNDS BREAKDOWN	DM FUNDS
DM for Facilities and Building Systems	\$1,546,042
DM for Accessibility and Equity	\$500,000
DM for Safety	\$500,000
DM for Civil and Underground Infrastructure	\$500,000
DM for Residence	\$1,700,000
Self-Funded Projects	\$0.00
External funding (incl. FRP)	\$2,781,000
Total DM Funds	\$7,527,042

1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
SC1, 2A, 2B lower roof replacement	\$550,000	\$82,500	\$94,875	\$24,803	\$752,200
Parker Elevators Modernization (Phase 2 - north car + DA)	\$700,000	\$105,000	\$120,750	\$31,568	\$960,000
Facility Condition Assessment		\$80,000			\$80,000
Subtotals 1	\$1,250,000	\$267,500	\$215,625	\$56,372	\$1,792,200
DM Buildings and Facilities underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$246,158

2- ACCESSIBILITY AND EQUITY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Campus Washrooms Renewal	\$400,000	\$60,000	\$69,000	\$18,039	\$550,000
Subtotals 2	\$400,000	\$60,000	\$69,000	\$18,039	\$550,000
DM Accesibility and Equity underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$50,000

3- SAFETY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Arts electrical switchgear replacement	\$300,000	\$45,000	\$51,750	\$13,529	\$420,000
Subtotals 3	\$300,000	\$45,000	\$51,750	\$13,529	\$420,000
DM Safety underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$80,000

4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Great Hall patio and stairs repairs	\$350,000	\$52,500	\$60,375	\$15,784	\$478,700
Campus Roadway Renewal	\$750,000	\$0	\$0	\$25,575	\$780,000
Subtotals 4	\$750,000	\$0	\$0	\$25,575	\$1,258,700
DM Infrastructure and Site underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$758,700

5 - RESIDENCE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
UCR Elevator replacement	\$700,000.00	\$105,000	\$120,750	\$31,568	\$960,000
MSR elevators (Phase 2 - West car)	\$350,000	\$52,500	\$60,375	\$15,784	\$478,700
MSR two-pipe heating distribution system replacement	\$600,000	\$90,000	\$103,500	\$27,058	\$830,000
Subtotals 5	\$1,650,000	\$247,500	\$284,625	\$74,410	\$2,268,700
DM Residence underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$568,700

PLANNED EXPENDITURES TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	\$1,250,000	\$267,500	\$215,625	\$56,372	\$1,792,200
2- ACCESSIBILITY AND EQUITY	\$400,000	\$60,000	\$69,000	\$18,039	\$550,000
3- SAFETY	\$300,000	\$45,000	\$51,750	\$13,529	\$420,000
4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	\$750,000	\$0	\$0	\$25,575	\$1,258,700
5 - RESIDENCE	\$1,650,000	\$247,500	\$284,625	\$74,410	\$2,268,700
Proposed Spending (All Subtotals)	\$3,650,000	\$515,000	\$500,250	\$156,357	\$6,289,600
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$1,543,558

EXTERNAL FUNDED PROJECT LIST	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
SC2A Building Elevator Modernization (phase 1 south)	\$559,395	\$83,909	\$96,496	\$25,227	\$765,100
SC2B Building Elevator Modernization	\$255,000	\$38,250	\$43,988	\$11,500	\$348,800
Alphonse Raymond ventilation SF-1, SF-7, SF-8 and SF-9 replacement	\$1,235,000	\$185,250	\$213,038	\$55,695	\$1,690,000
Subtotals 1	\$2,049,395	\$307,409	\$353,521	\$92,422	\$2,803,900
FRP funding underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$22,900

PLANNED EXPENDITURES TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Proposed Spending	\$5,699,395	\$822,409	\$853,771	\$248,779	\$9,093,500
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$1,566,458

CAMPUS RENEWAL AND PROJECTS LIST 2026 TO 2027

DEFERRED MAINTENANCE (DM) FUNDS BREAKDOWN	DM FUNDS
DM for Facilities and Building Systems	\$1,546,042
DM for Accessibility and Equity	\$500,000
DM for Safety	\$500,000
DM for Civil and Underground Infrastructure	\$500,000
DM for Residence	\$1,700,000
Self-Funded Projects	\$0.00
External funding (incl. FRP)	\$2,781,000
Total DM Funds	\$7,527,042

1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Science 2B roofing repairs/replacement	\$650,000	\$97,500	\$112,125	\$29,313	\$890,000
Maintenance Building Lower Roof Replacement	\$300,000	\$45,000	\$51,750	\$13,529	\$420,000
Facility Condition Assessment		\$80,000			\$80,000
Subtotals 1	\$950,000	\$222,500	\$163,875	\$42,842	\$1,390,000
DM Buildings and Facilities underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$156,042

2- ACCESSIBILITY AND EQUITY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Campus Washrooms Renewal	\$500,000	\$75,000	\$86,250	\$22,549	\$690,000
Subtotals 2	\$500,000	\$75,000	\$86,250	\$22,549	\$690,000
DM Accessibility and Equity underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$190,000

3- SAFETY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Ben Avery electrical switchgear replacement	\$450,000	\$67,500	\$77,625	\$20,294	\$615,500
Subtotals 3	\$450,000	\$67,500	\$77,625	\$20,294	\$615,500
DM Safety underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$115,500

4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Parking Gate Technology Upgrade	\$500,000	\$20,000	\$0	\$17,732	\$540,000
Subtotals 4	\$500,000	\$20,000	\$0	\$17,732	\$540,000
DM Infrastructure and Site underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$40,000

5 - RESIDENCE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Food Services renovation design		\$50,000	\$7,500	\$1,961	\$59,500
East and West upper mechanical rooms floor sealing	\$100,000	\$15,000	\$17,250	\$4,510	\$136,800
Residence wireless access for apartments	\$350,000	\$52,500	\$60,375	\$15,784	\$480,000
UCR roof replacement	\$500,000	\$75,000	\$86,250	\$22,549	\$690,000
UCR sanitary and roof drain line replacements	\$50,000	\$7,500	\$8,625	\$2,255	\$68,400
UCR & SSR DHW backfeed	\$100,000	\$15,000	\$17,250	\$4,510	\$136,800
Subtotals 5	\$1,100,000	\$215,000	\$197,250	\$51,568	\$1,571,500
DM Residence underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$128,500

PLANNED EXPENDITURES TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	\$950,000	\$222,500	\$163,875	\$42,842	\$1,390,000
2- ACCESSIBILITY AND EQUITY	\$500,000	\$75,000	\$86,250	\$22,549	\$690,000
3- SAFETY	\$450,000	\$67,500	\$77,625	\$20,294	\$615,500
4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	\$500,000	\$20,000	\$0	\$17,732	\$540,000
5 - RESIDENCE	\$1,100,000	\$215,000	\$197,250	\$51,568	\$1,571,500
Proposed Spending (All Subtotals)	\$2,550,000	\$457,500	\$361,125	\$112,142	\$4,807,000
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$60,958

EXTERNAL FUNDED PROJECT LIST	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
SC2A Building Elevator Modernization (phase 2 - north)	\$559,395	\$83,909	\$96,496	\$25,227	\$765,100
Campus Roadway Renewal	\$1,500,000	\$225,000	\$258,750	\$67,646	\$2,051,400
Subtotals 1	\$2,059,395	\$308,909	\$355,246	\$92,873	\$2,816,500
FRP funding underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$35,500

PLANNED EXPENDITURES TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Proposed Spending	\$4,609,395	\$766,409	\$716,371	\$205,015	\$7,623,500
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$96,458

CAMPUS RENEWAL AND PROJECTS LIST 2027 TO 2028

DEFERRED MAINTENANCE (DM) FUNDS BREAKDOWN	DM FUNDS
DM for Facilities and Building Systems	\$1,546,042
DM for Accessibility and Equity	\$500,000
DM for Safety	\$500,000
DM for Civil and Underground Infrastructure	\$500,000
DM for Residence	\$1,700,000
Self-Funded Projects	\$0.00
External funding (incl. FRP)	\$2,781,000
Total DM Funds	\$7,527,042

1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Fraser Auditorium complete renovation (Phase 1)	\$1,825,000	\$273,750	\$314,813	\$82,302	\$2,500,000
Subtotals 1	\$1,825,000	\$273,750	\$314,813	\$82,302	\$2,500,000
DM Buildings and Facilities underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$953,958

2- ACCESSIBILITY AND EQUITY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Campus Washrooms Renewal	\$400,000	\$60,000	\$69,000	\$18,039	\$550,000
Subtotals 2	\$400,000	\$60,000	\$69,000	\$18,039	\$550,000
DM Accesibility and Equity underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$50,000

3- SAFETY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
		\$0	\$0	\$0	\$0
Subtotals 3	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0
DM Safety underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$500,000

4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Campus Roadway Renewal	\$200,000	\$0	\$0	\$6,820	\$210,000
Subtotals 4	\$200,000	\$0	\$0	\$6,820	\$210,000
DM Infrastructure and Site underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$290,000

5 - RESIDENCE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Food Services - upgrade to Tim's	\$550,000	\$82,500	\$94,875	\$24,803	\$760,000
Food Services - upgrade to kitchen in DA	\$350,000	\$52,500	\$60,375	\$15,784	\$480,000
SSR - HVAC Ventilation Units distribution ductwork	\$250,000	\$37,500	\$43,125	\$11,274	\$350,000
Subtotals 5	\$1,150,000	\$172,500	\$198,375	\$51,862	\$1,590,000
DM Residence underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$110,000

PLANNED EXPENDITURES TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Proposed Spending (All Subtotals)	\$3,575,000	\$506,250	\$582,188	\$159,023	\$4,850,000
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$103,958

EXTERNAL FUNDED PROJECT LIST	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Art exterior stonework remediation	\$150,000	\$22,500	\$25,875	\$6,765	\$210,000
Classroom roofing repairs	\$175,000	\$26,250	\$30,188	\$7,892	\$240,000
Underground Feed (Ramsey to SC2, SC1 to DA)	\$500,000	\$75,000	\$86,250	\$22,549	\$690,000
Arts second and third floor ceiling abatement and new lighting	\$500,000	\$75,000	\$86,250	\$22,549	\$690,000
Arts middle stairwell remediation	\$350,000	\$52,500	\$60,375	\$15,784	\$480,000
Arts east and west stairwells remediation	\$475,000	\$71,250	\$81,938	\$21,421	\$650,000
Subtotals 1	\$1,325,000	\$198,750	\$228,563	\$59,754	\$2,960,000
FRP funding underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$179,000

PLANNED EXPENDITURES TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Proposed Spending	\$4,900,000	\$705,000	\$810,750	\$218,777	\$7,810,000
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$282,958

CAMPUS RENEWAL AND PROJECTS LIST 2023 TO 2024

Item 8.1 c
17-Feb-2023
BG Open Session

DEFERRED MAINTENANCE (DM) FUNDS BREAKDOWN	DM FUNDS
DM for Facilities and Building Systems	\$1,946,042
DM for Accessibility and Equity	\$500,000
DM for Safety	\$500,000
DM for Civil and Underground Infrastructure	\$500,000
DM for Residences	\$1,714,785
Self-Funded Projects	\$0.00
External funding (incl. FRP)	\$2,410,200
Total DM Funds	\$7,571,027

1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Alphonse Raymond roofing replacement	\$1,400,000	\$210,000	\$241,500	\$63,136	\$1,915,000
Emergency Generator Fuel Tank Replacements/Repairs Construction	\$260,000	\$15,000	\$41,250	\$10,784	\$328,000
Ben Avery Pool Repairs	\$300,000	\$5,200	\$0	\$0	\$306,000
Science 2 Steam Boiler Replacement	\$450,000	\$0	\$0	\$0	\$450,000
Incoming water at SC1, piping and pump replacements	\$110,000	\$16,500	\$18,975	\$4,961	\$150,500
Facility Condition Assessment		\$80,000			\$80,000
Subtotals 1	\$2,520,000	\$326,700	\$301,725	\$78,881	\$3,229,500
DM Buildings and Facilities underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$1,283,458

2 - ACCESSIBILITY AND EQUITY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Subtotals 2	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0
DM Accessibility and Equity underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$500,000

3 - SAFETY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Arts Building Corridor Improvements (asbestos removal, lighting and heating)	\$750,000	\$21,500	\$50,000	\$28,013	\$850,000
Subtotals 3	\$750,000	\$21,500	\$50,000	\$28,013	\$850,000
DM Safety underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$350,000

4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Campus Roadway Renewal	\$90,000	\$13,500	\$15,525	\$4,059	\$123,100
Subtotals 2	\$90,000	\$13,500	\$15,525	\$4,059	\$123,100
DM Infrastructure and Site underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$376,900

5 - RESIDENCE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
MSR renewal (exterior envelope and stairs) design		\$42,000	\$6,300	\$1,647	\$50,000
UCR remove exterior stairs and build a new walkway	\$300,000	\$30,000	\$40,100	\$12,620	\$382,800
Residence Roofing audit		\$50,000			\$50,000
East residence cladding review	\$20,000	\$3,000	\$3,450	\$902	\$28,000
Food Services renovation design		\$60,000	\$9,000	\$2,353	\$71,400
Residence Flooring Renewal Program	\$300,000	\$45,000	\$51,750	\$13,529	\$411,000
Residence Common Area Renewal Program	\$250,000	\$37,500	\$43,125	\$11,274	\$342,000
Campus Washroom Renewal Program (student street)	\$200,000	\$30,000	\$34,500	\$9,019	\$274,000
Subtotals 3	\$1,070,000	\$297,500	\$188,225	\$51,345	\$1,609,200
DM Residence underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$105,585

LU FUNDED TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	\$2,520,000	\$326,700	\$301,725	\$78,881	\$3,229,500
2 - ACCESSIBILITY AND EQUITY	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0
3 - SAFETY	\$750,000	\$21,500	\$50,000	\$28,013	\$850,000
4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	\$90,000	\$13,500	\$15,525	\$4,059	\$123,100
5 - RESIDENCE	\$1,070,000	\$297,500	\$188,225	\$51,345	\$1,609,200
Proposed Spending (All Subtotals)	\$4,430,000	\$659,200	\$555,475	\$162,298	\$5,811,800
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$650,973

EXTERNAL FUNDED PROJECT LIST	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Science 2A mechanical penthouse and roof replacement	\$1,459,390	\$72,970	\$229,854	\$60,091	\$1,822,400
Arts roof replacement	\$200,000	\$20,000	\$33,000	\$8,627	\$270,000
Parker lower third floor north-east, north-west, and east roof replacement	\$195,000	\$15,000	\$31,500	\$8,235	\$250,000
RD Parker Ventilation Upgrades	\$60,000	\$0	\$9,000	\$2,353	\$72,000
Science 1 Recladding design		\$50,000	\$7,500	\$1,961	\$60,000
Security Camera Upgrades (Campus Safety)	\$100,000	\$0	\$15,000	\$3,922	\$119,000
Subtotals 1	\$2,014,390	\$157,970	\$325,854	\$85,189	\$2,593,400
FRP funding underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$183,200

PLANNED EXPENDITURES TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Proposed Spending	\$6,444,390	\$817,170	\$881,329	\$247,487	\$8,405,200
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$834,173

POUR DÉCISION

Résolution du Conseil des gouverneurs à la recommandation du Comité de l'aménagement et de la planification des biens

Objet : Approbation des projets d'entretien différé

Présentée au Conseil des gouverneurs à l'assemblée du 17 février 2023

IL EST RÉSOLU

QUE, comme présenté à l'assemblée du 17 février 2023, le Conseil des gouverneurs approuve les projets d'entretien différé pour 2023-2024 totalisant 8 400 000 \$, sous réserve du financement recommandé par le Comité des finances et de l'approbation du Conseil.

PROPOSÉ PAR :

Signature

APPUYÉ PAR :

Signature

SECRÉTAIRE INTÉRIMAIRE DE L'UNIVERSITÉ



Sommaire au Conseil des gouverneurs

CONSEIL DES GOUVERNEURS

Titre à l'ordre du jour	Piscine olympique Jenó Tihanyi
--------------------------------	--------------------------------

Séance ouverte/à huis clos :	Ouverte
-------------------------------------	---------

Point

Action demandée	<input checked="" type="checkbox"/> Pour approbation <input type="checkbox"/> Pour information
Proposé par	COMITÉ DE L'AMÉNAGEMENT ET DE LA PLANIFICATION
Présenté par	Président du comité, M. David Harquail Vice-président, Finances et Administration, M. Michel Piché

1. OBJET

Procéder aux réparations nécessaires à la réouverture sécuritaire de la piscine Jenó Tihanyi de la Laurentienne, à un coût ne dépassant pas 300 000 \$.

SOMMAIRE

La piscine est utilisée principalement par des groupes communautaires comme le Sudbury Synchro Club et le Sudbury Swim Club. Les revenus générés au cours des dernières années n'ont pas suffi à couvrir les coûts d'exploitation (voir le rapport de KPMG du 16 septembre 2020). Elle a été fermée au printemps 2020 en raison de la pandémie de COVID et vers la mi-février 2022, elle a commencé à fuir. Elle s'est vidée complètement en quelques mois. Durant le contrôle des dépenses aux termes de la LACC, le financement pour effectuer des réparations non essentielles était limité et la décision de rouvrir a été reportée. Maintenant que la Laurentienne a terminé positivement le processus lié à la LACC, il faut prendre une décision sur l'achèvement des réparations nécessaires pour rouvrir la piscine en toute sécurité à court terme, sachant qu'un soutien financier externe sera nécessaire pour assurer la viabilité financière à long terme de cette installation.

RÉSOLUTION À CONSIDÉRER [si elle présentée pour approbation]

QUE le conseil des gouverneurs approuve les travaux nécessaires pour examiner et réparer la fuite de la piscine olympique d'or Jenó Tihanyi, à un coût ne dépassant pas 300 000 \$, tel que présenté lors de la réunion du conseil. piscine olympique Jenó Tihanyi, à un coût ne dépassant pas 300 000 \$, tel que présenté à sa réunion du 17 février 2023. du 17 février 2023.

2. ANALYSE DES RISQUES

Veuillez indiquer ci-dessous le ou les risques pour l'Université que cette proposition vise.	
<input type="checkbox"/> Gestion des inscriptions <input type="checkbox"/> Corps professoral et personnel <input type="checkbox"/> Financement et gestion des ressources <input type="checkbox"/> Services de TI, logiciels et matériel <input type="checkbox"/> Leadership et changement <input checked="" type="checkbox"/> Infrastructure physique	<input checked="" type="checkbox"/> Relations avec les intervenants <input type="checkbox"/> Réputation <input type="checkbox"/> Activités de recherche <input checked="" type="checkbox"/> Sécurité <input type="checkbox"/> Réussite des étudiants

3. RECOMMANDATIONS

Il est recommandé que les fuites de la piscine relevées par Aquatic Associates soient réparées, et si cela s'avère concluant, que les lumières soient remplacées conformément aux autres recommandations de J.L. Richards. Il est également recommandé que la viabilité à long terme de la piscine et du centre sportif Ben Avery soit examinée dans le cadre du processus de planification stratégique de l'Université. Il est également recommandé que Aquatic Associates aide les Services des installations à établir un plan d'entretien différé à court terme (2-5 ans) et à long terme (10 ans et plus) pour la piscine et ses systèmes mécaniques et électriques connexes.

A Contexte/Description de la question

La piscine Jenő Tihanyi a été fermée au printemps 2020 en raison de la pandémie de COVID. À l'automne 2020, la société d'expertise-conseil en ingénierie J.L Richards a été engagée pour en évaluer l'intégrité structurelle. Son rapport fourni à l'annexe 1, reçu à la mi-février 2022, indiquait que la réparation des murs extérieurs en béton, au coût estimatif de 130 000 \$, serait nécessaire pour empêcher la structure de la piscine de se détériorer davantage. À peu près à la même époque, la piscine a commencé à fuir et s'est vidée complètement en quelques mois. Canadian Leak Detection a été engagé en mai 2022 pour examiner l'intégrité de la tuyauterie mécanique vers et depuis la piscine.

En plus des coûts de réparation indiqués par J.L. Richards et Canadian Leak Detection, des projets d'entretien différé en suspens doivent être réglés avant la réouverture. L'un d'entre eux est les plafonniers qui ont créé un risque pour la sécurité et doivent être remplacés au coût estimatif de 150 000 \$ (voir l'annexe 2). L'inspection après vidange a également révélé qu'il était nécessaire de nettoyer complètement et de réparer partiellement le carrelage immédiatement.

Le Service des installations a retenu Aquatic Associates comme expert-conseil pour diriger le processus d'examen et les réparations de la piscine (voir annexe 3). C'est une société spécialisée dans le domaine aquatique, qui fournit des services d'expertise-conseil aux exploitants et responsables de programmes d'installations aquatiques commerciales. Cette société a effectué des inspections semblables, notamment à l'Olympium d'Etobicoke à Toronto, à Dalpex à Halifax et au centre aquatique Harry Bailey à Saskatoon. Elle travaille actuellement avec la Trent University et la ville d'Elliot Lake sur le même type de mises à niveau. Elle a également travaillé avec Canadian Leak Detection.

Aquatic Associates a indiqué que le processus d'enquête pourrait nécessiter de remplir et de vider la piscine afin de vérifier l'intégrité de ses systèmes mécaniques et de sa tuyauterie. Le coût du remplissage de la piscine de 620 000 gallons est d'environ 10 000 \$.

À ce jour, la source de la ou des fuites reste inconnue. Afin de traiter correctement les problèmes opérationnels, il faut effectuer l'examen complet indiqué ci-dessus. Aquatic Associates a confirmé que le processus d'examen et les réparations pourraient prendre entre 6 mois et 1 an.

Quand l'Université était assujettie au contrôle des dépenses en vertu de la LACC, le financement disponible pour effectuer des réparations non critiques était limité et la décision de rouvrir la piscine a été reportée. Maintenant que la Laurentienne a terminé avec succès le processus lié à la LACC, il faut prendre une décision sur les réparations nécessaires pour rouvrir la piscine à court terme en toute sécurité, sachant qu'un soutien financier externe sera nécessaire pour assurer la viabilité financière à long terme de cette installation.

B Alignement sur l'objectif stratégique

Réhabilitation et entretien de l'infrastructure physique de l'Université

C Autres options envisagées (le cas échéant)

Pour l'instant, nous n'avons pas envisagé l'option de fermer définitivement la piscine.

D Risques, y compris la conformité aux lois

La piscine a été construite en 1972 et nécessite un investissement considérable pour prolonger sa vie utile. C'est un atout tant pour les communautés du Nord de l'Ontario que pour certains programmes universitaires de la Laurentienne, comme le programme « Leadership : activités physiques de plein air », ainsi que pour l'École de kinésiologie et des sciences de la santé (anciennement École des sciences de l'activité physique). Si la piscine était fermée en permanence, cela pourrait avoir une incidence sur la viabilité des clubs de natation locaux, comme le Sudbury Synchro Club, et sur les revenus que les événements compétitifs apportent à la communauté de Sudbury.

La piscine est utilisée principalement par des groupes communautaires tels que le Sudbury Synchro Club et le Sudbury Swim Club, et les revenus générés au cours des années passées n'ont pas couvert les coûts d'exploitation (rapport de KPMG du 16 septembre 2020). Une fois le centre rouvert, il y a un risque que le fait de compter sur des groupes limités pour financer les dépenses d'exploitation directes nécessite un financement continu pour financer les frais d'exploitation directs, il faudra que la Laurentienne verse des subventions permanentes pouvant atteindre 100 \$ par année. Il est également à craindre que l'Université ne soit pas en mesure de financer les projets d'entretien des immobilisations nécessaires, avec le risque que la piscine doive à nouveau être fermée.

E Considérations financières (s'il y a lieu)

Il faut effectuer des investissements immobiliers ne dépassant pas 300 000 \$ et obtenir des subventions d'exploitation permanentes de la Laurentienne (à déterminer).

F Avantages

La piscine est utilisée principalement par des groupes communautaires, et les compétitions et les visiteurs de l'extérieur de la ville peuvent apporter des avantages économiques. L'utilisation par les étudiants et le personnel de la Laurentienne est minime.

G Consultations

Des consultations sont en cours avec les principales parties prenantes externes pour obtenir un soutien financier afin d'assurer la viabilité financière de la piscine.

H Prochaines étapes

À déterminer.

I Annexes

Sans objet

POUR DÉCISION

Résolution du Conseil des gouverneurs à la recommandation du Comité de l'aménagement et de la planification des biens

Objet : Proposition d'approuver les travaux requis pour examiner et effectuer les réparations à la Piscine Jenő Tihanyi

Présentée au Conseil des gouverneurs à l'assemblée du 17 février 2023

IL EST RÉSOLU

QUE, comme présenté à l'assemblée du 17 février 2023, le Conseil des gouverneurs approuve les travaux requis pour examiner et réparer la fuite de la Piscine Jenő Tihanyi à un coût qui ne doit pas dépasser 300 000 \$.

PROPOSÉ PAR :

Signature

APPUYÉ PAR :

Signature

SECRÉTAIRE INTÉRIMAIRE DE L'UNIVERSITÉ



LaurentianUniversity
Université**Laurentienne**



LAURENTIENNE



Pour toutes les bonnes raisons



Évaluation de l'état des installations

Comité de l'aménagement et de la planification des biens

30 janvier 2023

Céline Beaupré, P. Eng., gestionnaire de la planification et des projets
pour : Pierre Fontaine, directeur, Opérations et maintenance

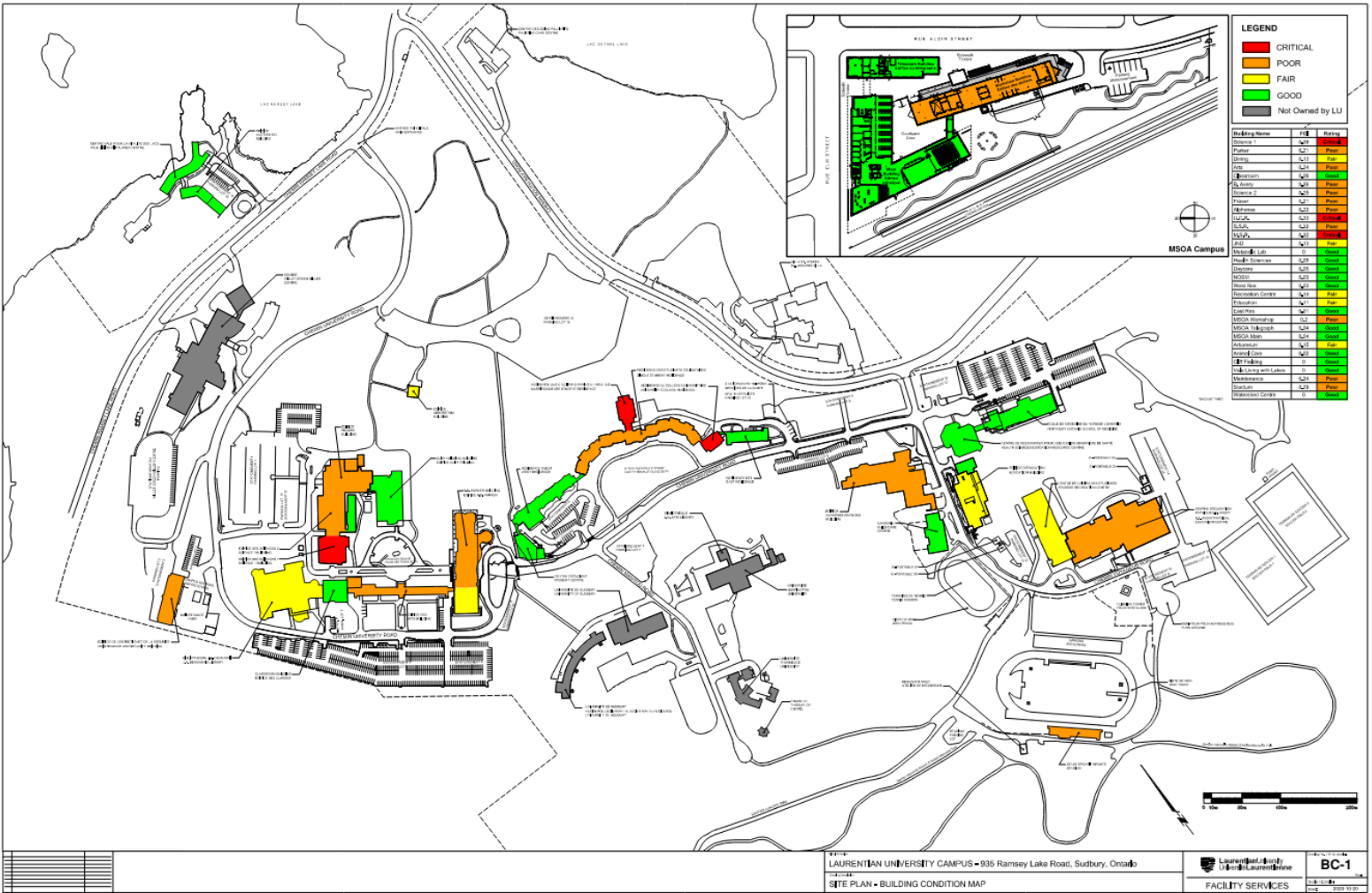
Service des installations



Évaluation de l'état des installations

- Les collèges et universités de l'Ontario utilisent depuis plus de 20 ans le logiciel VFA pour compiler la base de données sur l'évaluation de l'état des installations. Ces évaluations constituent principalement une mesure standard qui sert à comparer l'état des édifices dans le secteur. Chaque édifice des collèges et universités de l'Ontario peut être entré dans l'Indice relatif à l'état des installations (IEI) pour déterminer rapidement l'état et l'utiliser comme repère par rapport à toutes les autres universités de l'Ontario, peu importe leur taille ou leur composition.
- Le ministère des Collèges et Universités de l'Ontario a sélectionné SLAM CAP comme logiciel de gestion des biens immobiliers à l'issue du processus d'approvisionnement du Marché coopératif du secteur de l'éducation de l'Ontario. Roth IAMS Ltd. est co-proprétaire de SLAM CAP.
- Depuis octobre 2022, Roth IAMS migre toutes les universités dans SLAM CAP et offre de la formation dans toutes les universités de l'Ontario.
- Différences notables entre l'ancienne base de données VFA et SLAM :
 - Souplesse et exactitude accrue dans les rapports et la mise à jour de la base de données pour les propriétaires.
 - Meilleur suivi de MOI ID, BPSB ID et FRP Eligibility qui facilite la production de rapports.
 - Examen de niveau de plusieurs biens/éléments/systèmes; alignement des codes Uniformat, des états, de **l'établissement des coûts**, etc. sur la structure de l'OAPPA (c.-à-d. que les données de toutes les universités de l'Ontario seront organisées de la même façon)
- Prochaines étapes – L'UL examinera toutes les données (+/- 54 000 points).

Remarque : Le dernier arriéré d'entretien différé (2020) de la Laurentienne était estimé à 135 000 000 \$. On s'attend que la nouvelle méthodologie produise un chiffre beaucoup plus élevé.



Ensemble
TOGETHER
Maamwi



Laurentian University
Université Laurentienne



Sommaire au Conseil des gouverneurs

CONSEIL DES GOUVERNEURS

Titre à l'ordre du jour	Politique de placement à court terme des fonds de trésorerie
--------------------------------	--------------------------------------------------------------

Séance ouverte/à huis clos :	Ouverte
-------------------------------------	---------

Point

Action demandée	<input checked="" type="checkbox"/> Pour approbation <input type="checkbox"/> Pour information
Proposé par	COMITÉ DES FINANCES
Présenté par	- Président du comité, M. David Harquail - Vice-président, M. Michel Piché

1. OBJET

Approuver la Politique de placement à court terme des fonds de trésorerie

SOMMAIRE

Cette politique a pour but de fournir des lignes directrices pour gérer efficacement les soldes de trésorerie de l'Université Laurentienne. Dans le cadre de ses activités, l'Université accumule des soldes de trésorerie qui fluctuent au cours de l'exercice et ne sont pas nécessairement requis. On s'attend que l'Université optimise les revenus de placement des soldes de trésorerie excédentaires tout en protégeant le capital investi. Par conséquent, les fonds excédentaires qui ne sont pas immédiatement requis pour soutenir les activités devraient être investis de manière à offrir la sécurité, les liquidités et la diversification appropriées. L'objectif principal des placements à court terme est d'obtenir un taux de rendement, net de frais, qui dépasse le taux de rendement du solde du compte bancaire courant.

RÉSOLUTION À CONSIDÉRER

QUE le conseil des gouverneurs approuve la politique d'investissement en liquidités à court terme de la Laurentienne telle que présentée à sa réunion du 17 février 2023 ;

2. ANALYSE DES RISQUES

Veuillez indiquer ci-dessous le ou les risques pour l'Université que cette proposition vise.	
<input type="checkbox"/> Gestion des inscriptions <input type="checkbox"/> Corps professoral et personnel <input checked="" type="checkbox"/> Financement et gestion des ressources <input type="checkbox"/> Services de TI, logiciels et matériel <input type="checkbox"/> Leadership et changement <input type="checkbox"/> Infrastructure physique	<input type="checkbox"/> Relations avec les intervenants <input type="checkbox"/> Réputation <input type="checkbox"/> Activités de recherche <input type="checkbox"/> Sécurité <input type="checkbox"/> Réussite des étudiants

3. RECOMMANDATION

A Contexte/Description de la question

La Laurentienne a terminé l'exercice 2021-2022 avec une encaisse et des placements à court terme de 84 000 000 \$ (dont 10 100 000 \$ en fonds distincts), comparativement à 37 000 000 \$ pour l'exercice précédent.

À la fin décembre 2022, elle avait des soldes de trésorerie totaux de 109 000 000 \$, dont 84 600 000 \$ dans le compte de fonctionnement ordinaire et 24 400 000 \$ dans le fonds distinct. Les prévisions financières quinquennales fournies au ministère des Collèges et Universités indiquent que les soldes de trésorerie annuels totaux se situent entre 86 et 99 500 000 \$.

Ces fonds sont conservés à la Banque Royale du Canada (RBC) et comprennent deux comptes principaux : un compte de fonctionnement pour couvrir les dépenses quotidiennes et un compte distinct pour les subventions externes affectées et les dons sans dotation. Actuellement, il existe une entente avec RBC (2003) selon laquelle la banque versera à la Laurentienne, sur son compte de fonctionnement, un taux d'intérêt égal à son taux moyen préférentiel moins 1,750 % par année. Le taux préférentiel (TP) est le taux d'intérêt annuel annoncé à l'occasion par RBC comme taux de référence en vigueur pour déterminer les taux d'intérêt sur les prêts commerciaux en dollars canadiens au Canada. Le TP moyen est déterminé chaque mois en divisant le TP quotidien total pour le mois par le nombre de jours dans ce mois. Le taux d'intérêt payé sur le compte de fonctionnement de la Laurentienne est actuellement de 4,70 % (6,45 % moins 1,75 %). À l'heure actuelle, aucun intérêt n'est versé sur le compte distinct de la Laurentienne.

Des discussions sont en cours avec RBC pour revoir les ententes bancaires existantes, y compris les intérêts à verser sur les comptes de fonctionnement et les comptes de fonds distincts de l'Université.

B Alignement sur les objectifs stratégiques de l'université

Génération de revenus et stabilité financière.

C Autres options envisagées (le cas échéant)

Sans objet.

D Risques, y compris la conformité aux lois

Dans le cadre du processus lié à la LACC, la Laurentienne a perdu la capacité d'emprunter. L'entente de prêt de sortie limite également sa capacité de contracter des dettes. Par conséquent, elle doit maintenir des soldes de trésorerie suffisants pour financer ses activités et ses investissements en capitaux et maintenir des réserves pour faire face aux éventualités futures. La Laurentienne met à jour ses prévisions de trésorerie tous les mois, ce qui peut servir à déterminer les soldes de trésorerie excédentaires. Le placement des soldes de trésorerie excédentaires doit garantir que le capital est en sécurité, qu'il est liquide afin que des ressources de trésorerie suffisantes soient disponibles pour répondre aux obligations lorsqu'elles deviennent exigibles, et qu'il est gérable avec les ressources limitées existantes.

E Considérations financières (s'il y a lieu)

Selon les besoins de trésorerie et les taux d'intérêt prévus, l'Université pourrait s'attendre à générer des revenus de placement de l'ordre de 3 à 4 000 000 \$ par année, ce qui aiderait à compenser les paiements requis sur le prêt de sortie de 35 000 000 \$ accordé par le ministère des Collèges et Universités. Ce prêt est assorti d'un taux d'intérêt annuel de 6,11 %, avec un capital et des intérêts combinés de 3 567 352 \$ jusqu'en 2038.

F **Avantages**

Voir ci-dessus.

G **Consultations (le cas échéant)**

Sans objet.

H **Prochaines étapes**

La Laurentienne examinera ses arrangements bancaires avec RBC afin de maximiser le taux d'intérêt de ses comptes de fonctionnement et de fonds distincts, et explorera également d'autres possibilités de placement à court terme avec RBC et d'autres organismes. Elle produira aussi régulièrement des rapports sur ses placements.

I **Annexes (si nécessaires, et à numéroter en séquence)**

1. Politique de placement à court terme des fonds de trésorerie

ÉBAUCHE

Politique de placement à court terme des fonds de trésorerie

Administration :	Vice-rectorat à l'administration et aux finances
Instance d'approbation :	Conseil des gouverneurs
Date d'approbation :	17 février 2023 (sous réserve d'approbation)
Prochain examen :	
Historique des examens :	

1. Objet

Cette politique a pour but de fournir des lignes directrices pour gérer efficacement les soldes de trésorerie de l'Université Laurentienne. Dans le cadre de ses activités, l'Université accumule des soldes de trésorerie qui fluctuent au cours de l'exercice et ne sont pas nécessairement requis. On s'attend que l'Université optimise les revenus de placement des soldes de trésorerie excédentaires tout en protégeant le capital investi. Par conséquent, les fonds excédentaires qui ne sont pas immédiatement requis pour soutenir les activités devraient être investis de manière à offrir la sécurité, les liquidités et la diversification appropriées. L'objectif principal des placements à court terme est d'obtenir un taux de rendement, net de frais, qui dépasse le taux de rendement du solde du compte bancaire courant.

2. Portée

Cette politique ne s'applique pas aux fonds de dotation ou de pension de l'Université, car ils sont couverts par l'Énoncé de politique et de processus de placement (EPPP).

3. Énoncé de politique

Le Conseil des gouverneurs surveille les actifs placés par l'Université. La responsabilité de la gestion des placements à court terme est déléguée aux Services financiers, sous la direction du vice-recteur aux finances et à l'administration.

Les Services financiers ont la responsabilité de :

- i. gérer les flux de trésorerie afin de répondre aux besoins permanents en matière de liquidités;
- ii. placer les fonds de trésorerie excédentaires conformément à cette politique;
- iii. fournir des rapports réguliers au Conseil sur le rendement des placements et la conformité à la politique.

4. Objectifs des placements

Le placement des soldes de trésorerie excédentaires doit répondre aux critères suivants :

- Préservation du capital – La sécurité des fonds est primordiale dans le choix des placements. Les placements doivent garantir la préservation du capital dans l'ensemble du portefeuille tout en gérant le risque de crédit et le risque de taux d'intérêt.
- Liquidités – Il faut conserver un niveau élevé de liquidités dans le portefeuille de placements afin de pouvoir répondre à tous les besoins de fonctionnement et de capital raisonnablement prévus et de pouvoir adapter le portefeuille quand les conditions du marché changent. Cet objectif sera atteint en effectuant des placements uniquement dans des titres facilement négociables.

- Durée des placements – La durée des placements est choisie de manière à garantir la disponibilité de liquidités suffisantes pour faire face aux obligations lorsqu'elles deviennent exigibles.
- Rendement des placements - Le rendement des placements, bien qu'étant un facteur important, est assujéti aux considérations touchant la sécurité et les liquidités. Le portefeuille sera construit dans le but d'atteindre un taux de rendement concurrentiel tout en respectant les autres objectifs.
- Gérabilité - Étant donné que l'Université dispose de ressources limitées en personnel, la stratégie de placement doit être gérable sans nécessiter de gestion quotidienne.

5. Placements permis

Les liquidités détenues par l'Université qui ne sont pas immédiatement nécessaires pour le fonctionnement ou limitées par une entente de financement, peuvent **seulement** être investies dans un ou plusieurs des éléments suivants :

- i. encaisse et dépôts à vue;
- ii. bons du Trésor émis par les gouvernements fédéral et provinciaux et leurs organismes;
- iii. obligations de sociétés de fiducie et de banques canadiennes et étrangères autorisées à exercer leurs activités au Canada, y compris des acceptations bancaires et des billets de dépôt au porteur;
- iv. certificats de placement garantis;
- v. obligations fédérales/provinciales;
- vi. obligations municipales;
- vii. billet de trésorerie et dépôts à terme;
- viii. papier commercial adossé à des actifs émis par des banques.

Normes minimales de qualité

Afin de réduire le risque pour l'Université, le portefeuille de placement doit répondre à ces normes minimales de qualité :

- i. La norme de qualité minimale pour les placements individuels à court terme est « R-1 faible » ou l'équivalent, et pour les obligations, une cote de crédit de « A » ou plus, telle qu'évaluée au moment de l'achat par une agence de notation reconnue.
- ii. Tous les placements doivent être constitués d'un niveau raisonnable de liquidités, sans échéance supérieure à deux ans, et 30 % au moins du portefeuille doit être placé dans des titres dont l'échéance est inférieure à un an.

Aux fins de cette politique, les agences de notation suivantes sont considérées comme des « agences de notation d'obligations reconnues » : Dominion Bond Rating Services, Standard and Poor's et Moody's Investors Services.

Diversification

Tout placement cumulatif sur le marché monétaire ne doit pas dépasser 35 % du total du portefeuille, sauf dans les cas suivants :

- dépôts dans des banques canadiennes à charte;
- bons du Trésor, billets et obligations du gouvernement du Canada;
- billets garantis de sociétés et organismes de la Couronne, gouvernement du Canada.

L'intention de cette politique est de rééquilibrer le portefeuille tous les trimestres en modifiant

les soldes de trésorerie ou en redirigeant les fonds entre les placements.

6. Placements interdits

Afin de respecter le risque minimum toléré, les placements ci-dessous sont interdits :

- i. placements en actions;
- ii. fonds communs de placement;
- iii. papier commercial adossé à des actifs non émis par des banques;
- iv. tout placement non autorisé précisément par la politique.

7. Instance d’approbation

Toutes les activités de placement doivent être approuvées comme suit :

- i. Échéance dans moins d’un an, deux des personnes suivantes :
 - Vice-recteur aux finances et à l’administration
 - Vice-recteur associé, Finances
 - Rectrice
 - Vice-rectrice aux études
- ii. Échéance dans plus d’un an, vice-recteur aux finances et à l’administration, et une des personnes suivantes :
 - Vice-recteur associé, Finances
 - Rectrice
 - Vice-rectrice aux études

8. Registres et comptabilité

Les Services financiers tiennent les registres des activités de placement, y compris des placements échus et en cours. Le gestionnaire de la trésorerie est chargé de veiller à ce que les activités de placement soient comptabilisées et divulguées conformément aux principes comptables généralement reconnus et aux politiques et pratiques comptables de l’Université.

Un rapport sur le placement à court terme des liquidités excédentaires doit être remis tous les trimestres au Comité des finances. Ce rapport doit fournir des données sur le rendement avec des comparaisons appropriées et des renseignements sur la conformité à la politique.

Personne-ressource : Vice-recteur associé, Finances

Date du prochain examen : xxxxxxxxxxxxxxxxx

ÉBAUCHE

Politique de placement à court terme des fonds de trésorerie

Administration :	Vice-rectorat à l'administration et aux finances
Instance d'approbation :	Conseil des gouverneurs
Date d'approbation :	17 février 2023 (<i>sous réserve d'approbation</i>)
Prochain examen :	
Historique des examens :	

1. Objet

Cette politique a pour but de fournir des lignes directrices pour gérer efficacement les soldes de trésorerie de l'Université Laurentienne. Dans le cadre de ses activités, l'Université accumule des soldes de trésorerie qui fluctuent au cours de l'exercice et ne sont pas nécessairement requis. On s'attend que l'Université optimise les revenus de placement des soldes de trésorerie excédentaires tout en protégeant le capital investi. Par conséquent, les fonds excédentaires qui ne sont pas immédiatement requis pour soutenir les activités devraient être investis de manière à offrir la sécurité, les liquidités et la diversification appropriées. L'objectif principal des placements à court terme est d'obtenir un taux de rendement, net de frais, qui dépasse le taux de rendement du solde du compte bancaire courant.

2. Portée

Cette politique ne s'applique pas aux fonds de dotation ou de pension de l'Université, car ils sont couverts par l'Énoncé de politique et de processus de placement (EPPP).

3. Énoncé de politique

Le Conseil des gouverneurs surveille les actifs placés par l'Université. La responsabilité de la gestion des placements à court terme est déléguée aux Services financiers, sous la direction du vice-recteur aux finances et à l'administration.

Les Services financiers ont la responsabilité de :

- i. gérer les flux de trésorerie afin de répondre aux besoins permanents en matière de liquidités;
- ii. placer les fonds de trésorerie excédentaires conformément à cette politique;
- iii. fournir des rapports réguliers au Conseil sur le rendement des placements et la conformité à la politique.

4. Objectifs des placements

Le placement des soldes de trésorerie excédentaires doit répondre aux critères suivants :

- Préservation du capital – La sécurité des fonds est primordiale dans le choix des placements. Les placements doivent garantir la préservation du capital dans l'ensemble du portefeuille tout en gérant le risque de crédit et le risque de taux d'intérêt.
- Liquidités – Il faut conserver un niveau élevé de liquidités dans le portefeuille de placements afin de pouvoir répondre à tous les besoins de fonctionnement et de capital raisonnablement prévus et de pouvoir adapter le portefeuille quand les conditions du marché changent. Cet objectif sera atteint en effectuant des placements uniquement dans des titres facilement négociables.

- Durée des placements – La durée des placements est choisie de manière à garantir la disponibilité de liquidités suffisantes pour faire face aux obligations lorsqu'elles deviennent exigibles.
- Rendement des placements - Le rendement des placements, bien qu'étant un facteur important, est assujéti aux considérations touchant la sécurité et les liquidités. Le portefeuille sera construit dans le but d'atteindre un taux de rendement concurrentiel tout en respectant les autres objectifs.
- Gérabilité - Étant donné que l'Université dispose de ressources limitées en personnel, la stratégie de placement doit être gérable sans nécessiter de gestion quotidienne.

5. **Placements permis**

Les liquidités détenues par l'Université qui ne sont pas immédiatement nécessaires pour le fonctionnement ou limitées par une entente de financement, peuvent être investies dans un ou plusieurs des éléments suivants :

- encaisse et dépôts à vue;
- bons du Trésor émis par les gouvernements fédéral et provinciaux et leurs organismes;
- obligations de sociétés de fiducie et de banques canadiennes et étrangères autorisées à exercer leurs activités au Canada, y compris des acceptations bancaires et des billets de dépôt au porteur;
- certificats de placement garantis;
- obligations fédérales/provinciales;
- obligations municipales;
- billet de trésorerie et dépôts à terme;
- papier commercial adossé à des actifs émis par des banques.

Normes minimales de qualité

Afin de réduire le risque pour l'Université, le portefeuille de placement doit répondre à ces normes minimales de qualité :

- La norme de qualité minimale pour les placements individuels à court terme est « R-1 faible » ou l'équivalent, et pour les obligations, une cote de crédit de « A » ou plus, telle qu'évaluée au moment de l'achat par une agence de notation reconnue.
- Tous les placements doivent être constitués d'un niveau raisonnable de liquidités, sans échéance supérieure à deux ans, et 30 % au moins du portefeuille doit être placé dans des titres dont l'échéance est inférieure à un an.

Aux fins de cette politique, les agences de notation suivantes sont considérées comme des « agences de notation d'obligations reconnues » : Dominion Bond Rating Services, Standard and Poor's et Moody's Investors Services.

Diversification

Tout placement cumulatif sur le marché monétaire ne doit pas dépasser 35 % du total du portefeuille, sauf dans les cas suivants :

- dépôts dans des banques canadiennes à charte;
- bons du Trésor, billets et obligations du gouvernement du Canada;
- billets garantis de sociétés et organismes de la Couronne, gouvernement du Canada.

L'intention de cette politique est de rééquilibrer le portefeuille tous les trimestres en modifiant

les soldes de trésorerie ou en redirigeant les fonds entre les placements.

6. Placements interdits

Afin de respecter le risque minimum toléré, les placements ci-dessous sont interdits :

- i. placements en actions;
- ii. fonds communs de placement;
- iii. papier commercial adossé à des actifs non émis par des banques;
- iv. tout placement non autorisé précisément par la politique.

7. Instance d’approbation

Toutes les activités de placement doivent être approuvées comme suit :

- i. Échéance dans moins d’un an, deux des personnes suivantes :
 - Vice-recteur aux finances et à l’administration
 - Vice-recteur associé, Finances
 - Rectrice
 - Vice-rectrice aux études
- ii. Échéance dans plus d’un an, vice-recteur aux finances et à l’administration, et une des personnes suivantes :
 - Vice-recteur associé, Finances
 - Rectrice
 - Vice-rectrice aux études

8. Registres et comptabilité

Les Services financiers tiennent les registres des activités de placement, y compris des placements échus et en cours. Le gestionnaire de la trésorerie est chargé de veiller à ce que les activités de placement soient comptabilisées et divulguées conformément aux principes comptables généralement reconnus et aux politiques et pratiques comptables de l’Université.

Un rapport sur le placement à court terme des liquidités excédentaires doit être remis tous les trimestres au Comité des finances. Ce rapport doit fournir des données sur le rendement avec des comparaisons appropriées et des renseignements sur la conformité à la politique.

Personne-ressource : Vice-recteur associé, Finances

Date du prochain examen : xxxxxxxxxxxxxxxxx

POUR DÉCISION

Résolution du Conseil des gouverneurs à la recommandation du Comité des finances
Objet : Approbation de la Politique de placement à court terme des fonds de trésorerie
Présentée au Conseil des gouverneurs à l'assemblée du 17 février 2023

IL EST RÉSOLU

QUE, comme présenté à l'assemblée du 17 février 2023, le Conseil des gouverneurs approuve la Politique de placement à court terme des fonds de trésorerie.

PROPOSÉ PAR :

Signature

APPUYÉ PAR :

Signature

SECRÉTAIRE INTÉRIMAIRE DE L'UNIVERSITÉ



Sommaire au Conseil des gouverneurs

CONSEIL DES GOUVERNEURS

Titre à l'ordre du jour	Approbation du budget et des frais accessoires pour 2023-2024
--------------------------------	---------------------------------------------------------------

Séance ouverte/à huis clos :	Ouverte
-------------------------------------	---------

Article

Action demandée	<input checked="" type="checkbox"/> Pour approbation <input type="checkbox"/> Pour information
Proposé par	COMITÉ DES FINANCES
Présenté par	- Président du comité, M. David Harquail - Vice-président, M. Michel Piché

1. OBJET

Approuver le budget et les frais accessoires pour l'exercice 2023-2024.

SOMMAIRE

Les services auxiliaires de la Laurentienne sont ceux du logement, de la restauration et du campus, du stationnement et le centre d'impression. Ils doivent générer des revenus suffisants pour couvrir leurs coûts de fonctionnement et d'immobilisation (entretien différé). En outre, ils doivent maintenir des réserves de fonctionnement pour couvrir les imprévus. Le budget des frais accessoires de 2023-2024 de la Laurentienne indique des revenus totaux de 9 100 000 \$, des dépenses de fonctionnement de 5 700 000 \$ et 1 700 000 \$ pour l'entretien différé, soit un excédent des revenus sur les dépenses de 1 600 000 \$. Cela se compare à un excédent prévu de 1 700 000 \$ en 2022-2023. Les hypothèses budgétaires pour 2023-2024 contiennent une réduction ciblée de 10 % des frais de la Résidence du Collège universitaire, et aucune augmentation des autres frais de résidence ou de stationnement. La présentation sur le budget (Annexe 1) fournit des données comparatives des années précédentes, une prévision sur cinq ans et divers graphiques et tableaux à l'appui.

RÉSOLUTION À CONSIDÉRER [si elle présentée pour approbation]

Que le conseil des gouverneurs approuve les frais accessoires et le budget de la Laurentienne pour l'exercice financier 2023-24, tels que présentés à sa réunion du 17 février 2023.

2. ANALYSE DES RISQUES

Veuillez indiquer ci-dessous le ou les risques pour l'Université que cette proposition vise.	
<input checked="" type="checkbox"/> Gestion des inscriptions <input type="checkbox"/> Corps professoral et personnel <input type="checkbox"/> Financement et gestion des ressources <input type="checkbox"/> Services de TI, logiciels et matériel <input type="checkbox"/> Leadership et changement <input checked="" type="checkbox"/> Infrastructure physique	<input checked="" type="checkbox"/> Relations avec les intervenants <input checked="" type="checkbox"/> Réputation <input type="checkbox"/> Activités de recherche <input checked="" type="checkbox"/> Sécurité <input checked="" type="checkbox"/> Réussite des étudiants

3. RECOMMANDATION

Que le Comité des finances approuve les frais accessoires et le budget de fonctionnement et d'immobilisation proposés pour 2023-2024. Les frais proposés comprennent une réduction de 10 % des frais de la Résidence du Collège universitaire et un gel des autres frais de résidence.

Dans le cadre de sa présentation du budget de 2023-2024, la Laurentienne recommande de réduire de 10 % le tarif des chambres pour deux personnes et des chambres pour une personne de la Résidence du Collège universitaire (RCU) afin de faire face à la concurrence sur le campus. On s'attend que les étudiants de première année choisissent de vivre dans la RCU, libérant ainsi de l'espace dans la Résidence des étudiants célibataires de style appartement, que les étudiants adultes et étrangers préfèrent. Il est également recommandé de conserver tous les autres frais de résidence au même niveau qu'en 2022-2023 afin d'inciter les étudiants de la Laurentienne à vivre sur le campus.

L'administration recommande également de maintenir les frais de stationnement au même niveau qu'en 2022-2023. Cette mesure soulagera financièrement les étudiants, mais aussi le personnel et le corps professoral dont les salaires ont été restreints au cours des dernières années.

A Contexte/Description de la question

Les services auxiliaires de la Laurentienne sont ceux du logement, de la restauration et du campus, du stationnement et le centre d'impression. Le Bureau du développement des affaires est responsable des activités auxiliaires. Il travaille actuellement sur l'admission des étudiants dans le programme de résidence, avec des offres anticipées à la mi-février, et doit confirmer les frais accessoires pour 2023-2024. Le coût des résidences est un facteur essentiel pour les étudiants de l'extérieur de la ville lorsqu'ils décident de l'université à fréquenter. L'approbation des frais de résidence et de stationnement soutiendra le processus budgétaire annuel et les projections de dépenses.

La Laurentienne offre du logement sur le campus, mais les anciennes universités fédérées lui font concurrence en offrant aussi du logement aux étudiants. Ces résidences non affiliées, du style-dortoir, appliquent généralement des tarifs inférieurs et n'exigent pas de plan de repas.

Le budget proposé comprend des réductions ciblées des frais de résidence (Résidence du Collège universitaire) pour faire face aux pressions concurrentielles et un gel des autres frais de résidence pour aider à recruter des étudiants de l'extérieur de la ville.

- Services de logement, de restauration et du campus : excédent budgétisé de fonctionnement de 2 800 000 \$. Les services de logement proposent une réduction ciblée de 10 % pour la Résidence du Collège universitaire et aucune augmentation de tous les autres frais de résidence. Les tarifs des plans de repas sont gérés par un entrepreneur tiers et devraient augmenter de 3 % en 2023-2024. L'Université reçoit une commission sur les ventes de nourriture. En 2023-2024, 1 700 000 \$ sont affectés à des projets d'entretien différé, notamment le remplacement d'escaliers extérieurs, la vérification de toitures, le renouvellement des toilettes accessibles et le renouvellement de revêtements de sol. À l'heure actuelle, l'arriéré d'entretien différé s'élève à 22 300 000 \$.

Les augmentations annuelles des frais de résidence de 2024-2025 à 2027-2028 devraient se situer entre 1 et 3 %, selon le type de bâtiment ou de chambre. Les taux de la main-d'œuvre augmenteront vraisemblablement de 2 % par an, et les dépenses de fonctionnement sont budgétisées de 2 à 3 %. Les taux d'occupation projetés se trouvent dans la présentation.

- Services de stationnement : excédent budgétisé de fonctionnement de 600 000 \$. Les Services de stationnement ne proposent aucune augmentation des permis de stationnement en 2023-2024. En raison de la faible utilisation du stationnement sur le campus, l'Université a négocié avec Infrastructure Ontario, par l'intermédiaire de CBRE, la location d'espaces de stationnement des parcs 1 et 15 pour répondre aux besoins de stationnement des locataires du Centre Willet Green Miller.
- Centre d'impression : le budget prévoit qu'il atteindra le seuil de rentabilité. La plupart des revenus sont les revenus internes d'impression, qui ont considérablement ralenti en raison du processus lié à la LACC. Le Centre d'impression a des clients externes, et en raison de l'issue positive du processus lié à la LACC, il est prévu d'augmenter la production en dehors de la communauté universitaire.

B Harmonisation avec les objectifs stratégiques de l'Université

Production de revenus et stabilité financière.

C Autres options envisagées (le cas échéant)

Sans objet.

D Risques, y compris la conformité aux lois

Les services auxiliaires soutiennent la mission d'enseignement et de recherche de l'Université et influencent directement l'expérience des étudiants sur le campus. L'Université doit s'efforcer de fournir des services rentables et concurrentiels. Tout manquement à cet égard pourrait avoir une incidence sur la réputation et le recrutement de l'Université. Les frais accessoires sont revus chaque année pour vérifier qu'ils sont concurrentiels. Bien que les activités auxiliaires aient réussi à générer des excédents au cours des dernières années, le vieillissement de l'infrastructure et l'évolution de la demande présentent des risques financiers, opérationnels et de réputation croissants. Une budgétisation prudente et durable permet d'atténuer les risques associés aux opérations auxiliaires.

E Considérations financières

Comme indiqué précédemment, les services auxiliaires doivent s'autofinancer. Les prévisions financières quinquennales montrent un excédent des revenus par rapport aux dépenses compris entre 1 600 000 \$ (2023-2024) et 3 900 000 \$ (2027-2028). Ces excédents sont nécessaires pour faire face à l'arriéré croissant d'entretien différé et servir de réserve en cas d'imprévu, comme une baisse de la demande de logement sur le campus.

F Avantages

Pouvoir offrir aux étudiants des logements et des services de qualité sur le campus peut constituer un facteur de recrutement important et faciliter la transition vers la vie universitaire. Les étudiants qui vivent sur le campus ont davantage de possibilités de s'inscrire à des clubs, de participer à des événements sur le campus, de rencontrer de nouvelles personnes et de nouer des amitiés.

G Consultations

- Conformément à la Convention collective de l'APUL, qui exige que l'Université procède à des consultations sur les frais de stationnement, le Bureau du développement des affaires a organisé une réunion avec des représentants de l'APUL, du SEUL, de l'APAPUL et des dirigeants étudiants pour discuter des tarifs proposés pour 2023-2024.
- Comité des finances

H **Prochaines étapes**

Lorsque le budget et les frais accessoires 2023-2024 auront été approuvés, le Bureau de développement des affaires affichera les tarifs approuvés et communiquera avec les équipes du marketing, des communications et du recrutement étudiant pour mettre sur pied une campagne visant à promouvoir la Laurentienne comme un lieu de séjour et d'études.

I **Annexes (si nécessaires, et à numéroté en séquence)**

1. Annexe 1 - Présentation sur le budget et les frais accessoires pour 2023-2024
2. Annexe 2 – Tarifs de logement en résidence

Comité des finances

Budget des services auxiliaires

2023-2024



Laurentian University
Université **Laurentienne**

Février 2023

Situation actuelle

- Pressions sur les prix exercées par les concurrents sur le campus (y compris les exigences relatives aux plans de repas).
- Taux d'occupation global des résidences de 60,7 %.
- Dette annuelle suspendue à la suite de l'application de la LACC - 3,5 millions de dollars.

Situation future

- Le taux d'occupation budgétisé pour 2023-2024 sera supérieur de 49 lits à celui de 2022-2023 (baisse de 32 % par rapport à la période préalable à la COVID et à l'application de la LACC).
- Augmentation annuelle des plans de repas de 3 % conformément au contrat actuel.
- Augmentation de la main-d'œuvre d'environ 2 %.
- Augmentation des autres coûts de fonctionnement de 2 à 3 %.
- Augmentation des frais annuels de résidence de 1 à 3 % par an entre 2024-2025 et 2027-2028.

- **Réduire de 10 % le tarif des chambres pour deux personnes et des chambres pour une personne dans la résidence du Collège universitaire (RCU)**
 - Aide les étudiants de la Laurentienne soucieux du prix à envisager afin de vivre sur le campus.
 - Fait concurrence aux résidences non affiliées sur le campus en matière de prix.
 - Libère de l'espace dans la résidence des étudiants célibataires de type appartement, qui est plus attrayante pour les étudiants adultes et étrangers.
- **Conserver tous les autres frais de résidence au niveau de 2022-2023**
 - Apporte un certain soulagement financier aux étudiants qui doivent faire face à l'inflation.
- **Conserver les frais de stationnement au niveau de 2022-2023**
 - Apporte un certain soulagement financier aux étudiants qui doivent faire face à l'inflation.
 - Apporte un certain soulagement aux membres du personnel et du corps professoral qui font face à des restrictions salariales.

Services auxiliaires – Budget 2023-2024

(000 \$)	2021-2022 Réal	2022-2023 Prévisions	2023-24 Budget	Écart 22-23 – 23-24
Services de logement/restauration/du campus	9 216	7 450	7 616	166
Stationnement	1 215	1 200	1 200	0
Centre d'impression et photocopie	336	228	281	53
Revenus totaux	10 768	8 878	9 097	219
Salaires et avantages sociaux	1 455	1 632	1 773	141
Fonctionnement	3 748	3 862	3 964	102
Dépenses totales	5 203	5 494	5 737	244
Excédent du fonctionnement	5 565	3 384	3 360	(24)
Entretien différé	0	1 715	1 715	0
EXCÉDENT SERVICES AUXILIAIRES/(DÉFICIT) DES REVENUS PAR RAPPORT AUX DÉPENSES	5 565	1 669	1 645	(24)

Services auxiliaires – Prévisions sur 5 ans

(000 \$)	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028
Services de logement/restauration/du campus	7 450	7 616	7 957	8 765	9 732	9 969
Stationnement	1 200	1 200	1 325	1 473	1 525	1 525
Centre d'impression et photocopie	228	281	308	336	361	361
Revenus totaux	8 878	9 097	9 590	10 575	11 617	11 855
Salaires et avantages sociaux	1 632	1 773	1 799	1 823	1 848	1 873
Fonctionnement	3 862	3 964	4 076	4 192	4 292	4395
Dépenses totales	5 494	5 737	5 875	6 015	6 140	6268
Excédent du fonctionnement	3 384	3 360	3716	4 559	5 478	5586
Entretien différé	1 715	1 715	1 715	1 715	1 715	1 715
SERVICES AUXILIAIRES - EXCÉDENT/(DÉFICIT) DES REVENUS PAR RAPPORT AUX DÉPENSES	1 669	1 645	2 001	2 845	3 763	3 872

Frais proposés pour les résidences

Résidence/Type de chambre Période de 8 mois (septembre-avril)		2020-2021	2021-2022	2022-2023	Tarif proposé 2023-2024
Chambre pour une personne	Chambre pour deux personnes	6 806 \$*	7 160 \$*	7 375 \$*	6 638
	Chambre pour une personne	7 997 \$*	8 387 \$*	8 639 \$*	7 775
Résidence des étudiants célibataires	Chambre pour deux personnes	6 806 \$*	7 160 \$*	7 375 \$*	7 375 \$*
	Chambre pour une personne	7 997 \$*	8 387 \$*	8 639 \$*	8 639 \$*
Résidences Est et Ouest	Chambre pour deux personnes	8 242 \$*	8 639 \$*	8 898 \$*	8 898 \$*
*N'inclut pas le dépôt remboursable de 100 \$ pour les dommages					
Résidence des étudiants adultes	App. 1 chambre	9 104 \$	9 376 \$	9 846 \$	9 846 \$
Autres frais		2020-2021	2021-2022	2022-2023	Tarif proposé 2023-2024
Clés perdues		50 \$/clé	50 \$/clé	50 \$/clé	50 \$/clé
Arrivée précoce/départ tardif		50 \$/nuit	50 \$/nuit	50 \$/nuit	50 \$/nuit
Location du mobilier dans la REA		400 \$/ensemble	400 \$/ensemble	400 \$/ensemble	400 \$/ensemble
Frais d'annulation précoce		750 \$	750 \$	750 \$	750 \$
Changement de chambre		100 \$	100 \$	100 \$	100 \$

Taux d'occupation des résidences

Résidence	N ^{bre} de lits	Taux d'occupation (%)							
		20-21	21-22	22-23	Budget 23-24 Prévisions	Budget 24-25 Prévisions	Budget 25-26 Prévisions	Budget 26-27 Prévisions	Budget 27-28 Prévisions
Collège universitaire (CU)	240 lits 60 lits pour une personne 180 lits pour deux personnes	0	43,75 S-56,67 D-43,89	0	50,00 pour une personne 25,00 pour deux personnes	50,00 pour une personne 35,00 pour deux personnes	70,00 pour une personne 50,00 pour deux personnes	75,00 pour une personne 75,00 pour deux personnes	75,00 pour une personne 75,00 pour deux personnes
Résidence des étudiants célibataires (REC)	387 lits 117 lits pour une personne 270 lits pour deux personnes	0	54,00 S-71,79 D-50,37	50,12 S-71,79 D-40,74	50,00 pour une personne 50,00 pour deux personnes	50,00 pour une personne 50,00 pour deux personnes	60,00 pour une personne 60,00 pour deux personnes	75,00 pour une personne 75,00 pour deux personnes	75,00 pour une personne 75,00 pour deux personnes
Résidence Est (Est)	236 lits Chambres pour une personne uniquement	84,96	88,14	91,10	85,00	90,00	90,00	90,00	90,00
Résidence Ouest (Ouest)	223 lits Chambres pour une personne uniquement	85,43	92,38	92,82	90,00	90,00	90,00	90,00	90,00
Résidence des étudiants adultes (REA)	128 appartements à une chambre	76,17	78,91	94,53	90,00	90,00	90,00	90,00	90,00

Tarifs de stationnement proposés

Parc/type de permis		2020/2021	2021/2022	2022/2023	Tarif proposé 2023/2024
Parcs supérieurs (1-14, 16,17)	Annuel	678,70 \$	678,70 \$	678,70 \$	678,70 \$
	Septembre-Avril	630,00 \$	630,00 \$	630,00 \$	630,00 \$
	Taux pour la semestre	350,00 \$	350,00 \$	350,00 \$	350,00 \$
	Mois civil	100,00 \$	100,00 \$	100,00 \$	100,00 \$
Parc inférieur (15)	Annuel	265,10 \$	265,10 \$	265,10 \$	265,10 \$
	Septembre-Avril	240,00 \$	240,00 \$	240,00 \$	240,00 \$
	Taux pour le semestre	150,00 \$	150,00 \$	150,00 \$	150,00 \$
Parcs avec parcomètres	2 \$/heure – 8 \$/jour maximum				

Renouvellement des immobilisations et entretien différé



Renouvellement des immobilisations et entretien différé en 2023-2024 (*)	Budget
REA - Conception du renouvellement (enveloppe extérieure et escaliers)	50 000 \$
RUC – Suppression de l’escalier extérieur et construction d’un nouveau trottoir	382 000 \$
Vérification des toits des résidences	50 000 \$
Examen du revêtement extérieur de la résidence Est	28 000 \$
Conception des rénovations des services de restauration	71 400 \$
Programme de renouvellement des revêtements de sol des résidences	411 000 \$
Programme de renouvellement des zones communes des résidences	342 000 \$
Programme de renouvellement des toilettes du campus (rue des étudiants)	274 000 \$
Projets urgents différés	105 585 \$
	1 714 785 \$

** Arriéré total de l’entretien différé dans les résidences = 22,3 millions \$*



Annexes

Annexe 1 - Prévisions pour cinq ans

	2022-2023	PRÉVISIONS 2023-2024	PRÉVISIONS 2024-2025	PRÉVISIONS 2025-2026	PRÉVISIONS 2026-2027	PRÉVISIONS 2027-2028
REVENUS						
SERVICES DE LOGEMENT/RESTAURATION/DU CAMPUS	7 450 247	7 615 955	7 957 103	8 764 906	9 731 909	9 969 131
STATIONNEMENT	1 200 000	1 200 000	1 325 000	1 473 389	1 524 857	1 524 857
CENTRE D'IMPRESSION ET PHOTOCOPIE	228 312	280 662	308 082	335 574	360 574	360 857
	8 878 559	9 096 617	9 590 185	10 573 869	11 617 340	11 854 562
SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX						
SERVICES DE LOGEMENT/RESTAURATION/DU CAMPUS	1 280 185	1 415 934	1 438 416	1 457 497	1 476 674	1 496 341
STATIONNEMENT	128 455	131 846	133 164	135 164	138 320	141 085
CENTRE D'IMPRESSION ET PHOTOCOPIE	223 111	225 085	227 335	230 002	232 777	235 948
	1 631 751	1 772 865	1 798 915	1 823 105	1 847 771	1 873 374
FONCTIONNEMENT						
SERVICES DE LOGEMENT/RESTAURATION/DU CAMPUS	3 319 213	3 413 656	3 508 053	3 605 281	3 705 427	3 808 576
STATIONNEMENT	486 403	494 802	503 402	513 194	513 194	513 194
CENTRE D'IMPRESSION ET PHOTOCOPIE	55 893	55 304	64 064	73 168	73 168	73 168
	3 861 509	3 963 762	4 075 519	4 191 643	4 291 789	4 393 938
RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS ET ENTRETIEN DIFFÉRÉ	1 714 785	1 714 785	1 714 785	1 714 485	1 714 485	1 714 485
SERVICES AUXILIAIRES - EXCÉDENT/(DÉFICIT) DES REVENUS PAR RAPPORT AUX DÉPENSES	1 670 514	1 645 205	2 000 967	2 844 636	3 763 295	3 871 765

Annexe 2 – Comparaison des frais de résidence

CHAMBRE DEUX PERSONNES – STYLE DORTOIR		2020-2021	2021-2022	2022-2023
Brock	Dortoir pour deux personnes (DeCew)	7 564,00 \$	7 870,00 \$	8 120,00
Huntington	Pour deux personnes	5 460,00 \$	5 460,00 \$	5 625,00
Laurentienne	Dortoir pour deux personnes (CU)	6 906,00 \$	7 160,00 \$	\$7 375,00
Ottawa	Dortoir pour deux personnes (8 mois) (Stanton)	7 120,00 \$	7 093,00 \$	7 472,00
Trent	Pour deux personnes (Otonabee) (*plan de repas non inclus - moyenne)	11 090,00 \$*	6 934,00 \$	7 308,00
Université de Sudbury	Pour deux personnes	5 505,00 \$	S.O.	S.O.
Wilfrid Laurier	Dortoirs pour deux personnes (Bouckaert Hall)	6 471,76 \$	6 601,20 \$	6 865,24
Windsor	Dortoirs pour deux personnes (Laurier Hall)	S.O.	S.O.	6 729,00
MOYENNE		6 504,46 \$	6 853,03 \$	7 070,61 \$

Tarif proposé en 2023-2024 à l'Université Laurentienne : 6 638 \$

CHAMBRE POUR UNE PERSONNE – STYLE DORTOIR		2020-2021	2021-2022	2022-2023
Brock	Dortoir pour une personne (DeCew)	8 340,00 \$	8 670,00 \$	8 920,00 \$
Huntington	Pour une personne	6 510,00 \$	6 510,00 \$	6 705,00 \$
Lakehead	Pour une personne de base (Bartley) (plan de repas non inclus - moyenne)	11 066,00 \$	11 196,00 \$	11 512,00 \$
Laurentienne	Dortoir pour une personne (CU)	8 097,00 \$	8 387,00 \$	8 639,00 \$
Ottawa	Dortoir pour une personne (8 mois) (Stanton)	8 494,00 \$	8 464,00 \$	9 016,00 \$
Thorneloe	Pour une personne	7 170,00 \$	7 430,00 \$	7 650,00 \$
Trent	Dortoir pour une personne (Otonabee)	7 790,00 \$	8 101,00 \$	8 538,00 \$
Université de Sudbury	Pour une personne	6 587,00 \$	S.O.	S.O.
Wilfrid Laurier	Dortoir pour une personne (Bouckaert Hall)	6 471,76 \$	6 601,20 \$	6 865,24 \$
Windsor	Dortoir pour une personne (Laurier Hall)	7 636,00 \$	7 817,00 \$	7 989,00 \$
MOYENNE		7 455,08 \$	7 747,53 \$	8 040,28 \$

Tarif proposé en 2023-2024 à l'Université Laurentienne : 7 775 \$

Annexe 2 – Comparaison des frais de résidence

CHAMBRE POUR DEUX PERSONNES – STYLE APPARTEMENT		2020-2021	2021-2022	2022-2023
Brock	Suite pour deux personnes (Lowenberger)	8 140,00 \$	8 370,00 \$	8 620,00 \$
Laurentienne	Appartement pour deux personnes (REC)	6 906,00 \$	7 160,00 \$	7 375,00 \$
Trent	Pour deux personnes dans une suite (Champlain)	9 540,00 \$	7 125,00 \$	7 509,00 \$
Wilfrid Laurier	App. pour deux personnes (Regina Res.)	7 003,26 \$	7 118,84 \$	7 403,60 \$
Windsor	App. pour deux personnes (Cartier Hall)	7 316,00 \$	S.O.	8 398,00 \$
MOYENNE		7 341,32 \$	7 443,46 \$	7 861,12 \$

Tarif proposé en 2023-2024 à l'Université Laurentienne : 7 375 \$

CHAMBRE POUR UNE PERSONNE – APPARTEMENT INDÉPENDANT		2020-2021	2021-2022	2022-2023
Université Laurentienne	Appartement pour une personne (REA)	1 138,00 \$	1 172,00 \$	1 230,75 \$
Sudbury	SCHL – Taux de vacance Zone 1 - 1 chambre (%)	0,6	0,2	-%
Sudbury	SCHL – Loyer moyen Zone 1 - 1 chambre (\$/mo)	1 126,00 \$	1 317,00 \$	-

Tarif proposé en 2023-2024 à l'Université Laurentienne : 1 230,75 \$

CHAMBRE POUR UNE PERSONNE – STYLE APPARTEMENT		2020-2021	2021-2022	2022-2023
Brock University	Suite pour une personne (Earp)	8 940,00 \$	9 170,00 \$	9 420,00 \$
Cambrian	Suite pour une personne	7 500,00 \$	7 615,00 \$	7 700,00 \$
Lakehead	Suite pour une personne (app. North et South)	7 462,00 \$	7 571,00 \$	7 740,00 \$
Laurentienne	Suite pour une personne (Ouest / Est)	8 342,00 \$	8 639,00 \$	8 898,00 \$
Laurentienne	Appartement pour une personne (REC)	8 097,00 \$	8 387,00 \$	8 639,00 \$
Nippissing	Suite pour une personne (Chancellor's House)	6 525,00 \$	6 525,00 \$	6 800,00 \$
Ottawa	App. pour une personne, (Hyman Soloway) (* indique un bail de douze mois)	11 649,00 \$*	8 910,00 \$	9 488,00 \$
Trent	Pour une personne dans une suite	10 740,00 \$	8 292,00 \$	8 739,00 \$
Wilfrid Laurier	App./suite pour une personne (Bricker)	8 716,72 \$	8 866,58 \$	9 221,24 \$
Wilfrid Laurier	App. pour une personne (University Place)	7 399,66 \$	7 523,18 \$	7 824,10 \$
Windsor	Suite pour une personne (Alumni Hall)	8 396,00 \$	8 556,00 \$	8 907,00 \$
MOYENNE		7 930,93 \$	8 186,80 \$	8 488,76 \$

Tarifs proposés en 2023-2024 à l'Université Laurentienne : 8 639 \$, 8 898 \$

Annexe 3 - Inscriptions prévues

Inscriptions ETP à l'automne*			Inscriptions officielles				Inscriptions prévues (Plan financier quinquennal)			
Statut au plan de l'immigration	Niveau universitaire	Type d'admission	Antérieures			Actuelles	Année 2 2023	Année 3 2024	Année 4 2025	Année 5 2026
			2019	2020	2021	2022				
Étudiants canadiens	Premier cycle	Nouveau	1 695	1 765	1 195	1 176	1 031	1 124	1 228	1 360
		Retour	4 075	4 165	3 763	3 457	2 913	2 741	2 712	2 787
		Total	5 770	5930	4 959	4 633	3 944	3 865	3 940	4 147
	Cycles supérieurs	Nouveau	186	265	159	210	153	183	220	264
		Retour	405	373	395	331	289	294	322	369
		Total	590	638	554	542	442	477	542	633
	Total		6 360	6 568	5 513	5 175	4 386	4 342	4 482	4 780
Étudiants étrangers	Premier cycle	Nouveau	97	99	60	54	51	57	62	72
		Retour	216	231	230	185	172	168	168	172
		Total	313	330	290	239	223	225	230	244
	Cycles supérieurs	Nouveau	48	56	46	155	42	50	63	81
		Retour	112	136	147	161	148	153	164	183
		Total	161	192	193	316	190	203	226	264
	Total		474	521	483	555	413	428	456	597
Grand total		6 834	7 090	5 995	5 729	4 799	4 770	4 938	5 287	

*Les totaux ne sont peut-être pas justes car les chiffres ont été arrondis et agrégés à un niveau supérieur.

POUR DÉCISION

Résolution du Conseil des gouverneurs à la recommandation du Comité des finances

Objet : Approbation du budget et des frais accessoires pour 2023-2024

Présentée au Conseil des gouverneurs à l'assemblée du 17 février 2023

IL EST RÉSOLU

QUE, comme présenté à l'assemblée du 17 février 2023, le Conseil des gouverneurs approuve le budget et les frais accessoires pour 2023-2024.

PROPOSÉ PAR :

Signature

APPUYÉ PAR :

Signature

SECRÉTAIRE INTÉRIMAIRE DE L'UNIVERSITÉ



Sommaire au Conseil des gouverneurs

CONSEIL DES GOUVERNEURS

Titre à l'ordre du jour	Approbation du financement proposé des projets d'entretien différé 2023-2024 d'entretien différé
--------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------

Séance ouverte/à huis clos :	Ouverte
-------------------------------------	---------

Point

Action demandée	<input checked="" type="checkbox"/> Pour approbation <input type="checkbox"/> Pour information
Proposé par	COMITÉ DES FINANCES
Présenté par	- Président du comité, M. David Harquail - Vice-président, M. Michel Piché

1. OBJET

Approuver le financement de projets d'entretien différé pour 2023-2024.

SOMMAIRE

Les projets d'entretien différé à l'Université Laurentienne sont gérés par le Service des installations. Traditionnellement, ils étaient sélectionnés en fonction de leur caractère essentiel, de l'accessibilité, de la sécurité et du financement disponible.

Le Service des installations a récemment transmis au Comité de l'aménagement et de la planification des biens un plan quinquennal d'entretien différé (29 septembre 2022) basé sur les prévisions financières de l'Université soumises au ministère des Collèges et Universités (MCU). Ce plan prévoit des dépenses d'entretien différé de 7,6 millions de dollars par an (des détails se trouvent dans l'annexe 2).

PROJETS PROPOSÉS D'ENTRETIEN DIFFÉRÉ POUR 2023-2024

Le Service des installations a recensé plusieurs projets essentiels d'entretien différé à réaliser au cours de l'exercice 2023-2024, totalisant 8,4 millions de dollars (annexe 1), par rapport aux prévisions du plan quinquennal de 7,6 millions de dollars. De ce montant, des projets d'une valeur de 2,6 millions de dollars devraient être financés par le Programme de renouvellement des installations, et 5,8 millions de dollars par le fonds de fonctionnement de la Laurentienne. Les projets comprennent également 1,6 million de dollars pour des projets auxiliaires (résidence). Il est important de noter que pour respecter les délais de construction de 2023-2024, un processus d'appel d'offres doit débiter au plus tard en février 2023.

RÉSOLUTION À CONSIDÉRER

Que le conseil des gouverneurs approuve le financement des projets d'entretien différé pour 2023-24, totalisant 8,4 millions de dollars, tels que présentés à sa réunion du 17 février 2023.

ANALYSE DES RISQUES

Veuillez indiquer ci-dessous le ou les risques pour l'Université que cette proposition vise.	
<input type="checkbox"/> Gestion des inscriptions <input type="checkbox"/> Corps professoral et personnel <input type="checkbox"/> Financement et gestion des ressources <input type="checkbox"/> Services de TI, logiciels et matériel <input type="checkbox"/> Leadership et changement <input checked="" type="checkbox"/> Infrastructure physique	<input checked="" type="checkbox"/> Relations avec les intervenants <input type="checkbox"/> Réputation <input type="checkbox"/> Activités de recherche <input checked="" type="checkbox"/> Sécurité <input type="checkbox"/> Réussite des étudiants

2. RECOMMANDATIONS

Le Service des installations a élaboré un plan quinquennal de renouvellement des immobilisations afin de régler son arriéré d'entretien différé, précédemment estimé à 135 millions de dollars en 2019. Pour 2023-2024, l'administration recommande au Comité d'approuver la liste des projets totalisant 8,4 millions de dollars.

A Contexte/Description de la question

PROJETS RÉCENTS D'ENTRETIEN DIFFÉRÉ

Depuis 2020, le Service des installations a réalisé des projets d'entretien différé basés uniquement sur le financement fourni par le Programme de renouvellement des installations (PRI) du MCU. Les récents projets d'entretien différé ont inclus :

Projets financés par le PRI en 2020-2021 :

Remplacement du toit inférieur de l'édifice des Arts	\$ 24 715
Remplacement du revêtement extérieur des Sciences de l'éducation	871 400
Remplacement du compresseur du refroidisseur de JND	86 650
Remplacement du commutateur électrique des Sciences 2A	151 650
Remplacement de l'aspirateur de laboratoire des Sciences 1	69 110
Modernisation du réservoir de carburant de la génératrice d'urgence (concept)	20 530
Modernisation du système de contrôle automatique des bâtiments (CAB)	<u>405 505</u>

\$ 1 629 560

Projets financés par le PRI en 2021-2022 :

Remplacement du toit et du VRC des Sciences de la santé	\$ 293 350
Concepts de toits (édifices RD Parker, Alphonse Raymond, Sciences 2A)	4 115
Remplacement de l'humidificateur du CVCA de l'EMNO	123 445
Concepts de génératrices d'urgence	11 600
Remplacement du refroidisseur de l'édifice Alphonse Raymond	<u>356 000</u>
	\$ 788 510

Projets financés par le PRI en 2022-2023 :

Remplacement du toit de l'édifice Ben Avery	\$1 189 350
Concepts de toits (Arts, Sciences 1, Sciences 1/2A/2B inférieur, Parker 11°)	70 900
Remplacements de chaudières (CVL et EAM)	164 100
Mises à niveau au CVL et du CAB pneumatique	156 450
Réparation d'escaliers extérieurs (concept)	44 250
Mises à niveau du système énergétique d'urgence de JND	207 000
Remplacement de génératrices d'urgence d'installations	175 000
Mises à niveau des toilettes du campus	150 000
Programme d'amélioration des voies du campus (services de consultation)	<u>150 000</u>
	\$2 307 050

Les projets indiqués pour 2022-2023 devraient être achevés d'ici le 31 mars 2023, conformément aux exigences de financement du PRI pour 2022-2023.

B. Alignement sur l'objectif stratégique de l'Université

La présentation des projets d'entretien différé pour 2023-2024 de la Laurentienne et de son plan quinquennal d'entretien différé répond à la recommandation de la vérificatrice générale de fournir dans le rapport annuel sur l'entretien durant le cycle de vie des immobilisations de l'Université des renseignements qui montrent clairement les secteurs importants où cet entretien est différé.

C Autres options envisagées (s'il y a lieu)

Le montant du financement alloué aux projets d'entretien différé a été déterminé en fonction de la capacité de l'Université de réaliser ces projets et du plan financier quinquennal approuvé par MCU dans le cadre du financement du prêt de sortie aux termes de la LACC.

D Risques, y compris la conformité aux lois

Il a été démontré que le coût de réparation de systèmes défaillants est 80 % plus élevé que celui de la maintenance proactive ou du remplacement de ces systèmes. Le renouvellement/remplacement proactif et stratégique prolonge la durée de vie de nos installations et réduit les coûts opérationnels associés aux réparations d'urgence. Les risques de sous-investissement dans le renouvellement des immobilisations (entretien différé) pourraient avoir un effet sur le recrutement et l'atteinte des objectifs stratégiques de l'Université. D'autres risques concernent l'approvisionnement et la construction. Les coûts de la main-d'œuvre et des matériaux peuvent être influencés par les fluctuations de l'offre et de la demande. Afin d'atténuer ces risques, la planification stratégique des projets est nécessaire pour coordonner et effectuer les améliorations prévues avec des fournisseurs sélectionnés qui connaissent l'infrastructure du campus.

E Considérations financières (s'il y a lieu)

Comme indiqué dans les prévisions financières transmises au MCU, la Laurentienne prévoit de dépenser environ 7,6 millions de dollars par an pour la période 2023-2024 à 2027-2028 afin de régler son entretien différé, dont une partie est incluse dans le budget de fonctionnement (entre 4,1 et 4,5 millions de dollars par an) et l'autre partie dans le budget d'immobilisations.

F Avantages

Un campus bien entretenu attirera de nouveaux étudiants et soutiendra les activités de recherche. En investissant dans nos actifs, en coordonnant stratégiquement les améliorations fonctionnelles et en coordonnant les exigences du projet avec les principaux intervenants, la Laurentienne sera en mesure d'attirer de nouveaux étudiants, de gérer les coûts opérationnels et d'améliorer sa réputation en tant que campus dont on peut être fier.

G **Consultations (s'il y a lieu)**

- En cours avec le :

- o Comité de développement et de planification des biens du Conseil
- o Comité des finances
- o Conseil des gouverneurs

H **Prochaines étapes**

Appel d'offres, attribution du contrat, construction et/ou consultation pour la période de construction de 2023.

I **Annexe (si nécessaire, et à numéroter en séquence)**

1. Plan d'entretien différé de la Laurentienne pour 2023-2024 à 2027-2028
2. liste des projets

CAMPUS RENEWAL AND PROJECTS LIST 2023 TO 2024

DEFERRED MAINTENANCE (DM) FUNDS BREAKDOWN	DM FUNDS
DM for Facilities and Building Systems	\$1,946,042
DM for Accessibility and Equity	\$500,000
DM for Safety	\$500,000
DM for Civil and Underground Infrastructure	\$500,000
DM for Residences	\$1,714,785
Self-Funded Projects	\$0.00
External funding (incl. FRP)	\$2,410,200
Total DM Funds	\$7,571,027

1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Alphonse Raymond roofing replacement	\$1,400,000	\$210,000	\$241,500	\$63,136	\$1,915,000
Emergency Generator Fuel Tank Replacements/Repairs Construction	\$260,000	\$15,000	\$41,250	\$10,784	\$328,000
Ben Avery Pool Repairs	\$300,000	\$5,200	\$0	\$0	\$306,000
Science 2 Steam Boiler Replacement	\$450,000	\$0	\$0	\$0	\$450,000
Incoming water at SC1, piping and pump replacements	\$110,000	\$16,500	\$18,975	\$4,961	\$150,500
Facility Condition Assessment		\$80,000			\$80,000
Subtotals 1	\$2,520,000	\$326,700	\$301,725	\$78,881	\$3,229,500
DM Buildings and Facilities underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$1,283,458

2 - ACCESSIBILITY AND EQUITY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Subtotals 2	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0
DM Accessibility and Equity underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$500,000

3 - SAFETY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Arts Building Corridor Improvements (asbestos removal, lighting and heating)	\$750,000	\$21,500	\$50,000	\$28,013	\$850,000
Subtotals 3	\$750,000	\$21,500	\$50,000	\$28,013	\$850,000
DM Safety underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$350,000

4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Campus Roadway Renewal	\$90,000	\$13,500	\$15,525	\$4,059	\$123,100
Subtotals 2	\$90,000	\$13,500	\$15,525	\$4,059	\$123,100
DM Infrastructure and Site underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$376,900

5 - RESIDENCE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
MSR renewal (exterior envelope and stairs) design		\$42,000	\$6,300	\$1,647	\$50,000
UCR remove exterior stairs and build a new walkway	\$300,000	\$30,000	\$40,100	\$12,620	\$382,800
Residence Roofing audit		\$50,000			\$50,000
East residence cladding review	\$20,000	\$3,000	\$3,450	\$902	\$28,000
Food Services renovation design		\$60,000	\$9,000	\$2,353	\$71,400
Residence Flooring Renewal Program	\$300,000	\$45,000	\$51,750	\$13,529	\$411,000
Residence Common Area Renewal Program	\$250,000	\$37,500	\$43,125	\$11,274	\$342,000
Campus Washroom Renewal Program (student street)	\$200,000	\$30,000	\$34,500	\$9,019	\$274,000
Subtotals 3	\$1,070,000	\$297,500	\$188,225	\$51,345	\$1,609,200
DM Residence underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$105,585

LU FUNDED TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	\$2,520,000	\$326,700	\$301,725	\$78,881	\$3,229,500
2 - ACCESSIBILITY AND EQUITY	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0
3 - SAFETY	\$750,000	\$21,500	\$50,000	\$28,013	\$850,000
4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	\$90,000	\$13,500	\$15,525	\$4,059	\$123,100
5 - RESIDENCE	\$1,070,000	\$297,500	\$188,225	\$51,345	\$1,609,200
Proposed Spending (All Subtotals)	\$3,680,000	\$637,700	\$505,475	\$134,285	\$5,811,800
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$650,973

EXTERNAL FUNDED PROJECT LIST	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Science 2A mechanical penthouse and roof replacement	\$1,459,390	\$72,970	\$229,854	\$60,091	\$1,822,400
Arts roof replacement	\$200,000	\$20,000	\$33,000	\$8,627	\$270,000
Parker lower third floor north-east, north-west, and east roof replacement	\$195,000	\$15,000	\$31,500	\$8,235	\$250,000
RD Parker Ventilation Upgrades	\$60,000	\$0	\$9,000	\$2,353	\$72,000
Science 1 Recladding design		\$50,000	\$7,500	\$1,961	\$60,000
Security Camera Upgrades (Campus Safety)	\$100,000	\$0	\$15,000	\$3,922	\$119,000
Subtotals 1	\$160,000	\$50,000	\$31,500	\$8,235	\$2,593,400
FRP funding underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$183,200

PLANNED EXPENDITURES TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Proposed Spending	\$3,840,000	\$687,700	\$536,975	\$142,520	\$8,405,200
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$834,173

CAMPUS RENEWAL AND PROJECTS LIST 2024 TO 2025

DEFERRED MAINTENANCE (DM) FUNDS BREAKDOWN	DM FUNDS
DM for Facilities and Building Systems	\$1,546,042
DM for Accessibility and Equity	\$500,000
DM for Safety	\$500,000
DM for Civil and Underground Infrastructure	\$500,000
DM for Residences	\$1,700,000
Self-Funded Projects	\$0.00
External funding (incl. FRP)	\$2,781,000
Total DM Funds	\$7,527,042

1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Parker 11th floor inverted roof replacement	\$900,000	\$135,000	\$155,250	\$40,588	\$1,240,000
Maintenance roof replacement design		\$20,000	\$0	\$682	\$20,700
Alphonse Raymond ventilation SF-1, SF-7, SF-8 and SF-9 replacement design		\$30,000	\$0	\$1,023	\$31,100
Card/RFID Access Technology Upgrade		\$20,000	\$0	\$682	\$20,700
Parker Elevator Modernization (phase 1 - south car)	\$550,000	\$52,500	\$90,375	\$23,627	\$716,600
Facility Condition Assessment		\$80,000			\$80,000
Subtotals 1	\$900,000	\$135,000	\$155,250	\$40,588	\$2,109,100
DM Building and Facilities underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$563,058

2 - ACCESSIBILITY AND EQUITY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Campus Washrooms Renewal	\$400,000	\$60,000	\$69,000	\$18,039	\$550,000
Subtotals 2	\$400,000	\$60,000	\$69,000	\$18,039	\$550,000
DM Accessibility and Equity underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$50,000

3 - SAFETY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Asbestos Management Plan Update		\$30,000	\$4,500	\$11,765	\$46,265
Subtotals 3	\$700,000	\$105,000	\$120,750	\$31,568	\$46,265
DM Safety underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$453,736

4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Campus Roadway Renewal	\$450,000	\$67,500	\$67,500	\$19,949	\$610,000
Subtotals 2	\$450,000	\$67,500	\$67,500	\$19,949	\$610,000
DM Infrastructure and Site underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$110,000

5 - RESIDENCE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
MSR elevators (Phase 1 - East car)	\$350,000	\$52,500	\$60,375	\$15,784	\$480,000
MSR interior renovations - sanitary and mechanical risers	\$750,000	\$25,000	\$116,250	\$30,392	\$921,700
UCR basement heating piping, valves, pumps, automation and electrical	\$190,000	\$28,500	\$32,775	\$8,568	\$260,000
East residence cladding review	\$15,000	\$2,250	\$2,588	\$676	\$21,000
Subtotals 3	\$1,305,000	\$108,250	\$211,988	\$55,421	\$1,682,700
DM Residence underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$17,300

LU FUNDED TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	\$900,000	\$135,000	\$155,250	\$40,588	\$2,109,100
2 - ACCESSIBILITY AND EQUITY	\$400,000	\$60,000	\$69,000	\$18,039	\$550,000
3 - SAFETY	\$700,000	\$105,000	\$120,750	\$31,568	\$46,265
4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	\$1,305,000	\$108,250	\$211,988	\$55,421	\$1,682,700
5 - RESIDENCE	\$1,305,000	\$108,250	\$211,988	\$55,421	\$1,682,700
Proposed Spending (All Subtotals)	\$2,655,000	\$310,750	\$434,738	\$115,957	\$4,998,065
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$252,023

EXTERNAL FUNDED PROJECT LIST	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
SC1 Exterior Cladding Upgrades	\$1,500,000	\$225,000	\$258,750	\$67,646	\$2,060,000
Science 1 roofing repairs/replacement	\$1,100,000	\$165,000	\$189,750	\$49,607	\$1,510,000
Alphonse Raymond electrical switchgear replacement	\$650,000	\$97,500	\$112,125	\$29,313	\$890,000
Science 2A and 2B Window Replacement	\$605,000	\$90,750	\$104,363	\$27,284	\$828,000
Subtotals 1	\$2,355,000	\$353,250	\$406,238	\$106,204	\$3,228,000
FRP funding underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$447,000

PLANNED EXPENDITURES TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Proposed Spending	\$5,010,000	\$664,000	\$840,975	\$222,161	\$8,226,065
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$699,023

CAMPUS RENEWAL AND PROJECTS LIST 2025 TO 2026

DEFERRED MAINTENANCE (DM) FUNDS BREAKDOWN	DM FUNDS
DM for Facilities and Building Systems	\$1,546,042
DM for Accessibility and Equity	\$500,000
DM for Safety	\$500,000
DM for Civil and Underground Infrastructure	\$500,000
DM for Residence	\$1,700,000
Self-Funded Projects	\$0.00
External funding (incl. FRP)	\$2,781,000
Total DM Funds	\$7,527,042

1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
SC1, 2A, 2B lower roof replacement	\$550,000	\$82,500	\$94,875	\$24,803	\$752,200
Parker Elevators Modernization (Phase 2 - north car + DA)	\$700,000	\$105,000	\$120,750	\$31,568	\$960,000
Facility Condition Assessment		\$80,000			\$80,000
Subtotals 1	\$1,250,000	\$267,500	\$215,625	\$56,372	\$1,792,200
DM Buildings and Facilities underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$246,158

2- ACCESSIBILITY AND EQUITY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Campus Washrooms Renewal	\$400,000	\$60,000	\$69,000	\$18,039	\$550,000
Subtotals 2	\$400,000	\$60,000	\$69,000	\$18,039	\$550,000
DM Accesibility and Equity underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$50,000

3- SAFETY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Arts electrical switchgear replacement	\$300,000	\$45,000	\$51,750	\$13,529	\$420,000
Subtotals 3	\$300,000	\$45,000	\$51,750	\$13,529	\$420,000
DM Safety underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$80,000

4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Great Hall patio and stairs repairs	\$350,000	\$52,500	\$60,375	\$15,784	\$478,700
Campus Roadway Renewal	\$750,000	\$0	\$0	\$25,575	\$780,000
Subtotals 4	\$750,000	\$0	\$0	\$25,575	\$1,258,700
DM Infrastructure and Site underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$758,700

5 - RESIDENCE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
UCR Elevator replacement	\$700,000.00	\$105,000	\$120,750	\$31,568	\$960,000
MSR elevators (Phase 2 - West car)	\$350,000	\$52,500	\$60,375	\$15,784	\$478,700
MSR two-pipe heating distribution system replacement	\$600,000	\$90,000	\$103,500	\$27,058	\$830,000
Subtotals 5	\$1,650,000	\$247,500	\$284,625	\$74,410	\$2,268,700
DM Residence underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$568,700

PLANNED EXPENDITURES TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	\$1,250,000	\$267,500	\$215,625	\$56,372	\$1,792,200
2- ACCESSIBILITY AND EQUITY	\$400,000	\$60,000	\$69,000	\$18,039	\$550,000
3- SAFETY	\$300,000	\$45,000	\$51,750	\$13,529	\$420,000
4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	\$750,000	\$0	\$0	\$25,575	\$1,258,700
5 - RESIDENCE	\$1,650,000	\$247,500	\$284,625	\$74,410	\$2,268,700
Proposed Spending (All Subtotals)	\$3,650,000	\$515,000	\$500,250	\$156,357	\$6,289,600
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$1,543,558

EXTERNAL FUNDED PROJECT LIST	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
SC2A Building Elevator Modernization (phase 1 south)	\$559,395	\$83,909	\$96,496	\$25,227	\$765,100
SC2B Building Elevator Modernization	\$255,000	\$38,250	\$43,988	\$11,500	\$348,800
Alphonse Raymond ventilation SF-1, SF-7, SF-8 and SF-9 replacement	\$1,235,000	\$185,250	\$213,038	\$55,695	\$1,690,000
Subtotals 1	\$2,049,395	\$307,409	\$353,521	\$92,422	\$2,803,900
FRP funding underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$22,900

PLANNED EXPENDITURES TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Proposed Spending	\$5,699,395	\$822,409	\$853,771	\$248,779	\$9,093,500
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$1,566,458

CAMPUS RENEWAL AND PROJECTS LIST 2026 TO 2027

DEFERRED MAINTENANCE (DM) FUNDS BREAKDOWN	DM FUNDS
DM for Facilities and Building Systems	\$1,546,042
DM for Accessibility and Equity	\$500,000
DM for Safety	\$500,000
DM for Civil and Underground Infrastructure	\$500,000
DM for Residence	\$1,700,000
Self-Funded Projects	\$0.00
External funding (incl. FRP)	\$2,781,000
Total DM Funds	\$7,527,042

1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Science 2B roofing repairs/replacement	\$650,000	\$97,500	\$112,125	\$29,313	\$890,000
Maintenance Building Lower Roof Replacement	\$300,000	\$45,000	\$51,750	\$13,529	\$420,000
Facility Condition Assessment		\$80,000			\$80,000
Subtotals 1	\$950,000	\$222,500	\$163,875	\$42,842	\$1,390,000
DM Buildings and Facilities underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$156,042

2- ACCESSIBILITY AND EQUITY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Campus Washrooms Renewal	\$500,000	\$75,000	\$86,250	\$22,549	\$690,000
Subtotals 2	\$500,000	\$75,000	\$86,250	\$22,549	\$690,000
DM Accessibility and Equity underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$190,000

3- SAFETY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Ben Avery electrical switchgear replacement	\$450,000	\$67,500	\$77,625	\$20,294	\$615,500
Subtotals 3	\$450,000	\$67,500	\$77,625	\$20,294	\$615,500
DM Safety underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$115,500

4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Parking Gate Technology Upgrade	\$500,000	\$20,000	\$0	\$17,732	\$540,000
Subtotals 4	\$500,000	\$20,000	\$0	\$17,732	\$540,000
DM Infrastructure and Site underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$40,000

5 - RESIDENCE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Food Services renovation design		\$50,000	\$7,500	\$1,961	\$59,500
East and West upper mechanical rooms floor sealing	\$100,000	\$15,000	\$17,250	\$4,510	\$136,800
Residence wireless access for apartments	\$350,000	\$52,500	\$60,375	\$15,784	\$480,000
UCR roof replacement	\$500,000	\$75,000	\$86,250	\$22,549	\$690,000
UCR sanitary and roof drain line replacements	\$50,000	\$7,500	\$8,625	\$2,255	\$68,400
UCR & SSR DHW backfeed	\$100,000	\$15,000	\$17,250	\$4,510	\$136,800
Subtotals 5	\$1,100,000	\$215,000	\$197,250	\$51,568	\$1,571,500
DM Residence underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$128,500

PLANNED EXPENDITURES TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	\$950,000	\$222,500	\$163,875	\$42,842	\$1,390,000
2- ACCESSIBILITY AND EQUITY	\$500,000	\$75,000	\$86,250	\$22,549	\$690,000
3- SAFETY	\$450,000	\$67,500	\$77,625	\$20,294	\$615,500
4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	\$500,000	\$20,000	\$0	\$17,732	\$540,000
5 - RESIDENCE	\$1,100,000	\$215,000	\$197,250	\$51,568	\$1,571,500
Proposed Spending (All Subtotals)	\$2,550,000	\$457,500	\$361,125	\$112,142	\$4,807,000
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$60,958

EXTERNAL FUNDED PROJECT LIST	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
SC2A Building Elevator Modernization (phase 2 - north)	\$559,395	\$83,909	\$96,496	\$25,227	\$765,100
Campus Roadway Renewal	\$1,500,000	\$225,000	\$258,750	\$67,646	\$2,051,400
Subtotals 1	\$2,059,395	\$308,909	\$355,246	\$92,873	\$2,816,500
FRP funding underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$35,500

PLANNED EXPENDITURES TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Proposed Spending	\$4,609,395	\$766,409	\$716,371	\$205,015	\$7,623,500
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$96,458

CAMPUS RENEWAL AND PROJECTS LIST 2027 TO 2028

DEFERRED MAINTENANCE (DM) FUNDS BREAKDOWN	DM FUNDS
DM for Facilities and Building Systems	\$1,546,042
DM for Accessibility and Equity	\$500,000
DM for Safety	\$500,000
DM for Civil and Underground Infrastructure	\$500,000
DM for Residence	\$1,700,000
Self-Funded Projects	\$0.00
External funding (incl. FRP)	\$2,781,000
Total DM Funds	\$7,527,042

1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Fraser Auditorium complete renovation (Phase 1)	\$1,825,000	\$273,750	\$314,813	\$82,302	\$2,500,000
Subtotals 1	\$1,825,000	\$273,750	\$314,813	\$82,302	\$2,500,000
DM Buildings and Facilities underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$953,958

2- ACCESSIBILITY AND EQUITY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Campus Washrooms Renewal	\$400,000	\$60,000	\$69,000	\$18,039	\$550,000
Subtotals 2	\$400,000	\$60,000	\$69,000	\$18,039	\$550,000
DM Accessibility and Equity underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$50,000

3- SAFETY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
		\$0	\$0	\$0	\$0
Subtotals 3	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0
DM Safety underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$500,000

4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Campus Roadway Renewal	\$200,000	\$0	\$0	\$6,820	\$210,000
Subtotals 4	\$200,000	\$0	\$0	\$6,820	\$210,000
DM Infrastructure and Site underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$290,000

5 - RESIDENCE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Food Services - upgrade to Tim's	\$550,000	\$82,500	\$94,875	\$24,803	\$760,000
Food Services - upgrade to kitchen in DA	\$350,000	\$52,500	\$60,375	\$15,784	\$480,000
SSR - HVAC Ventilation Units distribution ductwork	\$250,000	\$37,500	\$43,125	\$11,274	\$350,000
Subtotals 5	\$1,150,000	\$172,500	\$198,375	\$51,862	\$1,590,000
DM Residence underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$110,000

PLANNED EXPENDITURES TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Proposed Spending (All Subtotals)	\$3,575,000	\$506,250	\$582,188	\$159,023	\$4,850,000
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$103,958

EXTERNAL FUNDED PROJECT LIST	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Art exterior stonework remediation	\$150,000	\$22,500	\$25,875	\$6,765	\$210,000
Classroom roofing repairs	\$175,000	\$26,250	\$30,188	\$7,892	\$240,000
Underground Feed (Ramsey to SC2, SC1 to DA)	\$500,000	\$75,000	\$86,250	\$22,549	\$690,000
Arts second and third floor ceiling abatement and new lighting	\$500,000	\$75,000	\$86,250	\$22,549	\$690,000
Arts middle stairwell remediation	\$350,000	\$52,500	\$60,375	\$15,784	\$480,000
Arts east and west stairwells remediation	\$475,000	\$71,250	\$81,938	\$21,421	\$650,000
Subtotals 1	\$1,325,000	\$198,750	\$228,563	\$59,754	\$2,960,000
FRP funding underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$179,000

PLANNED EXPENDITURES TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Proposed Spending	\$4,900,000	\$705,000	\$810,750	\$218,777	\$7,810,000
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$282,958

CAMPUS RENEWAL AND PROJECTS LIST 2023 TO 2024

DEFERRED MAINTENANCE (DM) FUNDS BREAKDOWN	DM FUNDS
DM for Facilities and Building Systems	\$1,946,042
DM for Accessibility and Equity	\$500,000
DM for Safety	\$500,000
DM for Civil and Underground Infrastructure	\$500,000
DM for Residences	\$1,714,785
Self-Funded Projects	\$0.00
External funding (incl. FRP)	\$2,410,200
Total DM Funds	\$7,571,027

1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Alphonse Raymond roofing replacement	\$1,400,000	\$210,000	\$241,500	\$63,136	\$1,915,000
Emergency Generator Fuel Tank Replacements/Repairs Construction	\$260,000	\$15,000	\$41,250	\$10,784	\$328,000
Ben Avery Pool Repairs	\$300,000	\$5,200	\$0	\$0	\$306,000
Science 2 Steam Boiler Replacement	\$450,000	\$0	\$0	\$0	\$450,000
Incoming water at SC1, piping and pump replacements	\$110,000	\$16,500	\$18,975	\$4,961	\$150,500
Facility Condition Assessment		\$80,000			\$80,000
Subtotals 1	\$2,520,000	\$326,700	\$301,725	\$78,881	\$3,229,500
DM Buildings and Facilities underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$1,283,458

2 - ACCESSIBILITY AND EQUITY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Subtotals 2	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0
DM Accessibility and Equity underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$500,000

3 - SAFETY	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Arts Building Corridor Improvements (asbestos removal, lighting and heating)	\$750,000	\$21,500	\$50,000	\$28,013	\$850,000
Subtotals 3	\$750,000	\$21,500	\$50,000	\$28,013	\$850,000
DM Safety underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$350,000

4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Campus Roadway Renewal	\$90,000	\$13,500	\$15,525	\$4,059	\$123,100
Subtotals 2	\$90,000	\$13,500	\$15,525	\$4,059	\$123,100
DM Infrastructure and Site underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$376,900

5 - RESIDENCE	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
MSR renewal (exterior envelope and stairs) design		\$42,000	\$6,300	\$1,647	\$50,000
UCR remove exterior stairs and build a new walkway	\$300,000	\$30,000	\$40,100	\$12,620	\$382,800
Residence Roofing audit		\$50,000			\$50,000
East residence cladding review	\$20,000	\$3,000	\$3,450	\$902	\$28,000
Food Services renovation design		\$60,000	\$9,000	\$2,353	\$71,400
Residence Flooring Renewal Program	\$300,000	\$45,000	\$51,750	\$13,529	\$411,000
Residence Common Area Renewal Program	\$250,000	\$37,500	\$43,125	\$11,274	\$342,000
Campus Washroom Renewal Program (student street)	\$200,000	\$30,000	\$34,500	\$9,019	\$274,000
Subtotals 3	\$1,070,000	\$297,500	\$188,225	\$51,345	\$1,609,200
DM Residence underspent (+ve) / overspent (-ve)					\$105,585

LU FUNDED TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
1 - FACILITIES AND BUILDING SYSTEMS	\$2,520,000	\$326,700	\$301,725	\$78,881	\$3,229,500
2 - ACCESSIBILITY AND EQUITY	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0
3 - SAFETY	\$750,000	\$21,500	\$50,000	\$28,013	\$850,000
4 - CIVIL AND UNDERGROUND INFRASTRUCTURE	\$90,000	\$13,500	\$15,525	\$4,059	\$123,100
5 - RESIDENCE	\$1,070,000	\$297,500	\$188,225	\$51,345	\$1,609,200
Proposed Spending (All Subtotals)	\$4,430,000	\$659,200	\$555,475	\$162,298	\$5,811,800
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$650,973

EXTERNAL FUNDED PROJECT LIST	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Science 2A mechanical penthouse and roof replacement	\$1,459,390	\$72,970	\$229,854	\$60,091	\$1,822,400
Arts roof replacement	\$200,000	\$20,000	\$33,000	\$8,627	\$270,000
Parker lower third floor north-east, north-west, and east roof replacement	\$195,000	\$15,000	\$31,500	\$8,235	\$250,000
RD Parker Ventilation Upgrades	\$60,000	\$0	\$9,000	\$2,353	\$72,000
Science 1 Recladding design		\$50,000	\$7,500	\$1,961	\$60,000
Security Camera Upgrades (Campus Safety)	\$100,000	\$0	\$15,000	\$3,922	\$119,000
Subtotals 1	\$2,014,390	\$157,970	\$325,854	\$85,189	\$2,593,400
FRP funding underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$183,200

PLANNED EXPENDITURES TOTALS	EST CONSTR BUDGET	EST SOFT COSTS (15%)	CONTINGENCY (15%)	LU NET TAXES (3.41%)	RECOMMENDED BUDGET
Proposed Spending	\$6,444,390	\$817,170	\$881,329	\$247,487	\$8,405,200
Total underspent (+ve) / overspent (-ve)					-\$834,173

POUR DÉCISION

Résolution du Conseil des gouverneurs à la recommandation du Comité des finances
Objet : Approbation du financement proposé des projets d'entretien différé pour 2023-2024
Présentée au Conseil des gouverneurs à l'assemblée du 17 février 2023

IL EST RÉSOLU

QUE, comme présenté à l'assemblée du 17 février 2023, le Conseil des gouverneurs approuve les projets d'entretien différé pour 2023-2024 totalisant 8 400 000 \$.

PROPOSÉ PAR :

Signature

APPUYÉ PAR :

Signature

SECRÉTAIRE INTÉRIMAIRE DE L'UNIVERSITÉ



NOTE DE SERVICE

DESTINATAIRE : Conseil des gouverneurs

EXPÉDITEUR : Dominic Beaudry, vice-recteur associé à l'enseignement et aux programmes autochtones (VRAEPA)

C.C. : Martin Bayer, président du CULFA
Angela Recollet, représentante du Conseil au CULFA

DATE : 8 février 2023

OBJET : Rapport des réunions du CULFA – 10 novembre 2022, 8 décembre 2022, 12 janvier 2023 (toutes les réunions ont été tenues sur Zoom)

-
1. Le 1^{er} octobre 2022, Dominic Beaudry a assumé ses fonctions de vice-recteur associé à l'enseignement et aux programmes autochtones à l'Université Laurentienne et a rencontré les membres du CULFA.
 2. Le CULFA a envoyé au Conseil des gouverneurs une lettre en date du 19 octobre 2022 demandant d'y être représenté. La communauté autochtone et le CULFA ont demandé de nommer quatre représentants autochtones au Conseil des gouverneurs.
 3. En novembre, le CULFA a reçu des nouvelles sur la Conférence Maamwizing 2022, qui a connu un franc succès.
 4. En novembre, le CULFA a accueilli des nouveaux membres : Maureen Peltier, représentante du Conseil scolaire de Wikwemikong, Suzanne Fortin, représentante de la Métis Nation of Ontario, et Aurora Corkery, représentante du Conseil des étudiants de l'École des relations autochtones.
 5. À sa réunion de décembre, le CULFA a reçu une mise à jour touchant la prochaine Journée nationale de vérité et de réconciliation (JNVR) qui aura lieu le 29 septembre 2023. On a proposé d'y tenir une journée de perfectionnement professionnel pour tout le personnel sous le thème « Guérison culturelle et collective ». John Milloy, Ph.D., et l'auteure primée Tanya Talaga seront les conférenciers principaux à la JNVR 2023.
 6. À la réunion du 8 décembre, le CULFA a reçu une mise à jour touchant un programme proposé/planifié de baccalauréat ès arts en études autochtones interdisciplinaires.
 7. À la réunion du 12 janvier, le CULFA a accueilli la nouvelle représentante du Conseil des gouverneurs, Angela Recollet. Les membres ont aussi accueilli au rôle de représentant des autochtones urbains de Sudbury Martin Bayer qui a accepté de présider le CULFA.

8. Le 20 janvier 2023, le CULFA a envoyé une lettre à la vice-rectrice aux études exprimant ses préoccupations touchant les exigences pour le corps professoral et le personnel.
9. Le CULFA a appris que le Centre autochtone de partage et d'apprentissage organise des cours hebdomadaires d'anishinaabemowin avec l'aîné Lorney Bob.
10. Le CULFA a reçu une mise à jour financière touchant le budget du Fonds pour la réussite des étudiants autochtones du MCU et tout se déroule comme prévu.